

f D  
649  
A9A4

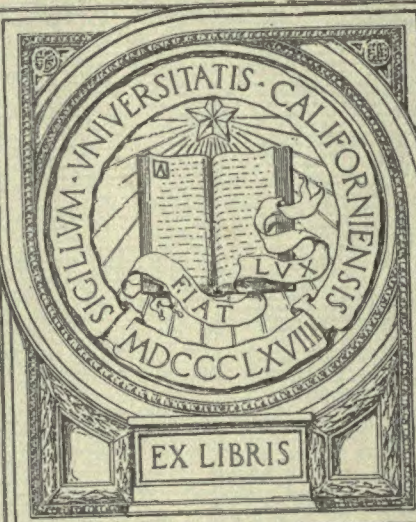
UC-NRLF



C 2 741 591



GIFT OF



EX LIBRIS



COMMISSION DES RÉPARATIONS

GIFT  
SEP 26 1922

REPARATION COMMISSION OF

CALIFORNIA

Paris, January 1922

Compliments of  
Hugh A. Bayne



ANNEXE N° 1141

Revendications de la Belgique concernant le Triptyque de Saint Ildephonse  
et le Trésor de l'Ordre de la Toison d'Or.

Rapport du Comité des Trois Juristes.

Allied powers (1919 - ) Reparation Commission

ANNEX No 1141

Belgian claims to the Triptych of Saint Ildephonse and the Treasure  
of the Order of the Golden Fleece.

Report of the Committee of Three Jurists.

See Table of Contents at p. 53

Triptych pp 6-21

Golden Fleece pp 22-52.

Confidentiel

Confidential



ANNEXE 1141 a.

F. F. F.

COMMISSION DES RÉPARATIONS.

COMITÉ DES JURISTES.

Paris, le 25 Octobre 1921.

EXÉCUTION DE L'ARTICLE 195 DU TRAITÉ DE SAINT-GERMAIN.

Le Secrétaire du Comité des Juristes,

A Monsieur le Secrétaire Général de la Commission des Réparations.

En réponse à vos lettres des 2 et 18 Février 1921, par lesquelles vous avez notifié à MM. Hugh A. Bayne, J. Fischer Williams et Jacques Lyon les décisions n° 901 et 948, prises par la Commission des Réparations au sujet des demandes mentionnées à l'Article 195 du Traité de Saint-Germain, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un exemplaire en français et un exemplaire en anglais du rapport du Comité des Trois Juristes sur les revendications de la Belgique concernant le Triptyque de saint Ildephonse et le Trésor de la Toison-d'Or, pour qu'il soit statué définitivement à leur sujet par la Commission des Réparations.

Je joins au présent rapport les documents suivants :

TRIPTYQUE DE SAINT-ILDEPHONSE :

1. Mémoire en demande du Gouvernement belge.
2. Mémoire en défense du Gouvernement autrichien.
3. Réplique du Gouvernement belge.
4. Duplique du Gouvernement autrichien.
5. Conclusions du Gouvernement belge.
6. Conclusions du Gouvernement autrichien.
7. Note complémentaire du Gouvernement belge avec huit pièces annexes.
8. Éclaircissements complémentaires du Gouvernement autrichien.

TRÉSOR DE LA TOISON D'OR.

1. Mémoire en demande du Gouvernement belge.
2. Mémoire en défense du Gouvernement autrichien.
3. Réplique du Gouvernement belge.
4. Duplique du Gouvernement autrichien.
5. Conclusions du Gouvernement belge.
6. Conclusions du Gouvernement autrichien.
7. Note complémentaire du Gouvernement autrichien.

gift



## ANNEX 1141 a.

F. F. F.

Paris, October 25, 1921.

### REPARATION COMMISSION.

#### COMMITTEE OF JURISTS.

### EXECUTION OF ARTICLE 195 OF THE TREATY OF ST-GERMAIN.

From : The Secretary of the Committee of Jurists,

To : The General Secretary of the Reparation Commission.

In reply to your letters dated February 2 and 18, 1921, by which you notified to Mr. Hugh A. Bayne, Mr. J. Fischer Williams and M. J. Lyon Decisions 901 and 948 adopted by the Reparation Commission on the claims referred to in Article 195 of the Treaty of Saint Germain, I have the honour to enclose herewith one copy in French and one in English of the report of the Committee of Three Jurists on the Belgian claims to the Triptych of St. Ildephonse and the Treasure of the Order of the Golden Fleece for final decision by the Reparation Commission.

I attach the following documents :

#### TRIPTYCH OF ST-ILDEPHONSE :

1. Claim by the Belgian Government,
2. Defence of the Austrian Government,
3. Reply by the Belgian Government,
4. Rejoinder by the Austrian Government,
5. Conclusions of the Belgian Government,
6. Conclusions of the Austrian Government,
7. Further note from the Belgian Government enclosing 8 documents,
8. Further explanations from the Austrian Government.

#### TREASURE OF THE ORDER OF THE GOLDEN FLEECE :

1. Claim by the Belgian Government,
2. Defence of the Austrian Government,
3. Reply by the Belgian Government,
4. Rejoinder by the Austrian Government,
5. Conclusions of the Belgian Government,
6. Conclusions of the Austrian Government,
7. Further note from the Austrian Government.



8. Note complémentaire du Gouvernement belge avec 22 documents annexes.
9. Éclaircissements complémentaires avec 2 annexes.
10. Statuts et Ordonnances de l'Ordre de la Toison d'Or avec additions et altérations.

Copie des règles de procédure adoptées par le Comité.

Compte rendu sténographique des audiences publiques des 11, 12 et 13 Juillet 1921.

*Note.* — Les documents énumérés ci-dessus se trouvent à l'Enregistrement de la Commission des Réparations sous le N° de dossier 2/C.R./33.

Signé : H. VALENTINO,

*Secrétaire du Comité.*

Le Comité examinera ultérieurement les autres revendications de la Belgique et celles du Gouvernement tchéco-slovaque.

#### *Décision 901.*

L'ensemble des questions relatives aux propriétés artistiques faisant l'objet d'une affectation spéciale aux termes du Traité de Saint-Germain (Trésor de la Toison d'Or, par exemple) est renvoyé au Comité des trois juristes . . . .

#### *Décision 948.*

La Commission nomme MM. Bayne, Fischer Williams et Lyon pour examiner les demandes de restitution qui leur seront soumises conformément à l'Article 195 du Traité de Saint-Germain . . . .



8. Further note from the Belgian Government with 22 documents enclosed.
9. Further explanations with 2 enclosures.
10. Statutes and Ordonnances of the Order of the Golden Fleece with additions and amendments.

Rules of Procedure adopted by the Committee.

Stenographic report of the public hearings of July 11, 12 and 13, 1921.

*Note.* — The documents enumerated above are in the Reparation Commission Registry under file N° 2/C.R./33.

Signed, H. VALENTINO,

*Secretary of the Committee.*

The Committee will examine later the other Belgian claims and those of the Czechoslovak Government.

#### *Decision 901.*

All the questions concerning artistic properties which were given a special destination by the Treaty of St. Germain (Treasure of the Order of the Golden Fleece, for instance) were referred to the Committee of Three Jurists. . . .

#### *Decision 948.*

The Commission appointed Mr. Bayne, Mr. Fischer-Williams and M. Lyon for the purpose of examining the request for restitution to be submitted to them in accordance with Article 195 of the Treaty of St. Germain. . . .



## ANNEXE 1141 b.

A. A. A.

COMITÉ DES JURISTES.

### RAPPORT A LA COMMISSION DES RÉPARATIONS

*par le Comité des trois Juristes (MM. Hugh A. BAYNE, Jacques LYON, Avocat à la Cour d'appel et J. FISCHER WILLIAMS K. C.) nommés en exécution de l'Article 195 du Traité de Saint-Germain pour examiner les demandes formées par la Belgique à l'effet de la restitution du Triptyque de saint Ildephonse et du Trésor de l'Ordre de la Toison d'or.*

#### INTRODUCTION GÉNÉRALE.

1. L'article 195 du Traité de Saint-Germain (1) impose au Comité des trois Juristes nommés par la Commission des Réparations le devoir d'examiner les demandes qui ont été formées par la Belgique en vue de la restitution par l'Autriche : a) du tableau ou de la série de tableaux célèbres peints par Rubens et connus sous le nom de Triptyque de saint Ildephonse; b) du Trésor de l'Ordre de la Toison d'Or, et enfin c) de divers autres objets énumérés à l'Annexe II dudit Article.

2. En vue de faciliter l'exécution de sa tâche, le Comité, agissant en plein accord avec les représentants des Gouvernements belge et autrichien, a décidé d'examiner, avant de procéder à l'étude de toutes autres revendications, les demandes formées par la Belgique au sujet du Triptyque et du Trésor de la Toison d'Or.

Après examen des mémoires soumis au Comité et après avoir entendu, au cours des 11, 12 et 13 Juillet 1921, les explications orales des deux parties, ainsi qu'après l'examen de

---

(1) « Dans le délai de douze mois à dater de la mise en vigueur du présent Traité, un Comité de trois Juristes, nommé par la Commission des Réparations, examinera les conditions dans lesquelles ont été emportés par la Maison de Habsbourg et par les autres Maisons ayant régné en Italie, les objets ou manuscrits en possession de l'Autriche et énumérés à l'Annexe I ci-jointe. Dans le cas où lesdits objets ou manuscrits auront été emportés en violation du droit des provinces italiennes, la Commission des Réparations, sur le rapport du Comité susvisé, ordonnera leur restitution. L'Italie et l'Autriche s'engagent à reconnaître les décisions de la Commission.

« La Belgique, la Pologne et la Tchéco-Slovaquie seront également admises à présenter des demandes de restitution, qui seront examinées par le même Comité de trois Juristes, en ce qui concerne les objets et documents énumérés respectivement aux Annexes II, III et IV ci-jointes. La Belgique, la Pologne la Tchéco-Slovaquie et l'Autriche s'engagent à reconnaître les décisions qui seront prises, sur le rapport dudit Comité, par la Commission des Réparations. »

#### *Annexe II à l'Article 195 du Traité de Saint-Germain.*

« I. Le Triptyque de saint Ildephonse, par Rubens, provenant de l'Abbaye de Saint-Jacques-sur-Caudenberg, à Bruxelles, acheté en 1777 et transporté à Vienne.

« II. Objet et documents enlevés de Belgique et transportés en Autriche, pour y être mis en sûreté, en 1794 :

- « a) Les armes, armures et autres objets provenant de l'ancien arsenal de Bruxelles;
- « b) Le Trésor de la Toison d'Or, jadis conservé à la Chapelle de la Cour des Bruxelles;
- « c) Les coins des monnaies, médailles et jetons exécutés par Théodore Van Berckel, qui faisaient partie intégrante des Archives de la Chambre des Comptes établie à Bruxelles;
- « d) Les exemplaires manuscrits originaux de la carte chorographique des Pays-Bas autrichiens, dressée de 1770 à 1777 par le Lieutenant-Général Comte Jas de Ferraris et les documents relatifs à ladite carte. »



## ANNEX 1141 f.

A. A. A.

### COMMITTEE OF JURISTS.

#### REPORT TO THE REPARATION COMMISSION,

by Messrs Hugh A. BAYNE, Jacques LYON, Avocat à la Cour d'appel and J. FISCHER WILLIAMS K. C., the committee of Three Jurists appointed under Article 195 of the Treaty of Saint-Germain, on the Belgian claims for restitution of the Triptych of St.-Ildephonse and the Treasure of the Order of the Golden Fleece.

#### GENERAL INTRODUCTION.

1. Article 195(1) of the Treaty of Saint-Germain imposes on the Committee of Three Jurists appointed by the Reparation Commission the duty of examining claims submitted by Belgium against Austria for restitution of a) the famous picture or series of pictures by Rubens known as the Triptych of St. Ildephonse b) the Treasure of the Order of the Golden Fleece, and also c) certain other objects enumerated in Annex II to that Article.

2. For reasons of convenience, the Committee, with the assent of the representatives both of Belgium and Austria, decided to examine the cases relating to the Triptych and the Treasure of the Order of the Golden Fleece before proceeding to the consideration of the Belgian claim to other objects.

After considering the written cases submitted to the Committee and after an oral hearing of three days (July 11th, 12th and 13th 1921) equally divided between the two cases,

(1) *Article 195 of the Treaty of St. Germain.* — “ Within a period of twelve months from the coming into force of the present Treaty a Committee of Three Jurists appointed by the Reparation Commission shall examine the conditions under which the objects or manuscripts in possession of Austria enumerated in Annex I hereto, were carried off by the House of Habsburg, and by the other Houses which have reigned in Italy. If it is found that the said object or manuscripts were carried off in violation of the rights of the Italian provinces, the Reparation Commission, on the report of the Committee referred to, shall order their restitution. Italy and Austria agree to accept the decisions of the Commission.

“ Belgium, Poland and Czecho-Slovakia may also submit claims for restitution to be examined by the same Committee of Three Jurists, relating to the objects and documents enumerated in Annexes II, III, IV hereto, Belgium, Poland, Czecho-Slovakia and Austria undertake to accept the decisions taken by the Reparation Commission as the result of the report of the said Committee.”

#### *Annex II to Article 195 of the Treaty of St. Germain.*

“ I. The Triptych of Saint-Ildephonse, by Rubens, from the Abbey of Saint-Jacques-sur-Cowdenberg at Brussels, bought in 1777 and removed to Vienna. ”

“ II. Objects and documents removed for safety from Belgium to Austria in 1794 :

“ a) Arms, armours and other objects from the old Arsenal of Brussels ;

“ b) The Treasure of the “ Toison d'Or ” preserved in previous times in the “ Chapelle de la Cour ” at Brussels ;

“ c) Coins, stamps, medals, and counters by Theodore van Berckel, which were an essential feature in the archives of the “ Chambre des Comptes ” at Brussels ;

“ d) The original manuscript copies of the “ carte chorographique ” of the Austrian Low Countries drawn up by Lieut-General Comte Jas de Ferraris between 1770 and 1777, and the documents relating thereto.”



tous renseignements et arguments qu'elles lui ont ultérieurement communiqués, le Comité a l'honneur de soumettre à la Commission ses rapports concernant les deux revendications envisagées.

3. Il importe de faire observer dès le début que les représentants belges et autrichiens ont été d'accord avec le Comité pour estimer que l'article 195 du Traité imposait au Comité l'obligation de rechercher :

a) Si les objets dont la restitution est réclamée ont été enlevés par le Gouvernement autrichien en violation des droits des Pays-Bas constituant actuellement le Royaume de Belgique, ou

b) Au cas où il apparaîtrait, comme tel semble être le cas, que l'enlèvement desdits objets n'a pas constitué une violation de ces droits, si leur maintien à Vienne, après que les provinces belges eurent cessé de faire partie intégrante des possessions de la Maison de Habsbourg, a constitué une violation des droits desdites provinces.

4. Les parties ont été également d'accord avec le Comité pour reconnaître que la charge de justifier de l'une ou l'autre et, éventuellement, de l'une et l'autre de ces deux affirmations ainsi que le fardeau de la preuve de tous faits allégués incombait à la Belgique.

5. Avant de procéder à l'examen de ces deux affaires, le Comité tient à déclarer, de la façon la plus catégorique, qu'il a estimé que sa compétence ne s'étendait pas à l'examen de problèmes d'ordre général tels que ceux de savoir si, s'agissant dans l'affaire du Triptyque d'un bien acquis à l'aide des revenus des Pays-Bas, c'est un principe de bonne administration que, dans un organisme politique composite, des revenus perçus dans les limites de l'une de ses parties constitutives soient exclusivement dépensés sur ce territoire et à son bénéfice exclusif; ou si, au cas d'une répartition des Trésors historiques actuellement situés à Vienne comme d'une liquidation des collections d'art de la Maison de Habsbourg, il serait logique ou équitable d'en assigner, pour des motifs historiques, politiques ou artistiques, certains éléments à la Belgique.

Le Comité tient également à faire ressortir que, concernant la Toison d'Or, le seul problème qui lui soit soumis est de savoir si l'enlèvement hors des Pays-Bas du Trésor de l'Ordre effectué en 1794 et son maintien à Vienne après 1797 constituent une violation des droits de la Belgique et qu'il ne lui appartient pas d'apprécier ni quel est actuellement le légitime propriétaire du Trésor, qualité que ne revendique pas la République d'Autriche, ni quel est présentement le statut juridique de l'Ordre.

6. Le Comité tient également à témoigner à quel point il a su apprécier la valeur et le haut intérêt des arguments écrits et oraux qui lui ont été soumis de part et d'autre, ainsi que la bonne grâce et l'inépuisable complaisance avec lesquelles il a été donné satisfaction aussi bien aux nombreuses demandes de renseignements que le Comité a formées qu'à toutes demandes d'éclaircissement respectivement présentées par chacune des parties en cause.

Sans leur loyale collaboration, le Comité eût éprouvé à remplir sa tâche des difficultés telles qu'il risquait d'être hors d'état d'y pouvoir faire face.

7. En conséquence et à la suite de ces explications préliminaires, le Comité a l'honneur de transmettre ci-joint à la Commission ses rapports sur les deux questions du Triptyque de saint Ildephonse et du Trésor de la Toison d'Or. Des exemplaires des mémoires belge et autrichien soumis au Comité avant les débats oraux, de la sténographie de ces débats et des mémoires communiqués à leur suite, sont annexés à ces rapports.



and a further examination of supplementary information and arguments submitted by the parties, the Committee are now in a position to report on these two claims to the Reparation Commission.

3. It should be stated at the outset that both the Belgian and Austrian representatives were in agreement with the Committee in interpreting Article 195 of the Treaty as imposing on the Committee the duty of considering :

(a) Whether the objects of which restitution was claimed, were carried off by the Austrian Government in violation of the rights of the Low Countries now forming the Belgian Kingdom, or

(b) If, as appeared to be the case, the actual removal of the objects in question violated no such rights, whether the retention of these objects in Vienna after the separation of the Belgian Provinces from the dominions of the House of Habsburg, was a violation of the rights of those Provinces.

4. It was also agreed that the onus of establishing the affirmative of this issue or these issues — including the burden of proof of fact — was on Belgium.

5. It is well to state emphatically at the outset that the Committee had not to examine any such general questions as whether, with reference to objects purchased out of the revenues of the Low Countries, as was the case of the Triptych, it is a rule of good government of universal application that, in a composite political organism, revenue raised in one component part should be expended in, and for the benefit of, that part only, or whether, on a distribution of the historical treasures now at Vienna or on a liquidation of the art collections of the House of Habsburg, it would be reasonable or proper, either for historical, political or artistic reasons that certain special objects should be assigned to Belgium.

With reference to the Golden Fleece, the question to be decided is only whether the removal of the Treasure from the Low Countries in 1794 and its retention in Vienna after 1797 was a violation of the rights of Belgium; the Committee were not asked to offer any opinion as to the present ownership of the Treasure (which is not claimed by the Austrian Republic) nor as to the present legal position of the Order.

6. The Committee also desire to express their sense of the great value and interest of the arguments, both written and oral, that were addressed to them on both sides, and of the ready and generous fashion in which all demands of the Committee for information and also, it may be added, all demands for explanations made between opponents were satisfied.

Without this loyal co-operation of all parties concerned the task of the Committee would have been rendered difficult, if not impossible.

7. With this preliminary explanation the Committee proceed to their report on the two questions of the Triptych of St. Ildephonse and the Treasure of the Order of the Golden Fleece. Copies of the Belgian and Austrian printed cases submitted before the oral hearing, of the shorthand notes of the oral hearing, and of the memoranda submitted after the hearing, are attached.



## A. — TRIPTYQUE DE SAINT ILDEPHONSE.

### I. — SOMMAIRE DES FAITS.

8. Le problème en litige est de savoir si le transfert de Bruxelles à Vienne, origine du tableau, effectué en 1777, du Triptyque de saint-Ildephonse, l'œuvre célèbre de Rubens, et son maintien en cette dernière ville ont constitué une violation des droits des Pays-Bas catholiques, droits dont la Belgique est héritière.

Dans ce Triptyque peint au début du XVII<sup>e</sup> siècle figurent les portraits de l'Archiduc Albert et de sa femme Isabelle, fille de Philippe II, souverains des territoires qui constituent actuellement le Royaume de Belgique. Il fut placé à l'origine dans la Chapelle de la « Confrérie de la Cour » en l'église de Caudenberg à Bruxelles.

Conflit  
durant  
les années  
1736 à 1743.

9. Dans la première partie du XVIII<sup>e</sup> siècle, cette confrérie vint à disparaître sans qu'il apparaisse nécessaire de rechercher comment et à quelle date. A la suite de cette disparition un conflit s'éleva entre les représentants du Gouvernement d'une part, l'Abbé et les moines de Caudenberg et les autorités paroissiales d'autre part, concernant la propriété de ces tableaux. Le Gouvernement prétendait qu'ils appartenaient à la Confrérie, dont la disparition avait eu pour effet d'en transférer la propriété au souverain, soit que ce dernier fût considéré comme succédant en l'absence de tous héritiers, soit que les tableaux fussent traités comme « *bona vacantia* ». De leur côté, les autorités ecclésiastiques maintenaient que les tableaux avaient été donnés à l'Eglise à la seule réserve du droit de jouissance de la Confrérie actuellement éteinte et qu'ils étaient en conséquence devenus la propriété sans restriction de l'Eglise. Ce conflit traîna sans qu'aucune conclusion précise lui fût donnée de 1736 à 1743 où il fut interrompu par la guerre avec la France.

1775,  
Les moines  
cherchent  
à vendre.

10. En 1775, la discussion surgit à nouveau. En exécution d'un plan général approuvé par le Gouvernement et destiné à l'embellissement de la Place Royale de Bruxelles, l'Abbé et les Moines de Caudenberg avaient été mis en demeure de rebâtir leur église qui menaçait ruine. Ne disposant pas à cet effet de sommes nécessaires, ils sollicitaient du Gouvernement l'autorisation de procéder à la vente des tableaux. Ils formulaient cette requête, non par ce qu'ils cessaient de prétendre qu'ils fussent les propriétaires des tableaux, mais pour ce que, en qualité de corporation ecclésiastique, ils n'étaient pas en droit, sans la permission des autorités civiles, de disposer de biens destinés à des usages sacrés.

Avis  
du  
Conseil privé

11. La première impression du Gouvernement paraît avoir été, ainsi qu'il résulte de l'examen de la correspondance annexée au mémoire belge, que les tableaux appartenaient au Gouvernement et que les moines n'avaient aucun titre à leur propriété. En fin de compte, le prince de Starhemberg, Ministre à Bruxelles du Gouvernement autrichien, soumit la question à l'appréciation du Conseil privé de ce même Gouvernement à Bruxelles. Aux



A. — TRIPTYCH OF ST. ILDEPHONSE.

I. — SUMMARY OF THE FACTS.

Origin  
of the Picture.

8. The question for decision in this case is whether or not the removal of the Triptych of St. Ildephonse, the famous work of Rubens, from Brussels to Vienna in 1777 and its subsequent retention in Vienna was a violation of the rights of the Catholic Low Countries to which Belgium has succeeded.

The Triptych was painted at the beginning of the 17th Century; it contains portraits of Arch-duke Albert and his wife Isabella, daughter of Philip II, Sovereigns of the territories which now form the Belgian Kingdom; it was originally placed in the Chapel of the so-called "Confraternity of the Court" in the Church of Caudenberg at Brussels.

Dispute  
of 1736/1743.

9. In the early part of the 18th century the Confraternity became extinct - exactly by what process and at what date it is immaterial to enquire - and a dispute arose between the representatives of the Government on the one hand and the Abbot and Monks of Caudenberg and the parish authorities on the other, as to the ownership of the pictures. The contention of the Government was that the pictures belonged to the confraternity and the extinction of that body had the effect of vesting the pictures in the Sovereign either as on a succession in the absence of heirs or as *bona vacantia*, while the authorities of the Church asserted that the pictures had been given to the Church subject only to a right of enjoyment by the now extinct Confraternity and were, therefore, now the absolute property of the Church. This dispute dragged on without any final conclusion from about 1736 to 1743, when it was interrupted by war with France.

1775.  
The monks  
seek to sell.

10. In 1775 the dispute revived. The Abbot and Monks of Caudenberg had been called on to rebuild their Church, which was in a ruinous condition, in accordance with a general plan approved by the Government for the embellishment of the Place Royale at Brussels, and having no funds available, they applied to the Government for leave to sell the pictures; this leave indeed was required even on the assumption that the Church was owner of the pictures, as an ecclesiastical corporation was not at liberty without the sanction of the civil authority to dispose of property devoted to sacred uses.

Opinion  
of the Privy  
Council.

11. The Government, as will be seen by an examination of the correspondence attached to the Belgian printed case, at first inclined to the view that the pictures were Government property, and that the Monks had no title; finally, however, Prince Starhemberg, the Minister of the Austrian Government, consulted the Privy Council (Conseil Privé) of the Austrian Government at Brussels, and was advised that the pictures were in fact Church



termes de l'avis qu'il rédigea à cette occasion les tableaux appartenaient à l'Église et non point au fisc. Cet avis, qui semble avoir été formulé en Août 1776, était catégorique et décisif. Il y était déclaré (1) que le droit royal de deshérence :

« ne s'étend pas à des corps, à des congrégations ou à des confréries . . . parce que les corps n'ont pas autorité et ne peuvent disposer que par acte de dernières volontés. »

De même, le Conseil privé estimait que les tableaux ne constituaient pas des *bona vacantia*.

« Pour que les Biens soient vacants et qu'ils puissent appartenir de ce chef au fisc, il faut que ce soient des choses qui ne sont possédées par personne et qui n'ont point de maître, comme sont les épaves, les héritages déguerpis, des terres désertes délaissées et abandonnées, en un mot des choses qui ne sont possédées par personne. La définition que Nous venons de donner des Biens vacants n'est nullement adaptable à un autel érigé dans une église. »

« Quoiqu'une Confrérie légalement fondée et établie vienne à s'éteindre, parce qu'il ne se présente personne pour s'y faire inscrire et en continuer les actes de piété qui y étaient attachés, et que par conséquent l'usage qu'elle avait de l'Autel et des Ornaments y servant, soient venus à cesser, il ne résulte nullement de là que toutes ces choses sont à considérer comme biens vacants; ces Biens et effets ont été offerts et destinés au Culte Divin; ils appartiennent conséquemment à l'Église dont ils font partie. »

« Quoique Nous soyons de sentiment, que les tableaux dont il s'agit appartiennent à l'Église de Caudenberg Nous remarquons cependant, que les supplians n'ont pas par eux-mêmes le pouvoir de les rendre et aliéner sans le gré et le consentement de Notre Altesse Royale : 1° parce que cette Confrérie a été érigée sous l'autorité et la protection d'un Souverain de ce Pays; 2° parce qu'il est de principe qu'on ne peut changer l'usage des choses, qui ont été dédiées au Culte Divin et qui ont servi à l'usage de quelques Confréries, surtout lorsque ce sont des effets précieux, sans y être autorisé par la puissance séculière. »

Autorisation  
de vente  
donnée  
aux Moines.

12. Cet avis fut transmis ou à tout le moins il en fut rendu compte par Starhemberg au Prince de Kaunitz le chancelier autrichien à Vienne, par une lettre en date du 27 août 1776. En conséquence, le 7 Septembre 1776, Kaunitz faisait connaître à Starhemberg qu'il avait été décidé qu'il y aurait lieu de se conformer à l'avis du Conseil privé et d'accorder aux Moines l'autorisation de vendre les tableaux.

L'Impératrice  
achète.

13. Or, il semble qu'à cette date il y eut sur le marché, en vue de l'achat de ces tableaux, plusieurs acquéreurs possibles; spécialement la Cour de Russie était désireuse de s'enrichir de ces trésors d'art et Lord Granby en avait offert 3.000 guinées. Aucune vente toutefois n'avait été effectuée, quand, en décembre (2), Kaunitz écrivit à Starhemberg que : « comme la Cour désirerait faire l'acquisition des tableaux » il fallait arrêter toute vente effectuée par les moines et leur demander : « à quel prix nous pourrions les avoir ». Cette lettre était accom-

(1) Pièce 1 annexée à la réplique autrichienne.

(2) Pièce XXV de l'appendice au Mémoire belge.



property and did not belong to the Fisc. The Opinion of the Privy Council (1), which appears to have been dated in August 1776, was trenchant and decisive. The royal right of succession in the absence of heirs (*droit de déshérence*).

“ does not extend to corporate bodies, congregations or confraternities . . . because  
 “ such bodies have no heir and cannot dispose of their property by will or testament  
 “ (*acte de dernière volonté*) ”.

Equally the pictures were not *bona vacantia*:

“ For property to be *bona vacantia* and pass to the Fisc as such, it must consist of  
 “ things which are not possessed by anyone and which have no owner (*maitre*) such as  
 “ wrecks, dilapidated inheritances, desert lands which have been given up and aban-  
 “ doned, or, to sum up, things which are not possessed by anybody. This definition  
 “ is in no way applicable to an altar erected in a church . . . . ”.

“ Although a confraternity legally established may come to an end because no one is  
 “ enrolled as a member to continue the pious acts which were the duty of the confra-  
 “ ternity and thus the use which the confraternity had of the altar and the ornaments  
 “ serving the altar, has ceased, it by no means follows that all these things are to be  
 “ considered *bona vacantia*; they are objects which were offered and devoted to divine  
 “ worship and, therefore, belong to the Church of which they form part . . . . ”.

“ Although in our view the pictures in question belong to the Church of Cauden-  
 “ berg, we nevertheless call attention to the fact that the suppliants (i. e., the Monks)  
 “ have not by themselves any power to sell and alienate them without the approval  
 “ and assent of Your Royal Highness; first, because this confraternity was created  
 “ under the authority and protection of a Sovereign of this country and, secondly,  
 “ because, as a matter of principle, the use of things dedicated to divine worship and  
 “ which have served the purposes of religious confraternities, especially when they  
 “ are things of value, cannot be changed without the authority of the secular power ”.

12. This opinion was transmitted, or, at any rate, reported by Starhemberg to Prince Kaunitz, the Austrian Chancellor, at Vienna by a letter dated the 27th August 1776 and Kaunitz, on the 7th September 1776 conveyed to Starhemberg the decision that effect must be given to this opinion and leave granted to the Monks to sell the pictures.

13. There appear at this time to have been several possible buyers in the market, in particular the Russian Court was anxious to acquire these treasures and Lord Granby had offered 3,000 guineas. No sale however, had actually gone through, when in December (2) Kaunitz wrote to Starhemberg that “ as the Court desired to acquire the pictures ” the sale by the Monks was to be stopped and Starhemberg was to tell him “ at what price we could have “ them ”; this letter was accompanied by another of the same date, also from Kaunitz to

(1) Piece I annexed to the Austrian Réplique.

(2) Piece XXV in the Appendix to the Belgian case.

Leave given  
to the Monks  
to sell.

The Empress  
buys.



pagnée d'une autre lettre en date du même jour, également de Kaunitz à Starhemberg. Dans cette seconde lettre, Kaunitz déclarait avoir examiné le problème de façon plus approfondie et être parvenu à cette conclusion que les moines n'avaient pas de titres ; sans doute il ne proposait pas de révoquer la promesse de vente qui avait été donnée, acceptant ainsi définitivement et la décision prise en conformité de l'avis du Conseil Privé et la renociation à toute revendication par le Gouvernement de la propriété de ces tableaux ; il demandait seulement à Starhemberg de se servir : « de tous ces arguments et du ton que nous sommes en droit de prendre » afin d'obtenir les tableaux au meilleur marché possible. Starhemberg (1) promit de faire de son mieux pour obtenir les tableaux sans que l'Abbaye pût se douter : « qu'il s'agit d'une emplette pour Sa Majesté ». Et peu après, il obtint sur ces tableaux une option d'achat jusqu'au 15 Février 1777 au prix de 40.000 florins (2). En Février 1777 (3) Kaunitz soumit alors l'affaire par écrit à Marie-Thérèse elle-même, lui demandant l'autorisation d'acquérir les tableaux, de les payer dans les Pays-Bas et de les expédier à Vienne. (Les termes exacts de cette lettre qui constitue un document essentiel pour dégager les intentions de Kaunitz et de l'Impératrice concernant le bénéficiaire de l'achat seront examinés plus en détail dans un passage ultérieur du présent rapport.)

Marie-Thérèse donna son assentiment, et le 11 février 1777, Kaunitz écrivait à Starhemberg (4) : « L'Impératrice-Reine venant de m'autoriser à faire l'acquisition des quatre tableaux de Rubens, et de les faire transporter à la Galerie Royale d'ici, je dois vous prier, mon Prince, de faire faire de l'agrément de S. A. R. (le Gouverneur Général) cette emplette au meilleur marché possible *des fonds ordinaires du Gouvernement* par lesquels Sa Majesté a résolu de faire supporter cette dépense.

A la suite, et en conséquence de cette correspondance, les tableaux furent acquis pour 40.000 florins, prix qui paraît avoir été équitable dès lors qu'il dépasse légèrement l'offre de Lord Granby. Ladite somme fut payée comme dépenses courantes au moyen des fonds ordinaires du Gouvernement des Pays-Bas. Les tableaux furent envoyés à la Galerie Royale de Vienne et n'ont plus, depuis lors, quitté cette ville.

14. C'est en tenant compte de ces circonstances de fait qu'il appartient au Comité d'examiner si soit l'enlèvement, soit la conservation de ces tableaux a constitué une violation des droits des Provinces Belges.

## II. — ARGUMENTATION.

15. Le Gouvernement Belge admet dans son argumentation, telle qu'elle a été soumise au Comité, qu'il n'est plus possible de rouvrir la controverse qui, de 1736 à 1743, divisa le Gouvernement et l'Abbaye de Caudenberg. En effet, en 1776, le Gouvernement avait définitivement renoncé à ses prétentions antérieures d'être le propriétaire des tableaux qui furent achetés par Marie-Thérèse à l'Abbaye comme aurait pu faire n'importe quel autre acquéreur, et à un prix qui apparaît comme ayant été raisonnable.

(1) Lettre du 14 Décembre 1776 à Kaunitz. Pièce XXVII du Mémoire belge.

(2) Pièce XXIV, 2<sup>e</sup> partie.

(3) Pièce XXVIII. (Il n'a pas été établi que Marie-Thérèse eût été au préalable informée par rapports oraux de l'intention d'acquérir ces tableaux.)

(4) Pièce XXIX.



Starhemberg, saying that Kaunitz had looked further into the matter and thought that the Monks had no title; he did not, however, propose to recall the leave to sell that had been given (thus definitely confirming the decision already taken to act on the opinion of the Privy Council and the abandonment of any claim by the Government to the property in the pictures) and only asked Starhemberg to use "all those arguments and the tone which we are justified in taking" in order to get the pictures as cheaply as possible. On this footing Starhemberg (1) promised to do his best to get the pictures without the Abbey discovering that "the purchase was for Her Majesty", and shortly afterwards he obtained an option on the pictures for 40,000 florins, to remain in force until the 15th February 1777 (2). On February 10th 1777 (3) Kaunitz submitted the affair in writing to Maria Theresa herself (the exact terms in which he did so, which are highly material for determining the intentions of Kaunitz and the Empress as to who should become owner as the result of the purchase, will be examined more closely in a later passage in this report) asking leave to have the pictures bought and paid for in the Low Countries and then brought to Vienna. Maria Theresa gave her assent, and on the next day, 11th February 1777, Kaunitz wrote to Starhemberg (4) "The Queen Empress having just authorised me to make the acquisition of the four pictures by Rubens and to have them transported to the Royal Gallery here, I have to ask you, Prince, to have this purchase made with the approval of His Royal Highness (the Governor General) as cheaply as possible *out of the ordinary funds of the Government*, by which Her Majesty has decided that the expense must be borne. . . . " and as a result of this correspondence the pictures were in fact bought for 40,000 florins — a fair price and slightly in excess of Lord Granby's offer; this sum was paid as a current expense out of the ordinary funds of the Government of the Low Countries. The pictures were sent to the Royal Gallery at Vienna and have never since been removed from that city.

14. Such are the circumstances in which the Committee is asked to examine whether the removal or retention of the pictures involved a violation of the rights of the Belgian Provinces.

## II. — ARGUMENTS.

15. The Belgian argument as presented to the Committee admitted that it was not now possible to re-open the controversy of 1736-1743 between the Government and the Abbey of Caudenberg. In fact the Government in 1776 had definitely abandoned its earlier claim to be entitled to the pictures, and the pictures were bought by Maria Theresa from the Abbey as they might have been bought by any other purchaser and at a fair price. The only interest of the earlier controversy lies in the suggestion made on behalf of Belgium, which

(1) Letter of 14th December 1776 to Kaunitz, Piece XXVII in Belgian Memoir.

(2) Piece XXIV, 2nd part.

(3) Piece XXVIII. There is nothing to show whether Maria Theresa had previously been kept informed verbally of the intention to buy the pictures.

(4) Piece XXIX.



De la controverse passée, on ne peut retenir que la suggestion faite au nom de la Belgique, et que le Comité discutera par la suite, que, dans la pensée de Kaunitz ou de Marie-Thérèse, l'achat de ces tableaux pourrait avoir été inspiré par l'existence des prétentions antérieures du Gouvernement des Pays-Bas à leur propriété; que dès lors, leur intention, en procédant à cet achat, eût été de replacer les parties dans une situation juridique conforme aux prétentions jadis émises par ce Gouvernement.

Toutefois, le Comité est pleinement d'accord qu'il est actuellement impossible de rouvrir la controverse de 1736-1743. En présence de la décision prise par le Gouvernement à la suite de l'avis du Conseil Privé, décision confirmée par Kaunitz de mauvaise grâce sans doute, mais en termes exprès, il n'est plus possible au Gouvernement Belge, dès lors qu'il entend agir en qualité d'héritier des droits du Gouvernement des Pays-Bas en 1776, de revenir sur le passé et de présenter à nouveau la revendication rejetée par le Conseil Privé. Il est donc sans intérêt pour le Comité d'examiner toutes les questions qui n'interviennent aux débats qu'en tant qu'elles se rattachent à la controverse primitive, spécialement celles de savoir si, antérieurement à la transaction de 1776-1777, ces tableaux constituaient un élément du « Domaine Public » soit des Pays-Bas autrichiens pris en leur ensemble (à supposer admise l'existence d'un tel Domaine) soit de l'une de ses provinces, ou si les biens mobiliers, faisant partie d'un tel domaine public, étaient ou n'étaient pas inaliénables, par loi constitutionnelle ou par coutume, en l'absence du consentement des « États » intéressés.

Argumentation  
belge.

L'argumentation présentée au nom du Gouvernement belge et qui a été l'objet de la part du Comité d'une étude approfondie se divise en deux parties; elle comporte une argumentation de droit, une argumentation de fait.

Argumentation  
de droit.

En droit, le Gouvernement belge soutient que l'achat effectué dans les circonstances qui viennent d'être précisées à l'aide des fonds ordinaires du Gouvernement des Pays-Bas ne saurait avoir bénéficié qu'à l'État ou au « Domaine Public » Belge et qu'un bien acquis de cette sorte ne pouvait en être distrait au bénéfice du patrimoine du Souverain ou de sa famille.

Argumentation  
de fait.

Le Gouvernement belge soutient que, en fait et quoiqu'il en soit de la valeur de l'argumentation de droit, l'intention de Marie-Thérèse a été ou doit être présumée avoir été, spécialement à raison de leur histoire antérieure, d'acquérir ces tableaux pour le compte de l'État ou du « Domaine Public » belge.

Si le Gouvernement belge justifie de l'une ou l'autre de ces argumentations, il en résultera nécessairement que la conservation de ces tableaux par l'Autriche ou par la Maison de Habsbourg, après que les Pays-Bas eurent cessé de faire partie des possessions autrichiennes, a constitué un acte irrégulier et une violation des droits des Pays-Bas catholiques et dès lors de la Belgique.

#### ARGUMENTATION DE DROIT BELGE.

Situation  
constitution-  
nelle  
du souverain  
au regard  
des Finances  
publiques  
au XVIII<sup>e</sup> siècle

17. Afin d'apprécier en connaissance de cause la première argumentation du Gouvernement belge, il est nécessaire d'indiquer brièvement quels étaient dans les Pays-Bas catholiques, au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, la situation et les droits constitutionnels de la Maison Régnante concer-



the Committee will discuss later, that the intention of Kaunitz or of Maria Theresa in acquiring the pictures may have been influenced by the existence of the earlier claim of the Government of the Low Countries to be lawful owners, with the result that they must be considered to have intended the purchase as effecting a restoration of what that Government had previously claimed to be the true legal state of affairs.

With the admission that the controversy of 1736-1743 cannot now be re-opened the Committee are in complete agreement. The decision of the Government taken as a result of the opinion of the Privy Council and deliberately confirmed, though unwillingly, by Kaunitz, makes it impossible for the Belgian Government, claiming, as they do, as successors to the rights of the Government of the Low Countries in 1776, to go back upon the view then accepted and re-assert the claim rejected by the Privy Council. It is, therefore, unnecessary for the Committee to consider questions whose sole importance is connected with the earlier controversy and in particular whether the pictures before the transaction of 1776-7 formed part of the "Public Domain" of the Austrian Low Countries as a whole — assuming that such a Domain existed — or of any one province in particular, or whether chattels forming part of any such "Public Domain" were or were not by constitutional law or custom inalienable by the Sovereign without the consent of the Estates concerned.

The Belgian contentions.

16. The contentions urged on behalf of Belgium which engaged the anxious attention of the Committee were twofold, one of law and one of fact.

Contention of law.

The argument of law was to the effect that a purchase made in the circumstances already stated out of the ordinary funds of the Government of the Low Countries, necessarily ensured for the benefit of the Belgian State or "Public Domain", and the object purchased could not be diverted to the private use of the Sovereign or of her House.

Contention of fact.

The second contention raised a question of fact rather than of law, and was to the effect that, whether or not the above legal argument were accepted, the actual intention of Maria Theresa was, or must, especially in view of the previous history of the pictures, be presumed to be, to acquire the pictures for the Belgian State or Public Domain.

If either of these arguments be accepted, it follows that the retention of the pictures by Austria or by the House of Habsburg, after the severance of the Low Countries from the Austrian Dominions, was wrongful and a violation of the rights of the Catholic Low Countries and consequently of Belgium.

#### THE FIRST BELGIAN ARGUMENT.

Constitutional position of Sovereign as to finance in the 18th century.

17. — In order to appreciate the first of these arguments it is necessary to deal briefly with the constitutional position in the Low Countries during the 18th century of the reigning House with reference to public finance — a question in relation to which it is important that



nant les finances publiques. A cet égard il convient de ne pas perdre de vue qu'un tel problème comporte l'examen d'une législation constitutionnelle actuellement périmée et qu'il y a lieu dès lors, en vue de son examen, de libérer son esprit de toute conception moderne des méthodes et des traditions du droit constitutionnel.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les souverains autrichiens étaient fort éloignés de disposer dans les Pays-Bas d'un pouvoir absolu ; ils avaient succédé aux Rois d'Espagne et à la Maison de Bourgogne, dont le pouvoir se trouvait limité, dans chacune des dix-sept provinces qui constituaient les Pays-Bas catholiques, par les privilèges dont jouissaient soit l'ensemble, soit certaines classes de leurs habitants, privilèges dont les plus connus ont trouvé leur expression dans ce qu'on dénomme « la Joyeuse entrée » de Brabant. D'une façon générale, le souverain n'avait pas le droit, sans le consentement des États de la Province envisagée, d'aliéner les éléments du Domaine Public Provincial ; il n'avait pas le droit, ou du moins il eût été contraire à la constitution, d'affecter les « aides et subsides » votés par les États provinciaux et perçus à l'aide de tels impôts qu'il appartenait aux États eux-mêmes d'établir, à tout autre objet que ceux à raison desquels ils avaient été consentis.

Aucun droit direct de taxation n'était imparti au souverain. Toutefois, exception faite de ces limitations à son droit de dépense, le souverain, ainsi qu'il va être établi, avait les plus larges pouvoirs de disposer, comme bon lui semblait, de toutes les recettes de son Trésor. Or, les sources, ou à tout le moins, les principales sources des revenus publics étaient au nombre de quatre :

- 1° Les aides et subsides votés par les États provinciaux ;
- 2° Les revenus des domaines publics ;
- 3° Les douanes ;
- 4° Les parties casuelles.

Si on se réfère au budget de l'année 1781, dont les chiffres figurent à l'Annexe II de la Réplique belge, on constate que les aides et subsides représentent un peu moins de la moitié du total des recettes (pour l'année envisagée 3.650.000 florins sur une recette globale de 7.700.000 florins). En conséquence, alors même qu'il eût été fait par le souverain l'usage le plus consciencieux du produit des aides et subsides, un peu plus de la moitié du revenu des Pays Bas se trouvait légalement et constitutionnellement à sa libre disposition. Cette liberté du souverain est attestée et mise en relief par cette circonstance qu'il ne rendait aux États aucun compte de ses dépenses. Le seul contrôle qui était exercé à son égard était celui de la « Chambre des Comptes » qui constituait un organe du souverain lui-même et non des États, dont les attributions consistaient exclusivement à s'assurer non pas que, dans les rapports entre les États et le monarque, les fonds publics recevaient de la part du souverain une affectation régulière, mais que les fonctionnaires royaux n'en mésusaient pas.

Rappro-  
chements  
tirés  
du droit  
constitutionnel  
européen.

18. Au surplus, le pouvoir du souverain de disposer librement, suivant son bon plaisir, des revenus publics, est très directement comparable à ceux dont jouissaient les rois d'Angleterre dans la première partie du XVII<sup>e</sup> siècle, avant que la Chambre des Communes n'eût définitivement fait reconnaître ses droits en matière de contrôle des Finances publiques, comme à ceux dont bénéficiaient les rois de France avant la Révolution française. Il est permis de dire que, dans toutes les constitutions monarchiques de l'Europe de cette époque, le souverain disposait à cet égard de pouvoirs analogues. Concernant les Pays Bas, aucun texte, aucune citation d'auteur, aucune jurisprudence, aucune procédure administrative



it should be realised that what has to be solved is a problem in a constitutional law that is already obsolete and that the mind of the enquirer must not be influenced by any modern conceptions of constitutional methods or propriety.

The Austrian Monarchs in the 18th century were far from being autocratic in the Low Countries; they had succeeded to the Kings of Spain and the Sovereigns of the Burgundian House, whose power was limited in each of the 17 Provinces constituting the Catholic Low Countries by privileges enjoyed by the inhabitants or certain classes of the inhabitants, of which the best-known are those included in the so-called « Joyeuse Entrée » of Brabant. It was, speaking generally, illegal for the Sovereign, without the consent of the Estates of the Province concerned, to alienate the provincial « public domains »; it was illegal, or at any rate unconstitutional, for him to apply the « aides et subsides » voted by the Provincial Estates (and raised by such taxation as the Estates themselves imposed) for any other objects than those for which they had been voted. The Sovereign had no autocratic power of direct taxation. But, subject to these limitations on the right of expenditure, the Sovereign, as will shortly be explained, had full authority to dispose of the receipts of the Exchequer according to his pleasure. The sources, or at any rate the main sources, of public revenue were four in number :

- (1). The « aides et subsides » voted by the Provincial Estates;
- (2). The revenues of the Public Domains;
- (3). Customs, and
- (4). Casual receipts (parties casuelles).

Of these sources of revenue, if we may take as typical the year 1781, the figures for which are given in Annex II to the Belgian Reply, the « aides et subsides » represented a little less than half of the whole (3,650,000 out of 7,700,000 florins in the year given). Thus it will be seen that after a conscientious application of the proceeds of the « aides et subsides », rather more than half the revenue was legally and constitutionally at the free disposal of the Sovereign. This freedom of the Sovereign is further evidenced and emphasised by the fact that he rendered no accounts to the Estates of his expenses. The only check exercised on the outgoings was that of the *Chambre des Comptes*, which was an organ of the Sovereign himself and not of the Estates, in fact a kind of Audit Department whose function it was to see that the royal officers did not misapply public monies, not to ensure that public monies were, as between the Estates and the Monarch, properly applied by the Sovereign.

18. The general power of the Sovereign to dispose freely at his own pleasure of public revenue is indeed analogous to the powers of the English Kings as they existed in the earlier part of the 17th century before the final assertion of the powers of the House of Commons over finance and also to the powers of the French Kings before the French Revolution; similar powers indeed may be said to have existed in all the monarchical constitutions of Europe. In relation to the Low Countries, no text of authority, no judgment of a tribunal and no administrative procedure limiting or curtailing these powers of the Sovereign was brought to the notice of the Committee, and it is clear that ordinary practice recognised no



limitant ou entravant l'exercice de tels pouvoirs par le souverain n'a été porté à la connaissance du Comité, et il est clair que la pratique alors communément suivie n'admettait aucune limitation aux droits du souverain de disposer, dans les limites de l'autorité qui lui était reconnue, des ressources de ses États (1).

Promesses  
faites  
par le  
Gouvernement  
autrichien  
en 1790.

19. Afin de justifier de l'existence, au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, et spécialement durant le règne de Marie-Thérèse, de principes constitutionnels spéciaux aux Pays-Bas autrichiens et qui auraient interdit aux souverains de Habsbourg de disposer des finances publiques, y compris les revenus de leurs domaines, sinon dans les limites du territoire et au bénéfice des Pays-Bas, ou conformément aux instructions données à cet effet par les États des diverses provinces, le Gouvernement belge se prévaut d'une déclaration faite le 2 Mars 1790 par l'Empereur Léopold, alors Archiduc de Toscane, qui avait hérité des Pays-Bas à la mort de Joseph II.

Mais il ressort clairement des termes de ce document, écrit lors de la Révolution brabançonne succédant à la Révolution française, qu'il constitue une offre de concessions nouvelles, bien plus qu'une reconnaissance de droits existants. L'Archiduc de Toscane, préoccupé de ramener les Pays-Bas à l'obéissance, s'exprime en termes fort humbles. Il reconnaît que le souverain des Pays-Bas, son frère et prédécesseur, a violé les Privilèges des Provinces. Mais il ajoute qu'il « croit que cette infraction . . . ne peut point préjudicier au souverain qui, étant son héritier et successeur légitime, n'a participé ni contribué d'aucune façon « quelconque, ni directement, ni indirectement aux infractions dont ils ont à se plaindre « mais les a constamment désapprouvées.

« Lors donc qu'il déclare qu'il « ne peut imposer aucun impôt, gabelle, droit quelconque, etc. « que du libre consentement des États . . . de la distribution desquels . . . le souverain devra « faire rendre à la Nation un compte exact par ses Ministres à la fin de chaque année »; lors qu'il ajoute qu'il ne pourra point « s'exporter ou envoyer d'argent du Pays par le Gouvernement hors le produit des Douanes sans le libre et entier consentement des États », il est clair que jamais Marie-Thérèse ni Kaunitz n'auraient parlé un tel langage ni employé une telle phraséologie, écho de la période nouvelle et révolutionnaire où venait de s'engager l'Europe occidentale.

---

(1) Pour justifier des affirmations qui précèdent, le Comité se réfère tout particulièrement à l'ouvrage de POULLET « Les constitutions nationales de la Belgique, de l'ancien régime à l'époque de l'invasion française « de 1794 » Bruxelles, Académie Royale 1875 (voir spécialement les pages 417-418-419-431-43) :

Page 417. — « Les émoluments de toutes les parties casuelles étaient à sa libre disposition sans qu'il fût « astreint à les divertir à un service déterminé, ni même à un intérêt public des Pays-Bas. »

Pages 418 et 419. — « Le domaine du Souverain avait été fort considérable au moyen âge dans les différents principautés des Pays-Bas catholiques. Grâce à ce domaine en effet, le comte ou le duc était incomparablement plus riche qu'aucun de ses sujets; et, qui plus est, il disposait de ressources à lui propres, « ne dépendant en rien du bon vouloir des populations. »

Page 431. — « Les aides et subsides n'étaient accordés par les États qu'à la condition parfois exprimée, « toujours tacitement comprise, d'être employés à l'usage pour lequel on les avait demandés. Malheureusement aucun corps représentatif n'était à même, dans l'ancien régime, de veiller à l'application de cette règle tutélaire. La publicité des budgets était inconnue. Nul n'avait le droit légal de scruter les « arcanes des finances du prince. Dans la pratique des choses une partie du produit des impôts votés par les « États passait dans la caisse de guerre ou servait aux besoins généraux de la monarchie autrichienne. »

Page 433. — « Depuis qu'on ne payait plus la dette de la Barrière, tout le produit des droits de douanes « était à la libre disposition du souverain. »



limitation on the expenditure of the Sovereign within the scope of his recognised authority (1).

Promises of the  
Austrian  
Government  
in 1790.

19. In order to establish the existence in the 18th century and in particular during the reign of Maria Theresa of a constitutional principle peculiar to the Austrian Low Countries and prohibiting the employment by the Habsburg sovereigns of the public finances, including domain revenues, otherwise than in or for account of the Low Countries or in conformity with the instructions of the Estates of the different provinces, Belgium appeals to a declaration made on the 2nd March 1790 by the Emperor Leopold, then Archduke of Tuscany, who had inherited the Low Countries on the death of Joseph II.

It appears, however, clearly from the language of this document, which was written at the time of the Brabantine Revolution which followed the French Revolution, that it constitutes an offer of new concessions rather than a recognition of existing rights. The Archduke of Tuscany, concerned as he is to bring back the Low Countries to their obedience, expresses himself in very humble language. He recognises that his brother and predecessor, the Sovereign of the Low Countries, violated the privileges of the Provinces, but he adds that « he believes that this violation . . . cannot prejudice a Sovereign who, being his heir “and legitimate successor, had no part or lot, directly or indirectly, in the violations of which “the Low Countries have to complain, but constantly disapproved them”.

When, then, he declares that he “cannot impose any tax, excise, imposition of any “kind, etc.. unless with the free assent of the Estates . . . and that the Sovereign must “give to the *Nation* an exact account of the employment made of these monies by his Ministers “at the end of each year”, and when he adds that there will be no power for the Government “to export or send money out of the country, except the product of the domains, without “the full and free consent of the Estates” it is quite clear that this is not the language of Maria Theresa or of Kaunitz, but is the echo of the new revolutionary period on which Western Europe was entering.

---

(1) As their authority for these statements the Committee refer to the work of POULLET “*Les Constitutions nationales de la Belgique de l'ancien régime à l'époque de l'invasion française de 1794*”, Bruxelles (Académie Royale) 1875. particularly pages 417, 418, 419, 431 and 438 :

*Page 417.* — “The profits of all miscellaneous revenues (*parties casuelles*) were at his (the Sovereign's) “free disposition and he was not under any obligation to devote them to any particular service or even to “any public interest of the Low Countries.”

*Pages 418 and 419.* — “The domain of the Sovereign had been very considerable in the middle ages “in the different principalities of the Catholic Low Countries. . . . Thanks to this domain, in fact, the “count or duke was incomparably more rich than any of his subjects and moreover, he disposed of resources “which were his own and in no way depended on the goodwill of the population.”

*Page 431.* — “Aids and subsidies were only granted by the Estates on the condition, sometimes expressed but always tacitly understood, that they should be employed for the purpose for which they had been “asked. . . . Unfortunately no representative body was in a position under the old régime to see to the “application of this salutary rule. The publication of a budget was unheard of and no one had the legal “right to investigate the secrets of the princely finances. In practice, a part of the product of taxes voted “by the Estates passed into the war chest or served the general needs of the Austrian Monarchy.”

*Page 433.* — “Since the Barrier debt was no longer paid the whole yield of the customs was at the free “disposition of the Sovereign.”



Il convient d'observer que, même en ce document, le souverain se proposait de conserver le droit de dépenser, fût-ce hors de Belgique, sans le consentement des États, les revenus du Domaine public.

Mais aucun doute ne saurait plus subsister sur le caractère essentiel de concessions et d'offres qu'affecte ce document quand on lit la formule par où il s'achève et où le Grand Duc Léopold, craignant qu'elles ne soient encore insuffisantes, déclare : « Telles sont les conditions que S. A. R. offre aux Pays-Bas, leur laissant la liberté d'y ajouter toutes les autres clauses et articles qu'ils croiront utiles, avantageux et convenables pour assurer la tranquillité constante, le bien-être de leur pays, et rendre pour toujours, même aux souverains futurs, impossible l'infraction de leurs privilèges et l'altération de leur constitution et liberté. »

Le Comité peut difficilement admettre que les droits dont en 1777 l'Impératrice Marie-Thérèse jouissait aux Pays-Bas soient interprétés à la lumière de ce document.

Droits  
de  
Marie-Thérèse  
en  
1776-1777.

20. En conséquence, le Comité estime que Marie-Thérèse était libre en 1777 d'affecter les revenus publics des Pays-Bas à l'acquisition de ces tableaux, son droit de disposer ensuite à son gré de ces tableaux étant envisagé et discuté plus loin. Il n'en serait autrement que s'il pouvait être établi que les fonds publics qui ont reçu cette affectation provenaient des « aides et subsides » votés pour d'autres objets, ou résultaient d'une aliénation irrégulière parce que dépourvue d'autorisation du « domaine public », provincial ou autre. Or, en la présente espèce, on n'a fourni ni tenté de fournir aucun témoignage d'où il résulterait que les sommes consacrées à l'achat des tableaux provenaient soit d'un détournement soit de ressources consenties au souverain soit d'une aliénation irrégulière des biens publics.

Droit  
du souverain  
de  
se constituer  
un  
domaine  
privé.

21. A vrai dire, le premier ordre d'arguments présenté par la Belgique avait pour objet moins de contester pareille interprétation des pouvoirs du souverain que d'établir que, en fait, étant donné l'essence de la souveraineté exercée par Marie-Thérèse dans les Pays-Bas, elle n'avait pas le droit de créer un domaine privé appartenant soit à elle, soit à sa famille, et distinct des biens dont elle jouissait en sa qualité de souveraine.

D'après la thèse belge, le caractère de souveraineté, dans la mesure où elle était absolue, et conformément au système juridique admis à cette époque, était, non pas l'absorption de l'État par le monarque (« l'État, c'est moi »), mais du monarque par l'État.

Pareille théorie aurait eu pour origine l'influence exercée à cette époque par les doctrines de droit romain concernant la nature, à l'origine de l'Empire romain des premiers empereurs qui succédèrent à Auguste.

D'après un tel système, en admettant même que le monarque ait le droit, ce qui paraît devoir être le cas, d'aliéner des biens dont il est propriétaire en tant que monarque, en qui l'État vient se personnifier, du moins lui serait-il interdit de détenir ces biens sinon en cette qualité et de les incorporer, modifiant par là leur caractère public, à son domaine privé<sup>(1)</sup>.

---

(1) Dans son « Mémoire en réplique » p. 5 et 9, la thèse belge est exprimée dans les termes suivants « C'est en qualité de souveraine des Pays-Bas que Marie-Thérèse d'Autriche a acquis la possession et la jouissance du retable; car l'ayant acheté au moyen des finances de l'État et en qualité de souveraine, elle n'a pu l'acquérir que pour le compte de cet État. En vertu de cet achat le retable s'est trouvé incontestablement faire partie du domaine public des Pays-Bas. » « Le triptyque litigieux acheté par la souveraine de la Belgique au moyen des deniers publics de la Belgique n'a pu être acquis que pour cet État; forcément et de plein droit il est entré dans le domaine de cet État. »



It is noticeable also that, even in these conditions, the Sovereign proposed to retain the right of spending outside Belgium without the consent of the Estates, the *revenues* of the Public Domain.

The language at the end of this declaration makes it clear beyond all possibility of doubt that we have to deal with new concessions and new offers. The Archduke Leopold indeed, fearing that what he has already said may be insufficient, terminates with these words "Such are the *conditions* which his Royal Highness *offers* to the Low Countries, leaving them liberty to add any other clauses and articles which they may think useful advantageous and well adapted to ensure the continuance of peace and prosperity in their country and to make it impossible at any date even for future sovereigns to violate their privileges or to change their *constitution and liberty*".

The Committee can hardly agree that the rights which the Empress Maria Theresa enjoyed in 1776 and 1777 in the Low Countries are to be interpreted in the light of this document.

Rights of  
Maria Theresa  
in 1776/7.

20. It follows, therefore, in the view of the Committee, that Maria Theresa in 1777 was free to apply the public revenues of the Low Countries in the purchase of these pictures (her right to dispose of the pictures will be discussed shortly), unless it could be established that the public monies so applied were the produce of "aides et subsides" which had been voted for other purposes or resulted from an unauthorised alienation of the "public domain" — provincial or otherwise. And in this case there was no evidence — and no effort was made — to show that the funds applied to the purchase of the pictures were derived from a misapplication of voted supplies or an improper alienation of public property.

Power of the  
Sovereign  
to create a  
private domain.

21. The first argument, however, urged on behalf of Belgium did not so much dispute this view of the powers of the Sovereign over finance as contend that in law the very nature of the sovereignty exercised by Maria Theresa in the Low Countries prevented her from creating any private domain belonging either to herself or to her family as distinct from the property which she enjoyed as sovereign.

Such sovereignty in so far as it was absolute, was stated to have been, according to the accepted legal theory of the period, an absorption not of the State by the individual monarch ("l'État, c'est moi") but of the individual monarch by the State, this theory being based on the influence of the doctrines of Roman Law as to the true nature of the original powers of the Roman Emperors as successors of Augustus.

According to this view, even if it were possible (as must be admitted to be possible) for the Monarch to alienate property of which he as monarch — or, rather, the State personified in him — is owner, it must always be impossible for him to retain property otherwise than as monarch or to change the public character of property belonging to him as sovereign and convert it into his own private property (1).

---

(1) See Belgian Reply Page 5 : "having purchased the picture with the finances of this State (the Low Countries) and qua Sovereign, she (Maria-Theresa) could only acquire it for the account of this State" and Page 9. "... the Triptych in question purchased by the Sovereign of Belgium with the public monies of Belgium could only be acquired for the Belgian State, with the necessary legal result that it became "a part of the Domain of the Belgian State".



Thèse appuyée  
sur  
des textes  
de  
droit français.

22. En faveur de cette thèse le Gouvernement belge a fait valoir presque exclusivement des citations d'auteurs français et des précédents tirés de la loi ou de la coutume constitutionnelle françaises. Mais à en admettre même l'exactitude concernant la monarchie française de cette époque, aucunes justifications comparables s'appliquant à la monarchie autrichienne n'ont été fournies. Or tenant compte de cette circonstance que, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Autriche n'a suivi que lentement, à de longs intervalles et non sans luttes, l'évolution parlementaire et constitutionnelle de l'Europe continentale, il apparaît au Comité qu'il est impossible de tirer de la loi et de la pratique constitutionnelles en vigueur dans la Monarchie unitaire française, à une époque donnée, des conclusions relatives au Statut légal et constitutionnel des souverains autrichiens gouvernant à la même époque et à des titres divers, leurs multiples domaines.

Impossibilité  
d'appliquer  
une  
pareille  
argumentation  
à  
un État  
composite.

23. Quoi qu'il en soit, le Comité estime superflu d'examiner soit l'exactitude scientifique, en droit romain, de la théorie formulée par le Gouvernement belge, soit son incorporation aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles dans le droit constitutionnel des monarchies de l'Europe occidentale.

En aucun cas en effet pareille théorie ne pourrait recevoir application s'agissant d'un pays dont le monarque, aux pouvoirs qu'il y exerçait, joignait d'autres souverainetés.

Il suffit qu'il soit indiscutable que, entre deux États monarchiques indépendants l'un de l'autre, une donation ou un transfert de biens publics de l'un à l'autre de leurs souverains respectifs, constitue un acte indiscutablement légal et régulier, pour que la même conclusion puisse être formulée au cas où les deux mêmes États se trouveraient placés sous la même souveraineté.

Or, le souverain des Pays-Bas régnait également sur d'autres territoires — ou si l'expression paraît plus exacte — sur d'autres « États » et il importe peu au point de vue qui nous occupe de rechercher quelle était la nature exacte du lien qui unissait les divers territoires ou États gouvernés par les Habsbourg. En conséquence, Marie-Thérèse, qui n'était pas seulement souveraine des Pays-Bas, qui régnait sur d'autres domaines et était au surplus le chef de la Maison de Habsbourg avait, en droit constitutionnel, le pouvoir de disposer des revenus publics des Pays-Bas, soit en faveur des autres territoires dont elle était également souveraine, soit en faveur des possessions situées hors de la Belgique de la famille dont elle était le chef. Elle le pouvait faire de la même façon et dans la même mesure qu'elle eût pu, en tant que souveraine indépendante des Pays-Bas, disposer des mêmes revenus publics. Il n'est pas douteux que Marie-Thérèse eût pu affecter des revenus belges, dans la mesure où ils n'avaient pas été consentis pour recevoir une affectation déterminée, à l'accomplissement en Hongrie ou en Bohême d'entreprises d'intérêt public. Et en fait, il a été reconnu par toutes les parties que Marie-Thérèse eût eu indiscutablement le droit de faire don à sa fille, Marie-Antoinette, des tableaux achetés au moyen des fonds publics de Belgique.

Forme  
différente  
du  
même  
argument.

24. L'argument qui vient d'être envisagé a été soumis au Comité sous une forme différente qui est la suivante : on admet qu'un monarque tel que Marie-Thérèse pût librement, à l'aide des revenus de ses domaines, acquérir un bien et le transférer à titre de don à une tierce personne résidant hors du territoire de sa souveraineté, mais on ajoute que des



Argument  
drawn  
from French  
authorities.

22. — This argument seems to depend to a large extent on quotations from French authors and precedents drawn from French constitutional law or custom. But even if the validity of the argument were to be admitted in relation to the French monarchy at the time, no proposition similar to the French doctrine or custom was established for the Austrian monarchy. If the fact be taken into consideration that in the course of the 19th century the parliamentary and constitutional evolution of monarchical and continental Europe was followed by Austria only slowly at long intervals of time and after many struggles, the Committee do not consider it possible to draw, from the law or practice which developed in the unitary French monarchy, conclusions as to the legal and constitutional position of contemporary Sovereigns ruling with various rights in the various Habsburg dominions.

Inapplicability  
of this  
argument  
to a composite  
State.

23. — But however this may be, the Committee do not think it necessary to consider either whether this theory is true as a proposition of Roman Law scientifically developed, or whether it can be shown in the 17th and 18th centuries to have been part of the constitutional law of Western Europe in so far as monarchically governed. Even if these two questions were answered in the affirmative, it would still be impossible to apply the theory to a country whose actual monarch in fact discharged other sovereign functions in addition to the functions of the sovereign of that particular country.

It would not be disputed that, if two monarchical states were wholly independent, a gift or transfer of public property from the monarch of one to the monarch of the other would be perfectly legal and possible; if this is so, it follows that the fact that the same two States passed under a single monarch could not render such a gift or transfer impossible.

The sovereign of the Low Countries was also Sovereign of other territories — or, if the expression be preferred, of other “states” (it is not necessary here to enquire what was the exact nature of the union subsisting between the various territories governed by the Habsburgs); Maria Theresa was not only Sovereign of the Low Countries; she was also monarch of other dominions and head of the House of Habsburg ruling in Vienna; it was legally and constitutionally in her power to deal with the public revenues of the Low Countries in favour of the other countries of which she was sovereign or in favour of the possessions outside Belgium of the family of which she was head, in the same way and to the same extent in and to which an independent sovereign of the Low Countries could have thus disposed of the same public revenues. There can be no doubt that Maria Theresa could have employed Belgian revenues, not specifically voted for other purposes, to such objects as an enterprise of public utility in Hungary or Bohemia, and it was indeed agreed on all hands that it would have been perfectly open to her to make a gift of articles purchased out of the public revenues of Belgium to her daughter Marie Antoinette.

Alternative  
form  
of the  
argument.

24. There was advanced before the Committee what was really another form of the same argument as that now under consideration, namely, that, although it was admitted that it was open to a monarch in the position of Maria Theresa to make a gift to a person external to the dominions from the revenues of which the article given was purchased, yet, if Maria



lors que Marie-Thérèse avait conservé les tableaux dont il s'agit, elle ne pouvait le faire qu'en qualité de souveraine des provinces belges et que, en conséquence, au cas où elle ou ses successeurs cesseraient, comme il est advenu en 1797, d'être souverains de ces provinces, la propriété de ces tableaux demeurerait ou reviendrait aux provinces belges.

Pareil raisonnement tient pour admis qu'il était interdit à Marie-Thérèse d'aliéner un bien acquis au moyen de fonds publics en faveur soit de sa propre famille, soit d'elle-même envisagée en tant que souveraine d'autres possessions. Or le Comité a déjà fait connaître qu'il lui paraissait impossible de se rallier à une pareille proposition. Il convient au surplus d'observer que la doctrine suivant laquelle une contrée, partie intégrante d'un État composite aurait le droit, au cas où cet État viendrait à être démembré, à revendiquer les biens acquis à l'aide des revenus locaux de cette contrée, paraît au Comité étrangère au Droit international envisagé soit au XVIII<sup>e</sup> siècle soit de nos jours; elle n'est formulée en termes exprès ni dans le Traité de Versailles ni dans les Traités conclus à la même époque.

L'acquisition  
n'a  
pas été faite  
nécessairement  
pour  
les Pays-Bas.

25. En conséquence, et telle est la conclusion du Comité sur le premier ordre d'argumentation, lorsque Marie-Thérèse a acquis le triptyque de saint Ildephonse à l'aide de fonds publics des Pays-Bas, elle n'a pas nécessairement procédé à cette acquisition pour le compte de l'État belge ou du « domaine public ».

#### SECOND ORDRE D'ARGUMENTATION BELGE.

Succession  
du  
Roi Léopold II.

26. Le Comité passe maintenant à l'examen du second ordre d'argumentation belge aux termes duquel l'achat a été destiné ou, en présence de l'histoire antérieure des tableaux, doit être présumé avoir été destiné par Marie Thérèse à l'État ou au « Domaine public » Belge.

Pareille recherche a quelque analogie avec les questions soulevées, lors de la succession de sa défunte Majesté Léopold II, Roi des Belges, et qui ont donné lieu à une consultation de MM. Asser, Esmein et Laband, puis à des décisions rendues en 1911 et 1913 par le Tribunal Civil et la Cour d'Appel de Bruxelles et invoquées au cours des débats oraux devant le Comité. Dans l'un comme dans l'autre cas, il s'agissait de statuer sur la destination de biens qui étaient à la disposition d'un personnage royal dont les attributions étaient multiples et qu'il avait acquis du fait et du seul fait de l'exercice d'une souveraineté. Toutefois il est clair que les circonstances de ces deux affaires sont essentiellement différentes et qu'aucun parallèle ne saurait être tracé entre la situation constitutionnelle et légale de l'Impératrice Marie-Thérèse en 1776 et celle de Léopold II, Roi des Belges et Souverain de l'État indépendant du Congo à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècles. La Commission des Réparations ne tirerait donc qu'un faible avantage de l'examen détaillé par le Comité de la contestation la plus récente. Toutefois, le Comité tient à observer que, à l'occasion de la succession du Roi Léopold II, le Tribunal Civil de Bruxelles (1) a formulé le principe que le Monarque avait le droit d'effectuer des échanges ou des transferts entre les biens qu'il possédait en sa qualité de souverain de l'État libre du Congo, et ceux qui faisaient partie de sa fortune privée et que les juristes éminents qui furent consultés étaient d'avis qu'une telle opération était possible, mais qu'il

---

(1) Recueil général de la jurisprudence des Tribunaux de Belgique, par Charles Deschamps, année 1912; Bruylant, Bruxelles 1912, page 17.



Theresa retained the pictures in question, she could do so only qua Sovereign of the Belgian Provinces, and when she or her successor ceased to be the Sovereign of those Provinces, as came to pass in 1797, the property in the pictures remained in, or reverted to, the Belgian Provinces. This is, however, in effect to say that it was impossible for Maria Theresa to alienate an object purchased with public money in favour of her own family or of herself in the other functions which she discharged as Sovereign of other dominions — a proposition which the Committee have already found to be untenable. It is further to be remarked that this doctrine of the right of a component part of a composite state to claim, on the dismemberment of that state, the ownership of property originally bought from its local revenues is, so far as the Committee are aware, unknown to international law either at the end of the 18th century or at the present time, and certainly finds no clear expression in the Treaty of Versailles and its sister treaties.

Acquisition  
not necessarily  
for the  
Low Countries.

25. The Committee therefore arrive at the conclusion on this first point that Maria Theresa, when she purchased the Triptych of St. Ildephonse out of the public funds of the Low Countries, did not necessarily do so on behalf of the Belgian State or "Public Domain".

#### SECOND BELGIAN ARGUMENT.

Case of King  
Leopold II.

26. The Committee now pass to an examination of the second Belgian contention, namely, that the purchase was intended or, in view of the early history of the pictures, must be presumed to have been intended, by Maria Theresa as a purchase on behalf of the Belgian State or "Public Domain".

This enquiry has a certain analogy to the question relating to the inheritance of His late Majesty Leopold II, King of the Belgians, which was the subject of the "Opinion" of Messrs. Asser, Esmein and Laband, and of the decisions (referred to in the course of the argument of this case before the Committee) of the Civil Tribunal and Court of Appeal of Brussels in the years 1911 and 1913. In this case, as in that, a question has to be decided as to the destination of property which was at the disposal of a royal person filling more than one office and which was derived from the exercise of sovereignty in one capacity alone. It is, however, clear that the particular circumstances of the two cases are widely different; no exact parallel can be drawn between the constitutional and legal position of the Empress Maria Theresa in 1776 and that of Leopold II King of the Belgians and Sovereign of the Independent State of the Congo at the end of the 19th and beginning of the 20th centuries: it would thus be of little value to the Reparation Commission if the Committee were to enter into a detailed discussion of the more modern case. The Committee, however, observe that in the case of the succession of Leopold II, the Civil Tribunal of Brussels (1) laid down the principle that the monarch had the power to effect exchanges between the property which he owned as Sovereign of the Congo Free State and that which belonged to him in his private capacity, and that the distinguished

(1) *Recueil Général de la Jurisprudence des Tribunaux de Belgique* par Charles Deschamps, Année 1912, Bruylant, Bruxelles 1912, p. 17.



fallait, pour en justifier, l'expression d'une intention certaine, claire et nettement définie de la part du souverain. Sans doute, la Cour d'Appel estima-t-elle que Léopold II ne pouvait, en aucun cas, s'appropriier les biens de l'État indépendant (1). Mais ce considérant de l'arrêt de la Cour ne saurait modifier l'exactitude de la proposition suivant laquelle au cas où un souverain possède, comme Marie-Thérèse, un libre droit de disposition de certains éléments de ses revenus, c'est à l'intention du souverain qu'il faut se référer pour statuer sur la destination des biens acquis à leur aide.

Correspondance  
échangée  
en  
1776-1777.

27. De quels témoignages disposons-nous qui nous permette de dégager l'intention de Marie-Thérèse? Il est nécessaire, à cet effet, d'examiner avec soin les termes de la correspondance échangée en 1776-1777.

Quand, au début de Septembre 1776, Kaunitz apprit qu'il était vraisemblable que la revendication des tableaux par le fisc n'était pas justifiable en droit, il prit la décision de laisser l'Abbaye procéder à leur vente, il ne jugea même pas qu'il fût nécessaire d'attirer à ce sujet l'attention de Marie-Thérèse (2).

Mais, au début de Décembre, « la Cour » à Vienne exprima le désir d'acquérir le Triptyque. A ce même moment. Kaunitz commençait à douter de l'exactitude de l'avis du Conseil privé, suivant lequel les tableaux appartenaient aux moines. Il n'allait pas cependant jusqu'à tenter de rouvrir le débat, et dans une lettre du 3 Décembre (3) à Starhemberg qui porte la même date que celle où il exprime ses doutes, il l'informe que : « La Cour désirerait faire l'acquisition de ces tableaux ». De son côté, Starhemberg, ainsi qu'il résulte de sa lettre à Kaunitz du 14 décembre, comprit qu'il s'agissait : « d'une emplette pour Sa Majesté », et cette simple phrase éclaire bien la façon dont ces deux hommes politiques envisageaient l'affaire.

Toutefois, la lettre décisive est celle que le 10 Février 1777 Kaunitz écrivait à Marie-Thérèse. (Pièce XXVIII du Mémoire belge.) En voici le texte intégral :

« Prince de Kaunitz à Marie-Thérèse, le 10 Février 1777.

« Votre Majesté daignera voir par la note très humblement ci-jointe qu'il existe  
« encore actuellement à Bruxelles quatre tableaux peints par Rubens et appartenant  
« à l'abbaye de Caudenberg. Ces tableaux sont regardés par tous les historiens de la vie  
« et des ouvrages de ce grand artiste comme un de ses chefs-d'œuvre et ils sont actuel-  
« lement dans le cas de passer vraisemblablement en Russie ou ailleurs, Votre Ma-  
« jesté, de l'avis de son Gouvernement, n'ayant pu se dispenser d'accorder à ces moines  
« la permission de les vendre pour les mettre en état de pouvoir fournir plus aisément  
« aux frais de la réédification de leur église qui est déjà commencée. Il me semble que  
« le décorum de Votre Majesté veut qu'on ne laisse point passer entre les mains d'un  
« prince étranger les chefs-d'œuvre de Rubens qui sont actuellement dans les États de  
« Votre Majesté et dans la collection inséparable desquels il se trouve entre autres les  
« deux portraits de famille des deux princes fameux dans l'histoire des Pays-Bas,  
« c'est-à-dire de l'Archiduc Albert et de l'Infante Isabelle, son épouse. Je voudrais donc,  
« par raison de l'intérêt sans bornes que je prends à tout ce qui paraît mériter l'atten-  
« tion supérieure de Votre Majesté, qu'elle me permit de faire acheter et payer là-bas,  
« au meilleur marché possible, les susdits quatre tableaux et de les faire ensuite trans-

(1) Bulletin des arrêts des Cours d'Appel de Belgique, J. Servais, Bruylant, Bruxelles 1913, page 156.

(2) Lettres des 27 Août et 7 Septembre 1776; Pièces XXIII et XXIV de l'Appendice au Mémoire belge.

(3) Lettre du 3 déc. à Starhemberg. — Pièce XXVI en appendice au Mémoire belge.



jurists who were consulted were of opinion that such an operation was possible but needed the expression of a clear and definite intention on the part of the Sovereign. The Belgian Court of Appeal, on the other hand, held that Leopold II, could never appropriate the property of the Independent State (1). But this finding of the Court of Appeal does not affect the proposition that, in a case where a Sovereign possesses, as Maria Theresa possessed, a free right of disposal of certain revenues, it is the intention of the Sovereign which decides the destination of the property bought with those revenues.

Correspondence  
of 1776/1777.

27. What evidence then is available as to the intention of Maria Theresa? For this purpose it is necessary to examine with care the language of the correspondence of 1776/1777. When at the beginning of September 1776 Kaunitz heard that the claim of the Fisc to the pictures was probably not sustainable in law and decided that leave must be given to the Abbey to sell, he did not even think it necessary to bring the matter to the attention of Maria Theresa (2). But by the beginning of December "the Court" (la Cour) at Vienna was anxious to buy the pictures. Kaunitz had by this time begun to doubt the accuracy of the Opinion of the Privy Council, (3) declaring that the pictures belonged to the Monks, but he was not prepared to attempt to re-open the transaction and in a letter of the 3rd December to Starhemberg, of the same date as the letter in which he had expressed his doubts, he informs him that "the Court would desire to acquire these pictures"; on his side Starhemberg (see his letter to Kaunitz of 14th December) understood that what was intended was "a purchase for Her Majesty" — a phrase significant of the light in which these two experienced politicians regarded the matter. The crucial letter, however, is that of the 10th February 1777 (4) written by Kaunitz to Maria Theresa :

"Your Majesty will deign to observe by the note which is most humbly attached that "there are still at the present time at Brussels four pictures painted by Rubens belonging to the Abbey of Caudenberg. These pictures are regarded by all the historians of the life and works of this great artist as among his masterpieces and at the present moment there is a risk that they may be removed to Russia or elsewhere, as Your Majesty, under the advice of her Government, has not been able to abstain from giving these Monks the permission to sell the pictures in order to enable them more easily to supply the expenses of the rebuilding of their Church which has been already begun. I conceive that the "decorum" of Your Majesty demands that masterpieces of Rubens which are at the present time in the States of Your Majesty and include in an inseparable collection amongst others the family portraits of two Princes famous in the history of the Low Countries, that is to say, Archduke Albert and the Infanta Isabella his wife, ought not to be allowed to pass into the hands of a foreign prince. I should wish, therefore, by reason of the boundless interest which I take in everything which seems to deserve the exalted attention of Your Majesty, that leave may be given to me to have the above named

(1) Bulletin des Arrêts des Cours d'Appel de Belgique, J. Servais, Bruylant, Bruxelles, 1913, page 156.

(2) Letters of 27th August and 7th September 1776. Pieces XXIII and XXIV in Appendix to Belgian Memoir.

(3) Letter of the 3rd December to Starhemberg. Piece XXVI in the Appendix to the Belgian Memoir.

(4) Piece XXVIII to Belgian Memoir.



« porter ici afin que la Galerie du Souverain des Pays-Bas, en tableaux de Rubens, « l'emporte comme de raison sur toutes les autres galeries de l'Europe. Sa Majesté « l'Empereur, auquel j'ai eu l'honneur d'en parler, a bien voulu ne pas désapprouver « l'idée de cette acquisition, supposé que Votre Majesté daignât y consentir. Et je « n'attendrai moyennant cela que ce qu'il lui plaira m'ordonner à cet égard pour m'y « conformer avec la plus parfaite soumission.

« Vienne, 10 Février 1777.

« Signé : KAUNITZ RITTEBERG. »

En marge de cette lettre, Marie-Thérèse donna son assentiment à la proposition qui lui était soumise en écrivant : « Je me conforme ».

Au surplus, il semble que toutes les personnes engagées dans cette transaction furent convaincues que l'acquisition avait lieu pour le compte de la galerie impériale et royale de Vienne. C'est ce qui ressort et de l'extrait du compte des recettes générales des finances de 1777 qui parle des tableaux comme : « acquis pour la Galerie impériale et royale à Vienne » (1) et du reçu délivré par l'Abbaye de Caudenberg qui parle des « tableaux de Rubens que nous avons cédés et transportés à sa dite Majesté pour la Galerie impériale et royale de Vienne » (2).

Intentions  
de  
Marie-Thérèse.

28. Aux yeux du Comité, aucun doute n'existe en ce qui concerne l'interprétation que comporte cette correspondance. Elle montre l'Impératrice désireuse d'acquérir des portraits de famille d'un grand intérêt historique, personnel et artistique et, mue par un sentiment de convenance, sinon d'honneur dynastique, d'empêcher que des chefs-d'œuvre de Rubens passent en Russie ou en quelque autre pays étranger. Les tableaux, lorsqu'ils seront acquis, doivent être envoyés à Vienne pour y être placés dans la galerie royale afin qu'elle devienne, ainsi qu'il convient, s'agissant de la galerie du souverain des Pays-Bas, plus riche en œuvres de Rubens que toute autre galerie d'Europe. Il apparaît clairement au Comité que l'intention de l'Impératrice était, en enrichissant d'un chef-d'œuvre la galerie royale de Vienne, d'ajouter à la splendeur de la Monarchie des Habsbourg ; elle n'entendait pas, quoiqu'elle les eût acquis à l'aide de fonds publics des Pays-Bas, que ces tableaux fussent incorporés aux propriétés d'État des Pays-Bas. Si telle avait été son intention elle en eût pu aisément fournir témoignage en les plaçant dans une résidence du Gouverneur général, telle que le château de Tervueren. Lorsque, dans sa lettre du 10 Février 1777, Kaunitz fait allusion à Marie-Thérèse en la qualifiant de « souverain des Pays-Bas » il entend par là suggérer une raison pour laquelle pareille acquisition apparaissait comme particulièrement appropriée et non pas fixer la destination ultérieure des tableaux. Il est fort peu probable que l'idée que les Pays-Bas pourraient à quelque époque ultérieure être séparés de la Monarchie d'Habsbourg fût à cette date présente à l'esprit de l'Impératrice. Mais rien ne permet d'établir que même au cas où la question lui aurait été posée de savoir si elle entendait que les tableaux ainsi acquis et transportés à Vienne à la galerie royale fussent, le cas échéant, séparés, retranchés de l'ensemble que formait cette galerie pour être remis avec les Pays-Bas entre les mains de ceux qui en pourraient devenir souverains, elle se fût prononcée en faveur d'une telle séparation. En fait, ces tableaux avaient définitivement accru la galerie royale dans des circonstances telles qu'elles indiquent nettement l'intention de la Souveraine qu'ils dussent demeurer de façon permanente à Vienne.

---

(1) Pièce XXX annexée au Mémoire belge.

(2) Pièce XXXI annexée au Mémoire belge.



"four pictures purchased and paid for in the Low Countries as cheaply as possible and  
 "then transported here, in order that, as is only fitting, the gallery of the Sovereign  
 "of the Low Countries may surpass in pictures by Rubens all the other galleries in  
 "Europe. His Majesty the Emperor, to whom I have had the honour to speak,  
 "has been good enough not to disapprove the idea of this purchase, supposing that  
 "Your Majesty would deign to consent to it, and meanwhile I will only wait the orders  
 "which Your Majesty may be pleased to give me in this matter to conform to them  
 "with the most perfect submission."

"At Vienna, 10th February 1777."

Signed: "KAUNITZ RITTBERG."

And on the margin of this letter Maria Theresa gave her assent to what was proposed, writing "I agree" (*Je me conforme*).

It would appear to have been clear to all concerned in the matter that the purchase was for the Imperial and Royal Gallery of Vienna, as the entry in the accounts of the Low Countries for the year 1777 (1) speaks of the pictures as "now acquired for the Imperial and Royal Gallery at Vienna", and the receipt (2) given by the Abbey of Caudenberg also refers to the pictures as those which "we have ceded and transported to Her said Majesty for the Imperial and Royal Gallery of Vienna."

Intentions  
 of  
 Maria Theresa.

28. The Committee have no hesitation as to the interpretation to be placed on this correspondence. The Empress is shown as desiring to acquire family portraits of great historical, personal and artistic interest, in order, as a matter of propriety, if not of imperial honour, to prevent masterpieces of Rubens from passing into Russia or some other foreign country; the pictures when purchased are to be sent to Vienna for the Royal Gallery there, in order to make that gallery, as is natural and proper for the gallery of the Sovereign of the Low Countries, more rich in the works of Rubens than any other gallery of Europe. It is clear to the Committee that the intention of the Empress was to add to the splendour of the Habsburg Monarchy by a notable addition to the Royal Gallery at Vienna; she did not intend that the pictures should become part of the State property of the Low Countries, although they were paid for out of the public funds of the Low Countries. Such an intention, had it existed, might easily have been evidenced by placing the pictures in a residence of the Governor General, such as Tervueren; the reference to herself in the letter of Kaunitz of 10th February 1777 as "Sovereign of the Low Countries" was intended to suggest a reason why the purchase was particularly appropriate, and not to affect the ultimate destination of the pictures. It is highly improbable that the idea that the Low Countries might at some future date become separated from the Habsburg Dynasty was present at this time to the mind of the Empress, but there is nothing to show that, even if the question had been raised whether she wished that the pictures thus bought and transported to Vienna for the Royal Gallery, were to be separated from the greater part of that gallery and descend with the Low Countries into whose hands they might pass, her answer would have been in favour of such a separation. As a fact, the pictures were definitely added to the Royal Gallery in circumstances which indicate an intention that they should remain permanently in Vienna.

---

(1) Piece XXX attached to the Belgian Memoir.

(2) Piece XXXI to the Belgian Memoir.



Intérêts  
dynastiques  
de  
Marie-Thérèse.

29. Ce faisant, Marie-Thérèse n'encourait, conformément aux idées du temps, aucune critique. C'est ainsi que le Tribunal de Bruxelles dans l'affaire de la succession Léopold II (voir page 14) fait observer que : « dans un pays monarchique l'intérêt dynastique est une des faces de « l'intérêt public » et que : « tout ce qui touche à la stabilité, à la grandeur et à l'éclat de la « dynastie intéresse les bases de notre société ». Dans l'esprit de l'Impératrice et de ses contemporains, l'application de semblables doctrines à la splendeur de la Maison d'Habsbourg établie à Vienne, envisagée dans ses rapports avec une partie quelconque de ses domaines ne saurait avoir été altérée par cette circonstance que Marie-Thérèse était également souveraine d'autres contrées.

Biens  
de  
la Famille  
de Habsbourg.

30. Dès lors que le Comité est parvenu à cette triple conclusion, qu'il était au pouvoir de Marie-Thérèse de transporter hors des Pays-Bas des revenus publics en provenant et de les séparer à tout jamais de tout organisme public dépendant de ces provinces ; qu'elle avait le libre droit de disposer à son gré des biens acquis à l'aide de ces revenus ; enfin que, en fait, elle avait manifesté l'intention de procéder à un tel transfert, il peut sembler qu'il soit inutile d'examiner en faveur de quel organisme particulier ce transfert a été effectué, et sous quelle forme il a été disposé des biens envisagés.

Il est toutefois hors de doute qu'il existait à cette date à Vienne des collections artistiques qui constituaient un bien ou un domaine familial des Habsbourg, et que à ces collections furent joints les tableaux envisagés. Si quelque témoignage était nécessaire pour en justifier, il pourrait être recherché dans l'avis émis le 11 novembre 1874 par le Procureur Général autrichien Baron Gödel-Lannoy, cité à la fois dans les éclaircissements complémentaires fournis par le Gouvernement autrichien, et dans l'ouvrage qui fait autorité en la matière, de Zölger (2). Ces collections de la couronne sont au reste également mentionnées à l'Article 196 du Traité de Saint-Germain.

Maximes  
de  
droit romain.

31. Dans ces conditions, il semble au Comité qu'il n'y a pas lieu de rechercher des lumières concernant l'intention de l'Impératrice, dans l'application du texte de droit romain : « in judiciis universalibus pretium succedit loco rei et res loco pretii ».

Ce texte s'applique sans aucun doute possible dans tous les cas où deux fonds distincts sont gérés par une même personne qui, ou bien n'a pas le droit d'effectuer un transfert de l'un à l'autre, ou bien ayant ce droit, s'est abstenue de préciser, à l'occasion d'une transaction donnée, si elle a entendu en faire usage. Mais dans la première hypothèse, lorsque cette personne a le droit d'effectuer un tel transfert, et lorsqu'elle a fait connaître l'intention qui y présidait, il n'est pas douteux que cette intention ne doive prévaloir.

En d'autres termes, l'adage invoqué ne saurait recevoir application que dans deux cas :

1° Lorsque l'acquéreur n'étant qu'un mandataire du propriétaire des deniers n'a qualité pour acquérir qu'au nom et pour le compte de son mandat.

(2) « Zölger. Der Hofstaat des Hauses Österreich, Vienne et Leipzig. Deuticke, 1917, p. 126 : « Les collections d'art... sont une propriété fidéicommissaire privée de la Maison d'Autriche et leur transmission s'effectuait conformément aux règles de primogéniture. »



istic  
st of  
heresa.

29. Nor, according to the ideas of the times, was Maria Theresa open to criticism in what she did; as the Civil Tribunal of Brussels observed in the case of the inheritance of Leopold II (1) "in a monarchical country the interest of the dynasty is one aspect of the "public interest", and "anything that relates to the stability, the grandeur, and the splendour (éclat) of the dynasty is of interest to the bases of our society". The fact that Maria Theresa was also sovereign of other countries would not, in her mind, or in that of her contemporaries, prevent the application of similar doctrines to the splendour of the House of Habsburg established in Vienna in its relation to any part of its dominions.

sborg  
property.

30. It is perhaps unnecessary for the Committee, once they reach the conclusion that it was in the power of Maria Theresa to transfer out of the Low Countries, and sever from any public organism of those countries, public revenues of which she had a free right of disposition, or articles purchased with these revenues, and that in fact she had formed the intention to make such a transfer, to consider in favour of what particular organism the transfer was made and how the property was disposed of. It is, however, beyond doubt that there existed at this time in Vienna artistic collections which were family property of the Habsburgs and that these pictures were added thereto. If any evidence is needed in support of this view, it will be found in the Opinion of the Austrian Procureur General, Baron Godel Lannoy, (dated 11th November 1874 and cited in the supplementary documents supplied by the Austrian Government), or in the authoritative work of Zolger (2). A reference to these collections of the Crown is also to be found in Article 196 of the Treaty of Saint-Germain.

Maxims  
man Law.

31. In these circumstances it appears to the Committee that there is no room for the application of a presumption as to the intention of the Empress derived from the text of Roman law « in judiciis universalibus pretium succedit loco rei et res loco pretii ». This text is no doubt applicable where two funds are managed by a person who either has no right to transfer property from one fund to the other or who having such a right has failed to indicate in relation to some transaction whether he intends to exercise the right; but where the person who controls both funds has a right to make a transfer and has indicated the intention with which he has made a transfer, the intention thus indicated must prevail. In other words, this rule can be applied (1) where the purchaser, being merely an agent of the owner of the money, can only acquire in the name and for the account of his principal, and (2) where it is doubtful whether the purchaser intended to acquire for his own account or on account of the person whose money he has received; it follows that, before the rule

(1) *Ubi supra*, p. 14.

(2) *Der Hofstaat des Hauses Oesterreich*, Wien und Leipzig, Deuticke, 1917, see page 126 :

The art collections are..... entailed (fideikommissarischer) private property of the House of Austria in which they descended according to the rule of primogeniture.



2° Lorsqu'il y a doute sur la question de savoir si l'acquéreur a entendu devenir propriétaire pour son compte ou pour celui de qui il a reçu les deniers.

Bref, l'adage indiqué ne serait applicable en la présente instance qu'autant que l'une ou l'autre des questions soumises au Comité où toutes deux auraient été au préalable résolues conformément aux prétentions du Gouvernement belge.

### OBJECTIONS.

32. A l'encontre de l'interprétation qui vient d'être fournie de la décision de Marie-Thérèse, deux ordres de considérations ont été invoqués :

On a tout d'abord fait ressortir que, à la même date ou peu s'en faut, que celle où s'effectuait l'achat du triptyque, une procédure différente fut suivie à l'occasion de l'achat de divers tableaux, dont quelques-uns au moins étaient de Rubens et qui appartenaient à des fondations de l'ordre supprimé des Jésuites. En effet, à cette occasion, les fonds employés à l'acquisition de ces œuvres d'art destinées à être transportées à la Galerie royale de Vienne semblent bien avoir été, non pas prélevés sur les revenus des Pays-Bas, mais envoyés directement de Vienne.

Le Comité estime que cette circonstance ne saurait que mettre en relief que le Gouvernement autrichien affectait à des achats de pareille nature tous les fonds publics disponibles, quels qu'ils fussent; on n'en saurait dès lors tirer la conclusion que toutes les fois que des fonds provenant des Pays-Bas étaient affectés à l'achat d'objets d'art destinés à enrichir à titre permanent la Galerie royale de Vienne, l'intention d'incorporer les biens ainsi acquis au domaine public des Pays-Bas en doit être nécessairement déduite.

Étant donné la législation en vigueur au XVIII<sup>e</sup> siècle, la seule dont il appartienne au Comité de se préoccuper, l'origine quelle qu'elle fût des fonds destinés à une acquisition, dès lors que ces fonds étaient à la libre disposition du souverain, ne saurait fournir aucun témoignage de ses intentions concernant la propriété des biens acquis.

C'est dans les faits particuliers à chaque espèce, rapprochés des circonstances matérielles ou morales au milieu desquelles ils se sont déroulés, qu'il faut rechercher l'intention qui a présidé à une acquisition donnée. S'agissant du triptyque, le Comité croit avoir dégagé une intention de l'acquéreur si nette qu'elle ne saurait être influencée par les faits relatifs aux tableaux du « fonds jésuitique ».

Au surplus, la correspondance échangée à cette dernière occasion fournit un témoignage nouveau de l'interprétation qu'on donnait à Vienne des droits de Marie-Thérèse. Kaunitz, en discutant avec l'Impératrice les modes de règlement de certains de ces tableaux, peints par Van Dyck, fait observer que : « il dépend du bon plaisir de votre Majesté d'assigner cet article sur les épargnes du lotto » (un fonds alimenté exclusivement à l'aide des ressources des Pays-Bas), ainsi que le Prince Starhemberg l'a proposé <sup>(1)</sup>. Il est clair dès lors que Kaunitz ni Marie-Thérèse n'attachaient la moindre importance à la source d'où provenaient les fonds destinés à l'achat.

33. En second lieu, il a été allégué par le Gouvernement belge que, étant donné l'histoire antérieure du triptyque, l'intention du Gouvernement autrichien avait dû être de lui

(1) Rapport de Kaunitz en date du 31 mars 1775. Éclaircissements complémentaires fournis par l'Autriche, page 2.



can be applied to the present case, one or both of the main questions before the Committee, must first be answered in accordance with the Belgian contentions.

#### OBJECTIONS.

32. Against this interpretation of the action taken by Maria Theresa two considerations were suggested.

In the first place it was pointed out that at practically the same date as the transaction relating to the Triptych, in the case of certain pictures — some of which at any rate were also by Rubens — belonging to the suppressed foundations of the Jesuits, a different course was followed, the funds for the purchase of these works of art for the Royal Gallery of Vienna being apparently sent from Vienna and not taken out of the revenues of the Low Countries.

This fact, however, in the view of the Committee, while it establishes that the Austrian Government defrayed the cost of purchases of this kind out of any government fund available, cannot be used as evidence that, when funds arising in the Low Countries were employed in the purchase of articles intended for the permanent enrichment of the Royal Gallery, the conclusion to be drawn is that the intention was to transfer the property in the object purchased to the public ownership of the Low Countries.

According to the law of the 18th century (with which alone the Committee are concerned), the fact that the purchase money was taken from revenues, of whatever kind they might be, which were at the free disposal of the Sovereign, supplied no evidence as to the intention of the Sovereign with reference to the ownership of the property purchased. The intention with which each transaction was carried out must be sought in the facts of each particular case considered in relation to all the surrounding circumstances, material and moral. In the case of the Triptych in dispute, the Committee find a clear expression of intention which is not affected by the facts relating to the Jesuit pictures.

In fact, the correspondence relating to the Jesuit pictures affords additional evidence of the view taken in Vienna as to the rights of Maria Theresa. Kaunitz, in discussing the method in which payment is to be made for some of these Jesuit pictures — pictures by Van Dyck — remarks “It depends on the good “pleasure of Your Majesty to charge the expenses to the savings on the Lotto account (i.e., a “purely Low Country fund) [1] as Prince Starhemberg has proposed”. Clearly, neither Kaunitz or Maria Theresa attached any importance to the source from which the money was supplied.

33. In the second place it was argued that, in view of the previous history of the Triptych, the intention must have been to restore, by purchase out of the public funds, the

[1] Report of 31st March 1775 par. II of the *Éclaircissements complémentaires* supplied by Austria.

Analogy  
of the Jesuit  
pictures.

Inference  
to be drawn  
from previous  
history of  
Triptych.



restituer en quelque sorte, par le détour d'un achat fait à l'aide des fonds publics, le caractère de propriété publique dont, au cours de la discussion de 1736-1743, le Gouvernement autrichien s'était prévalu. Il ne paraît pas au Comité que pareille suggestion puisse être accueillie. La correspondance échangée à cette époque, telle qu'elle a été communiquée au Comité, n'établit pas que le conflit de 1736-1743 ait été à cette date, porté à la connaissance des autorités à Vienne ; et rien ne justifie que, en 1776-1777, l'idée que l'achat des tableaux fût exclusivement destiné à reconstituer une situation légale conforme à la thèse précédemment soutenue par le Gouvernement autrichien ait jamais été suggérée soit à Kaunitz, soit à Marie-Thérèse, ou ait jamais effleuré leurs esprits.

En septembre 1776, Kaunitz donnait des instructions formelles aux termes desquelles l'Abbaye était autorisée à vendre, et ce n'est qu'au cours du mois de Décembre suivant que l'idée d'acquérir pour la Cour et pour la Galerie Royale paraît avoir surgi et avoir été discutée à Vienne. Il semble qu'on fût en présence d'une idée nouvelle présentant, pour des motifs dynastiques déjà envisagés, l'affaire sous un aspect nouveau et qu'aucun lien ne rattache cette conception à l'histoire antérieure des tableaux.

### III. — OBSERVATIONS COMPLÉMENTAIRES.

Absence  
de  
toute  
reclamation  
contemporaine  
ou  
ultérieure.

34. Le Comité fait observer au surplus qu'il est permis de tirer quelque lumière, concernant l'interprétation que les contemporains donnèrent à cet achat, de cette circonstance que, ni en 1777, ni à une date ultérieure au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, aucune plainte ne fut formée invoquant la violation commise à cette occasion du droit ou de la coutume des Pays-Bas. Il n'est à la connaissance du Comité ni qu'aucune tentative de revendiquer le triptyque ait jamais été faite soit au Traité de Campo-Formio, soit à une date ultérieure, ni que, invoquant le droit des Pays-Bas ou pour tout autre motif, Napoléon l'ait jamais revendiqué ou enlevé.

Situation  
consti-  
tutionnelle  
des  
Pays-Bas.

35. Étant donné les conclusions auxquelles il est parvenu, le Comité estime superflu d'envisager le problème si important au point de vue de l'histoire belge, de savoir quelle était, au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, la véritable situation constitutionnelle et internationale des Pays-Bas catholiques. Leur union avec les autres domaines de Marie-Thérèse constituait-elle une union purement personnelle comparable à celle qui existait au XVIII<sup>e</sup> siècle entre l'Angleterre et le Hanovre, ou des liens plus étroits rattachaient-ils entre eux ces différents domaines ? Les Pays Bas constituaient-ils une Personne de droit international indépendante ou n'étaient-ils qu'une partie intégrante d'une personne unique de droit international dont Marie-Thérèse était la souveraine ? Le Comité estime que, quelle que soit la solution que comportent ces problèmes, elle ne saurait exercer d'influence sur ceux qu'il lui appartient d'envisager ; qu'il n'est ni de son devoir, ni de sa compétence de prendre parti à leur sujet.

Existence  
d'un  
domaine public  
des  
Pays-Bas.

36. C'est en vertu des mêmes considérations que le Comité estime qu'il ne lui appartient pas de résoudre le problème si fréquemment abordé dans les argumentations belges et autrichiennes de l'existence d'un « domaine public » des Pays-Bas envisagé comme un tout distinct du domaine public des diverses provinces qui les constituaient. Sa conception de l'affaire est



public ownership asserted by the Austrian Government during the dispute of 1736-1743. The Committee, however, are unable to accept this suggestion. It is not clear from the contemporary correspondence, as produced to the Committee, that the dispute of 1736-43 when it occurred was brought to the notice of the authorities at Vienna and there is nothing to show that in 1776 and 1777 the idea that the purchase was destined to be, as it were, a mere restoration of what the Government had formerly asserted to be the true legal situation, was ever suggested to, or entered the mind of either Kaunitz or Maria Theresa.

In September 1776 Kaunitz gave instructions that the Abbey should be permitted to sell, and it was only in the following December that the idea of purchasing for the Court and the Royal Gallery appears to have been mooted in Vienna. This idea seems to have been a new departure, based on to the dynastic motives already discussed, and in no way connected with the previous history of the pictures.

### III. — FURTHER OBSERVATIONS.

Absence  
of any  
contemporary  
or  
later complaint.

34. The Committee further observe as some indication of the light in which the transaction presented itself to the minds of contemporaries, that neither in 1777 nor at any later date in the 18th century, does any complaint appear to have been made that the constitutional law or practice of the Low Countries had on this occasion been violated. No attempt to reclaim the Triptych was made, so far as the Committee are aware, either at the Treaty of Campo Formio, or afterwards, and it was never either claimed or carried away, in right of the Low Countries or otherwise, by Napoleon.

Constitutional  
position  
of  
Low Countries.

35. It will be seen that the Committee, in the view which they take, do not think it necessary to consider the problem, so important in Belgian history, of the exact constitutional and international position of the Catholic Low Countries during the 18th century. Was their union with the other dominions of Maria Theresa a purely personal union like that which connected England and Hanover during the 18th century, or was it of a more intimate nature? Were the Low Countries an independent "persona" in international law or did they merely form a part of a larger single "persona" of which Maria Theresa was the head? The solution of these questions, in the opinion of the Committee, in no way affects the problem which they have to consider and they do not consider it to be their duty, or within their province, to offer any opinion upon them.

Existence  
of "Public  
Domain"  
of the  
Low Countries.

36. Similarly the Committee are not, in their view, called upon to determine the question much discussed both in the Belgian and in the Austrian arguments, of the existence of a "Public Domain" of the Low Countries as a whole as distinct from the public Domain of the various Provinces. In the view taken by the Committee, the solution



telle que la solution que ce problème comporte ne saurait avoir aucune répercussion sur les questions au sujet desquelles il doit fournir son avis. Le Gouvernement belge fonde sa revendication sur sa qualité d'héritier des droits du Gouvernement des Pays-Bas qui, en 1776, s'est rangé à l'avis du Conseil Privé que les tableaux étaient la propriété des moines, il est clair dès lors qu'il lui serait impossible, (ainsi qu'il a été exposé précédemment au paragraphe 15) de soutenir aujourd'hui que, avant d'avoir fait l'objet de l'achat envisagé, ils formaient partie intégrante d'un tel domaine public. Il est également hors de doute que les sommes consacrées par Marie-Thérèse à l'achat de ces tableaux ne sauraient être considérées comme élément de ce domaine.

Au surplus, le Comité ne met pas en doute que Marie-Thérèse eût été en droit, si elle en avait formé le désir, et qu'il existât ou non en son temps un tel domaine public belge, de rattacher directement ces tableaux lors de leur achat, à la souveraineté des Pays-Bas envisagée comme distincts de la souveraineté de telle autre de ses possessions, de telle façon qu'ils eussent dû, à partir de cette date, être considérés comme incorporés aux Pays-Bas envisagés comme un tout, de la même façon et avec les mêmes caractères qu'une résidence du Gouverneur Général ou une caserne. Ce qui est concluant à cet égard c'est que Marie-Thérèse a clairement exprimé, lors de l'achat du Triptyque, son intention de lui donner une destination incompatible avec leur affectation au « domaine public » des Pays-Bas, quoi qu'il en soit de l'existence d'un tel domaine, problème que le Comité entend ne pas trancher.

#### IV. — CONCLUSIONS.

37. En résumé, en ce qui concerne la première partie de l'argumentation belge, le Comité est parvenu aux conclusions suivantes :

1° Sous réserve de l'affectation spéciale des « aides et subsides » votés par les États et de l'application du principe de l'inaliénabilité du « domaine public » l'Impératrice Marie-Thérèse était libre de disposer à son gré des ressources fiscales des Pays-Bas (1).

2° Elle pouvait les employer indifféremment au bénéfice des Pays-Bas, à la poursuite, dans quelque autre de ses possessions ou États (Bohême ou Hongrie) et à son bénéfice, de tâches d'intérêt public, à l'acquisition de biens mobiliers ou immobiliers destinés à être offerts en toute propriété à un membre de la famille ou à un serviteur de la dynastie des Habsbourg ou à l'enrichissement de son patrimoine personnel ou familial.

En ce qui concerne la deuxième partie de l'argumentation belge, à savoir la recherche des intentions de Marie-Thérèse et de Kaunitz lors de l'acquisition du Triptyque, les conclusions du Comité sont les suivantes :

1° Ni Marie-Thérèse ni Kaunitz n'ont manifesté l'intention en procédant à cet achat de faire en quelque sorte revivre le passé et, par ce détour, d'établir sans conteste les droits sur le Triptyque du domaine public des Pays-Bas. L'avis du Conseil privé et l'autorisation de vendre donnée aux moines de Caudenberg, l'achat des tableaux à deniers comptants et à un prix raisonnable ne permettent pas d'admettre une telle interprétation.

---

(1) Il est clair que le principe d'inaliénabilité ne s'applique qu'au capital du « Domaine Public » et non à ses revenus qui demeurent à la libre disposition du souverain.



of this question is immaterial to the points on which they have to advise: Clearly, it is impossible, as has already been explained (see par. 15) for the Belgian Government claiming as successors to the rights of the Government of the Low Countries which in 1776 accepted the advice of the Privy Council that the pictures were the property of the Monks, to allege now that the pictures before they were purchased by Maria Theresa formed any part of such domain, and it is equally clear that the money devoted by Maria Theresa to the purchase of the pictures formed no part of it.

Similarly, whether such a Belgian "Public Domain" existed or not in the time of Maria Theresa, the Committee do not doubt that it would have been possible for her, had she so desired, to attach the pictures when purchased to the sovereignty of the Low Countries, as distinct from the sovereignty of any of her other dominions, in such a way that they would thenceforward have had to be regarded as attached to those countries as a whole on the same footing as a residence of the Governor General or as military barracks. What is decisive in the view of the Committee, is not that no "public domain" of the Low Countries existed (they expressly leave this point open) but that, even if it did exist, Maria Theresa displayed a clear intention to devote the pictures when purchased to a destination other than this "Public Domain".

## CONCLUSIONS.

### 37. To sum up :

As to the first part of the Belgian argument the conclusions of the Committee are as follows :

1. Subject only to the appropriation of the "aids and subsidies" voted by the Estates to the purposes for which they were voted, and to the inalienability of the corpus as distinct from the revenues of the "Public Domain", the Empress, Maria Theresa, was free to dispose at her pleasure of the fiscal resources of the Low Countries.

2. Thus she could employ these resources either for the benefit of the Low Countries or for objects of public interest in, and for the benefit of, any other of her Possessions or States (e. g. Bohemia or Hungary) or in the purchase of real estate or chattels intended as additions to the property, settled or unsettled, of the Habsburgs, or as presents to a member of the imperial family or a servant of the dynasty.

As to the second part of the Belgian argument (which related to the intentions of Maria Theresa and Kaunitz at the time of the purchase of the Triptych) the conclusions of the Committee are as follows :

1. Neither Maria Theresa nor Kaunitz when they made the purchase showed any intention of reviving the past and indirectly placing beyond dispute the rights of the Fisc of the Low Countries over the Triptych. The opinion of the Privy Council, the permission to sell given to the monks of Caudenberg, the purchase of the pictures for cash and at a fair price, are decisive against such a view.



2° Il ressort clairement de toute la correspondance échangée à cette occasion que le Triptyque fut acheté pour la « Cour », pour « Sa Majesté », enfin pour « la Galerie Impériale et Royale de Vienne » qui, à cette date formait sans contestation possible partie intégrante du domaine privé et familial des Habsbourg et que l'emploi maintes fois répété des expressions qui précèdent est incompatible avec l'intention de remettre ou de laisser le Triptyque au « domaine public », à le supposer existant, des Pays-Bas.

En conséquence le Comité estime que la Belgique n'a pas fourni la preuve qui lui incombait que le Triptyque de saint Ildephonse ait été soit enlevé de Bruxelles, soit conservé à Vienne en violation des droits, ou de la Province de Brabant, ou des Pays-Bas en leur ensemble, ou de la Belgique en tant que leur successeur.



2. The correspondence which passed at the time clearly shows that the Triptych was bought for "the Court", for "Her Majesty", for the "Imperial and Royal Gallery of Vienna" (which at this date beyond all dispute was an integral part of the private settled property of the Habsburg family); the repeated use of these expressions cannot be reconciled with an intention to transfer the Triptych to, or leave it in the possession of, the "Public Domain" — if any such existed — of the Low Countries.

The Committee therefore find that Belgium has not discharged the onus of proving that the Triptych of St. Ildephonse was carried off from Brussels, or retained in Vienna, in violation of the rights either of the Province of Brabant or of the Low Countries as a whole or of Belgium as their successor.



F. F. F

## B. — TRÉSOR DE L'ORDRE DE LA TOISON D'OR.

### I. — OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES.

Le problème en litige est de savoir si le transfert de Bruxelles à Vienne, effectué en 1794, du Trésor de la Toison d'Or et son maintien en cette dernière ville ont constitué une violation des droits des Pays-Bas catholiques, droits auxquels la Belgique a succédé (1).

Dans les conclusions prises devant le Comité des Trois Juristes et où il reproduit en la résumant toute son argumentation, le Gouvernement belge déclare revendiquer la restitution à la Belgique du Trésor de l'Ordre de la Toison d'Or : « conformément à sa destination *statutaire et traditionnelle* ».

Il soutient qu'il ressort tant des statuts que de la tradition ou de l'histoire de l'Ordre :

1° Que l'Ordre constituait en 1794 une « *institution politique des pays composant l'héritage de Bourgogne et formant en dernière analyse les Pays-Bas, actuellement le royaume de Belgique* » ;

2° Qu'il était, à la même date, « un ordre national essentiellement attaché au sol des Pays-Bas... uni à la souveraineté des Pays-Bas... en sorte que la condition principale de la « vocation à la maîtrise était la possession du pouvoir souverain dans l'héritage de Bourgogne ».

Le transfert effectué en 1794 du « Trésor » de l'Ordre de Bruxelles, où il se trouvait depuis la fin du xv<sup>e</sup> siècle, à Vienne, et son maintien en cette capitale après cette date, ne sauraient donc être considérés comme une violation du droit des « Pays-Bas autrichiens » auxquels a succédé la Belgique contemporaine, que s'il est préalablement établi que l'Ordre constituait une institution politique ou nationale propre aux Pays-Bas et que l'Empereur n'avait pas le droit de faire sortir, à titre définitif, le Trésor de leurs limites.

Par contre, le Gouvernement autrichien prétend, dans ses conclusions, que l'Ordre de la Toison d'Or institué en tant qu'ordre chevaleresque et religieux, « lié à la succession des ducs de Bourgogne », devint, par la suite, une « institution purement aulique, dynastique et honorifique... de composition internationale... liée non pas à un certain pays mais au siège de son souverain ».

Les deux conceptions s'excluent et leur appréciation exige, de la part du Comité, une étude attentive et minutieuse de l'Histoire de l'Ordre, des conditions dans lesquelles il est né et des transformations qu'il a pu subir.

---

(1) Étant donné les conclusions auxquelles le Comité est parvenu, il n'est pas nécessaire de rechercher quelle était la composition exacte de ce Trésor d'autant que de graves désaccords existent à cet égard entre les Gouvernements autrichien et belge. Il convient toutefois de mentionner que, d'après la thèse belge, le Trésor renfermait des quantités considérables de vaisselle d'argent, de reliquaires, d'ornements d'or et d'argent, de coupes et autres objets précieux, d'armures, de colliers et manteaux de l'Ordre, et bon nombre de tapisseries de grande valeur des xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles. Lorsque, en 1794, lors de l'approche des armées révolutionnaires françaises, le Trésorier de l'Ordre Beydaels procéda à l'enlèvement des objets revendiqués, il ne lui aurait pas fallu à cet effet moins de 90 chariots.



F. F. F.

## B. — TREASURE OF THE ORDER OF THE GOLDEN FLEECE.

### I. — INTRODUCTORY.

The question for decision in this case is whether or not the removal of the Treasure of the Order of the Golden Fleece from Brussels in 1794 and its subsequent retention in Vienna was a violation of the rights of the Catholic Low Countries to which Belgium has succeeded (1).

The Belgian Government in its "Conclusions" where it repeats and sums up the whole of its arguments before the Committee of the Three Jurists declares that it claims the restitution to Belgium of the Treasure of the Order of the Golden Fleece "in conformity with the "intention of the statutes and with the traditions of the Order".

The Belgian Government maintains that it appears not only by the statutes but also by the traditions and history of the Order —

1. That the Order in 1794 constituted "a political institution of the countries which "formed the inheritance of Burgundy and which can only be identified with the Low Countries, or, at the present time, the Kingdom of Belgium"; and

2. That the Order was at that same date "a national Order essentially attached to the soil "of the Low Countries . . . . . united to the sovereignty of the Low Countries . . . . . so that "the principal condition for appointment to the headship of the Order was the possession of "the sovereign power in the inheritance of Burgundy".

The transfer in 1794 of the Treasure of the Order from Brussels, where it had been since the end of the 15th century, to Vienna, and its retention in Vienna after that date, cannot therefore be considered to be a violation of a right of the Austrian Low Countries to which contemporary Belgium has succeeded, unless it is first established that the Order was a political and national institution peculiar to the Low Countries or so constituted that the Emperor, had no right to remove the Treasure permanently from their territory.

On the other hand, the Austrian Government claims in its « Conclusions » that the Order of the Golden Fleece which was instituted as an Order of a chivalrous and religious character « attached to the succession of the Dukes of Burgundy », subsequently became « an institution that was purely courtly (aulique) dynastic, and complimentary . . . international in its composition . . . attached not to any one particular country but to the seat of its sovereign ».

These are two contradictory conceptions; the decision between them has demanded from the Committee a careful and detailed examination of the history of the Order, the conditions of its birth and the transformations which it has undergone.

---

(1) On the view of the case taken by the Committee, it is not necessary to enquire as to the exact constitution of the Treasure — a subject on which the Austrian and Belgian Governments are far from being in agreement — but it may be of interest to mention that, according to the Belgian case, the Treasure included a considerable amount of plate, reliquaries, gold and silver ornaments, cups and other precious objects, armour, collars and mantles of the Order, and a large number of tapestries of great value from the 15th and 16th Centuries; the articles thus claimed required 90 wagons for their removal when they were taken away in 1794 to Vienna from Belgium by Beydaels the then Treasurer of the Order, on the approach of the French Revolutionary Armies.



Le problème juridique est fonction du problème historique.

En conséquence, suivant l'ordre même qui ressort des conclusions du Gouvernement belge, le Comité se propose d'examiner successivement à la lumière d'abord des statuts puis de l'Histoire de l'Ordre si, et dans quelle mesure, les divers arguments avancés par le Gouvernement belge justifient du double caractère de l'Ordre dont il se prévaut.

## II. — ANALYSE DES STATUTS DE L'ORDRE.

1° Un ordre constitué au début du xv<sup>e</sup> siècle n'a pas manqué d'évoluer. Comme il est advenu pour d'autres ordres nés à la même époque, il peut et doit avoir changé de caractère lorsqu'on l'envisage à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle. Il n'en est pas moins essentiel, afin de pouvoir suivre utilement cette évolution, de dégager quelles ont pu être, lors de sa création, les véritables intentions de son fondateur.

Dans le court préambule qui précède l'énumération des articles (1) des Statuts publiés en 1431, Philippe le Bon déclare vouloir constituer : « un ordre et fraternité de chevalerie « ou aimable compagnie de certains nombre de chevaliers, que voulons être appelé l'Ordre « de la Toison d'Or », et avoir pris cette résolution : « pour la très grande et parfaite amour « qu'avons au noble état et ordre de chevalerie, dont de très ardente et singulière affection, « désirons l'honneur et l'accroissement, par quoi la vrai foi catholique, l'état de notre Sainte « Mère l'Église et la tranquillité et prospérité de la chose publique, soient comme être peuvent « défendues, gardées et maintenues ». En conséquence l'Ordre est consacré : « à la gloire et « louange du Tout Puissant, notre Créateur et Rédempteur, en révérence de sa Glorieuse « Vierge Mère, et à l'honneur de Monseigneur Saint-André, glorieux Apôtre et Martyr, à « l'exaltation de la foi et de la Sainte-Église, et excitation de vertus et bonnes mœurs. »

Ordre de Chevalerie, ordre de piété; ce sont les caractères essentiels apparents de la Toison d'Or. Dans son fonctionnement, les cérémonies religieuses tiennent une part considérable. Le fondateur prévoit : « que nous ou Iceux nos Successeurs Souverains empren- « dissions aucunes armées pour la défense de la Sainte Foi chrétienne, ou pour défendre, « maintenir et rétablir la dignité, état et liberté de Notre Mère Sainte Église, et du Saint- « Siège Apostolique de Rome : en ce cas des chevaliers dudit Ordre, les puissants en leurs « personnes seront tenus de Nous servir personnellement, et les non puissants faire servir « moyennant gages raisonnables s'ils n'est loyal excuse et apparent empêchement, auquel cas « se pourront excuser ». (Art. V.) [Voir aussi les cérémonies religieuses prescrites et minutieusement décrites aux articles XX-XXI-XXV-XXVI et XXVII.]

Les Chevaliers doivent travailler : « à vivre vertueusement, en bonnes mœurs et accroisse- « ment d'honneurs et de bonne renommée, pour exemple à tous autres chevaliers et nobles » (Art. XXXI). C'est en effet : « des greigneurs, que doit par raison venir le meilleur exemple » (Art. XXXIV). Dès lors, pour que : « le devoir de l'Ordre de Chevalerie et noblesse soit mieux connu et plus pris à cœur » (Art. XXXI), les chapitres qui doivent se tenir au moins une fois tous les trois ans sont plus spécialement consacrés à examiner, louer ou censurer les mœurs des membres de l'Ordre.

2° Mais cet Ordre, qui présente les mêmes caractères généraux que la plupart des ordres

---

(1) Quoique, dans leur texte original, les Statuts soient divisés en « chapitres » nous qualifierons leurs clauses d'articles afin d'éviter toute confusion avec les réunions périodiques de l'Ordre qualifiées de « chapitres ».



The legal problem is a function of the historical problem; and therefore following the order of the « Conclusions » of the Belgian Government the Committee propose to examine whether and how far, in the light first of the statutes and then of the history of the Order, the different arguments advanced by the Belgian Government establish the existence of the twofold character of the Order on which the Belgian case relies.

## II. — STATUTES OF THE ORDER.

1. An Order established at the beginning of the 15th Century has necessarily evolved; any such Order can and must have changed its character when looked at in the end of the 18th Century. It is nevertheless of vital importance if we are to follow this evolution with advantage to determine what, at the creation of the Order, was the true intention of its founder.

In the short preamble to the Articles (1) of the Statutes (published in 1431) Philip the Good declares that he wishes to establish “an Order and brotherhood of chivalry or amiable company of a certain number of knights which shall be called the Order of the Golden Fleece” and that he took this resolution “for the very great and perfect love which We have to the noble state and order of knighthood, the honour and advancement of which We desire with a very ardent and singular affection, whereby the true Catholic faith, the state of Our Holy Mother Church and the tranquillity and prosperity of the common weal, may be defended, guarded and maintained, as far as may be”.

Consequently the Order is dedicated “to the glory and praise of the Almighty, our Creator and Redeemer, in reverence of the glorious Virgin Mother, and to the honour of our Lord, St. Andrew, the glorious apostle and martyr, to the exaltation of the faith and of the Holy Church and the encouragement of virtue and good conduct”.

Thus the essential characteristics of the Golden Fleece are that it is an Order of chivalry and an Order of piety. Religious ceremonies play considerable part in its life; the founder provides “that if We or Our Successors Sovereigns of the Order should take up arms for the defence of the holy Christian faith, or to defend, maintain or re-establish the dignity, state and liberty of our Mother, Holy Church, and the Holy Apostolic See of Rome, in this case all the knights of the said Order who are of physical ability shall be bound to serve Us personally, and those who are not, shall procure such service for reasonable wages, if they have no valid excuse and apparent hindrance, in which case they may be excused”. (Art. V. See also the religious ceremonies provided for and elaborately described in Articles XX, XXI, XXV, XXVI and XXVII).

The knights are to endeavour “to live virtuously in good conduct and in accordance with all honour and good reputation as an example to all other knights and noblemen” (Art. XXXI). They are, in fact, “great ones of the earth from whom in reason the better example should come” (Art. XXXIV).

Therefore in order that “the duty of the Order to knighthood and nobility may be better known and more taken to heart” (art. XXXI) the chapters, which have to be held at least once every three years, are more particularly devoted to the examination, and praise or censure of the conduct of the members of the Order.

2. But this Order, while it has the same general characteristics as the greater part of the

---

(1) Although in their original text the statutes are divided into « Chapters », the Committee propose to use the word « Articles » in speaking of these divisions in order to avoid confusion with the regular meetings of the Order to which the name « Chapters » is given.



de chevalerie institués durant les <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècles, en diffère nécessairement par les caractères propres que lui impriment et la personne de son fondateur et le lieu de sa création. Le duc de Bourgogne, souverain de l'Ordre, héréditaire et non élu, est bénéficiaire de titres et possessions multiples, parfois récemment acquis, qui allaient chaque jour s'accroissant ; dès lors la tâche incombera naturellement à l'Ordre, et il est permis de penser que telle fut, dans la pensée de Philippe le Bon, une des causes déterminantes de sa création, d'en garantir à tout le moins le maintien et la paisible jouissance.

3° Quels sont donc, en l'espèce, les caractères propres de l'Ordre, ceux qui, parmi les institutions de chevalerie de l'époque, lui impriment sa physionomie particulière ?

L'Article I stipule que l'Ordre aura trente et un chevaliers : « dont Nous en notre temps serons l'un, chef et souverain, et après Nous nos successeurs Ducs de Bourgogne », et l'Article IV ajoute que les Chevaliers : « seront tenus et promettront à leur entrée d'avoir « bonne et vraie amour à Nous, Nos Successeurs souverains dudit Ordre ». L'Ordre ne peut donc avoir comme souverains que les ducs de Bourgogne successeurs de Philippe le Bon et n'en saurait avoir d'autres.

Mais la défense du souverain ne peut être séparée de celle de ses domaines. En conséquence, les Chevaliers doivent non seulement servir la personne de Philippe le Bon et de ses Successeurs, mais encore assurer le maintien et la défense de leurs droits et possessions. A l'Article V il est spécifié que les Chevaliers seront tenus d'assister le Chef de l'Ordre : « si « aucun s'efforçait de grever ou porter dommage par œuvre de fait à Nous ou nos Successeurs, « Chefs et souverain dudit Ordre, ou à Nos Pays, terres, seigneuries, vassaux et sujets. » Lors de l'admission d'un nouveau membre, il lui sera fait lecture du serment aux termes duquel il s'engage : « à garder, soutenir et défendre les Hautesses, Seigneuries, Noblesses et Droits du « Souverain de l'Ordre » (Art. I.II). A cette date (1431) le fondateur de l'Ordre était revêtu, ainsi qu'il ressort du préambule des statuts, des titres et souverainetés suivantes. Il était : « Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant et de Limbourg ; Comte de Flandres, d'Artois, de Bourgogne, Palatin, de Hainaut, de Hollande, de Zélande et de Namur, Marquis du Saint-Empire, Seigneur de Frise, de Salins et de Malines ».

Les possessions de Philippe le Bon, qui devaient du reste être accrues par ses successeurs Ducs de Bourgogne, n'étaient donc pas limitées aux seuls Pays-Bas. Il ne paraît pas non plus qu'il serait possible de prétendre que les obligations contractées par les Chevaliers de l'Ordre ne s'étendaient pas au delà des domaines dont, lors de sa création, était investi son fondateur. La formule du serment est générale et ne comporte aucune limitation.

Aucun doute ne saurait du reste subsister à cet égard si on se réfère à un amendement aux statuts qu'y apporta Charles-Quint et qui figure à l'Article VII des « Additions et Altérations apportées aux statuts ». Par cet amendement le nombre des chevaliers est porté, au chapitre de 1516, de 31 à 51. Le premier et principal motif invoqué en vue de justifier cette transformation est : « l'accroissement et augmentation de la maison de Bourgogne depuis « l'institution dudit Ordre, de plusieurs grands Royaumes, Pays, Seigneuries, et de grand et comme infini nombre de grands et puissants Princes et autres grands, nobles et vertueux vassaux ». Les Pays-Bas n'étaient donc pas la seule des possessions de la maison de Bourgogne qui dût, le cas échéant, bénéficier des obligations que les membres de l'Ordre contractaient, lors de leur réception, au regard du fondateur.



other Orders of Chivalry which were established during the 14th and 15th centuries, is necessarily distinguished by the peculiar character derived from the person of its founder and the place of its creation. The Duke of Burgundy, hereditary and not elected Sovereign of the Order, was the holder of a considerable number of titles and possessions, some of which had been acquired only recently and which daily increased in number; hence it was natural that it should be part of the work of the Order — and it may be surmised perhaps that in the view of Philip the Good this was one of the principal causes of its creation — to secure to its Sovereign the maintenance and peaceable enjoyment of these possessions.

Finally, the Order has a centre, and (if the Committee may be allowed to use an expression which was employed more than once during the discussion) it has a “seat” and a “legal domicile”.

3. What, then, as a matter of fact, are the features peculiar to the Order which give its distinctive character among contemporary orders of knightood?

Article I provides that the Order is to have 31 knights “of which We in Our time will be the one Chief and Sovereign and after Us our Successors, Dukes of Burgundy” and Article IV adds that “the Knights will be obliged, and will promise at their admission, to bear good and true love to Us and Our Successors, Sovereigns of the said Order.”

The only sovereigns, therefore, that the Order can have are the Dukes of Burgundy, successors of Philip the Good; it could have no others.

The defence of the sovereign cannot be separated from that of his domains. The knights therefore, have not only to serve the persons of Philip the Good and his successors, but also to maintain and defend their rights and possessions. Article V provides that the knights are bound to assist the Head of the Order “if anyone should seek to harm or injure by violence Us or Our successors, Heads and Sovereigns of the said Order, or Our countries, lands, lordships, vassals or subjects”. When a new member is admitted, the oath has to be read to him by which he binds himself “to guard, uphold and defend the prerogatives, lordships, titles of nobility and rights of the sovereign of the Order” (Article III). At this date, (1431) the founder of the Order, as appears by the preamble to the statutes, possessed the following titles and sovereignties: He was Duke of Burgundy, Lothier (Lorraine), Brabant and Lemburg, Count of Flanders, Artois and Burgundy, Palatine of Hainault, Holland, Zeeland and Namur, Marquis of the Holy Empire, Lord of Frisia, Salins and Malines.

The possessions of Philip the Good, to which his successors in the Duchy of Burgundy were moreover to make additions, were thus not limited to the Low Countries alone. Moreover it does not appear that it would be possible to claim that the obligations which the knights of the Order contracted did not extend beyond the domains with which the founder was invested at the time of the creation of the Order. The sacramental formula is general and admits of no limitation.

A reference to the amendment to the statutes introduced by Charles V, and which is to be found in Article VII of the “Additions and Alterations made to the Statutes” dissipates any doubt that might be felt on this head. By this amendment, the number of the knights was raised at the chapter of 1516 from 31 to 51. The first and principal reason given in support of this transformation is “the increase and augmentation of the House of Burgundy since the institution of the said Order by many great kingdoms, countries, lordships and great, and almost infinite number of great and powerful princes and other great, noble and virtuous vassals”. The Low Countries were therefore not the only possession of the House of Burgundy which had a right, in case of need, to benefit by the obligations towards the founder undertaken by the members of the Order on their election.



4° Le siège de l'Ordre, est institué, comme il était normal, à Dijon, capitale des Ducs de Bourgogne. Plus exactement les Articles XX, XXI et suivants prévoient, d'une part, que diverses fondations seront constituées au bénéfice de l'Ordre : « en notre ville de Dijon, en notre Duché de Bourgogne . . . , en l'église de notre chapelle des Ducs, audit lieu de Dijon » ; d'autre part que, dans le chœur de cette même église, des sièges surmontés de : « l'écu de ses armes, heaumes, timbres et hachements » seront réservés aux souverains et autres membres de l'Ordre. C'est à Dijon que se célébrera la fête du patron de l'Ordre, Saint-André, et que, en principe, les chapitres devront se tenir. Ainsi, dans l'intention du fondateur de l'Ordre, le siège de la chapelle de l'Ordre était situé hors des Pays-Bas.

5° Son caractère national limité soit aux Pays-Bas, soit aux possessions des Ducs de Bourgogne, telles qu'elles se comportaient à la date de la fondation de l'Ordre, ne ressort donc pas des statuts.

Il ne semble pas qu'ils mettent plus en lumière son caractère politique.

6° Sans doute, dans le préambule des statuts, il est spécifié que l'ordre devra, entre autres tâches, assurer la « tranquillité et prospérité de la chose publique ». Mais il convient de rechercher comment cette formule vague se traduit dans la réalité. Or, dans les soixante-six articles des statuts, un seul est consacré à ce qu'on pourrait dénommer le rôle politique de l'Ordre : c'est l'article VI où il est dit que : « Nous, Souverains de l'Ordre, n'entreprendrons aucune guerre ou autres hautes et pesantes besognes que avant ne l'ayons fait savoir à la greigneur partie desdits Frères Chevaliers, pour sur ce avoir leur avis et bon conseil. Sauf en entreprises secrètes et hâtives, dont le révéler à plusieurs pourrait porter préjudice et dommage auxdites entreprises ». Il s'agit d'un simple engagement de consulter les membres de l'Ordre, sans que leur avis lie en aucune façon le souverain qui, dans les cas d'urgence, dont il est le seul juge, peut se dispenser de faire appel aux avis de l'Ordre. Cet article, ainsi qu'il apparaîtra plus loin, tomba promptement en désuétude<sup>(1)</sup>, et il n'est pas justifié que, après 1559, date du dernier chapitre, l'Ordre, s'appuyant sur l'Article VI ou sur tel autre des statuts, ait même jamais revendiqué des droits et pouvoirs politiques.

7° Il est au reste spécifié dans l'acte de fondation, au chapitre I, que les Ducs de Bourgogne sont souverains héréditaires de l'Ordre, et dans la partie finale qui fait suite à l'Article LXVI, que : « Si ces choses dessus écrites ou aucunes d'icelles avaient aucune obscurité, doute ou difficulté, nous en réservons et retenons à nous et à nos successeurs Ducs de Bourgogne, la détermination, interprétation et déclaration, et d'y ajouter, corriger, immuer et éclaircir, en l'avis et délibération de nos frères et compagnons dudit Ordre ». Seuls certains articles sont expressément déclarés n'être pas « muables ». Le fondateur se réserve donc dès l'origine le droit, après avoir entendu il est vrai les membres de l'Ordre, d'interpréter seuls les statuts.

8° Bref à se borner à l'examen des statuts de l'Ordre, on aboutit nécessairement aux conclusions suivantes :

*Au point de vue national.*

Les Pays-Bas ne sont mentionnés dans ce document que dans le préambule qui énu-

Au point  
de  
vue national.

---

(1) Il ne convient certainement pas d'attacher une importance décisive à la réponse faite par Charles le Téméraire quand il éluda la demande d'organiser une croisade en déclarant qu'il lui fallait au préalable consulter les chevaliers de la Toison d'Or (Sténographie, 12 juillet, page 9).



4. As to the capital seat of the Order, this was placed naturally at Dijon, the capital of the Dukes of Burgundy. Articles XX, XXI and following provide that various foundations are to be established for the benefit of the Order "in Our town of Dijon in Our Duchy of Burgundy. . . in Our chapel of the Dukes in the said place of Dijon", and that in the choir of this same chapel seats over which "their shields, helmets, crests and hatchments are hung" will be reserved for the Sovereign and other members of the Order. The feast of the patron of the Order, St. Andrew, is to be celebrated at Dijon and, as a general rule, the chapters are to be held there. Thus the founder of the Order intended that the Chapel of the Order was to be situated outside the Low Countries.

5. A national character of the Order, peculiar either to the Low Countries or to the possessions of the Dukes of Burgundy as they existed at the date of the foundation of the Order, is thus not to be discovered in the statutes.

Neither do the statutes emphasize the political character of the Order.

6. No doubt in the preamble one amongst other objects of the institution of the Order is to ensure "the peace and prosperity of the common weal", but the enactments of the statutes have to be examined in order to see what effect is given to this vague formula. Now, of all the sixty-six Articles of the statutes, one only is devoted to what might be called the political work of the Order, namely, Article VI, — "We, Sovereigns of the Order, will not undertake any war or other high and weighty enterprise before We have communicated our purpose to the major part of the said Brethren and Knights in order to have their advice and good counsel thereon, save only in secret and swift enterprises, the disclosure whereof to several might cause prejudice and harm to the said enterprises". This is a simple undertaking to consult the members of the Order, but their advice does not bind the Sovereign in any way and he has full liberty in cases of emergency, of which he alone is judge, to excuse himself from seeking the opinion of the Order<sup>(1)</sup>. This Article, as will appear later, soon fell into disuse, and it is not established that after 1559, the date of the last chapter that was held, the Order ever claimed, much less exercised, any political rights or powers in reliance on Article VI or any other Article of the statutes.

7. The deed of foundation moreover provides (Article I) that the Dukes of Burgundy are hereditary sovereigns of the Order, and, in the concluding clause (which follows Article LXVI) that "if any obscurity or difficulty be found in the things above written, or any of them, We reserve and retain to Us and Our successors, Dukes of Burgundy, their determination interpretation and declaration, and also the right to add to them, to correct them, to change them and make them plain, after taking the advice of, and deliberating with, our Brethren and Companions of the said Order". Certain Articles alone are expressly declared not to be changeable, but it is nevertheless established that the founder reserves to himself from the very beginning the right, after hearing the members of the Order, of interpreting the statutes.

(8) If we confine ourselves to the text of the statutes of the Order, we arrive necessarily at the following conclusions;

*From the national point of view.*

The Low Countries are not mentioned in this document elsewhere than in the list of the

---

(1) It would be an error to attach any profound constitutional importance to the answer, which Charles the Bold gave, when asked to embark on a crusade, to the effect that he must first consult the Knights of the Golden Fleece (Belgian oral argument, 12th July, page 9 of shorthand notes).



mère les titres et possessions du fondateur, en tant que partie intégrante de ces possessions, et non comme bénéficiant au regard de l'Ordre d'une situation privilégiée ou de droits exceptionnels. Aucune des possessions du fondateur n'apparaît dans les statuts comme jouissant d'une sorte de prééminence. Il n'y est, en aucun article, expressément spécifié que les Chevaliers devront en totalité ou en majorité être originaires soit des possessions de Philippe le Bon, soit de l'une d'entre elles ni qu'ils devront y résider. Par contre il est expressément prévu que, au nombre des membres de l'Ordre, pourront figurer des Chevaliers qui ne seront pas les vassaux ou sujets de Philippe le Bon ou de ses successeurs. L'Article VI qui prévoit les cas où les Chevaliers devront ou pourront être consultés ne limite pas les affaires qui leur seront soumises à celles intéressant directement les Pays-Bas. Toutes les possessions de Philippe le Bon et de ses successeurs doivent bénéficier des obligations que les Chevaliers contractent au regard du Souverain de l'Ordre. Nulle part il n'est spécifié que cet avantage sera limité aux possessions sur lesquelles, lors de la fondation de l'Ordre, s'étendait l'autorité du chef et souverain et pareille interprétation serait au reste expressément contredite par l'Article VII des Additions.

#### *Au point de vue politique.*

L'Ordre, ou plus exactement la « greigneur » « partie de ses membres », doit, en principe, être consulté avant que le souverain ne s'engage en quelque entreprise importante, mais s'il s'abstient de le faire, soit pour les raisons d'urgence ou de secret énoncées à l'Article VI, soit pour tout autre motif, les statuts ne prévoient aucune sanction.

L'Ordre élit ses Membres de concert avec le Souverain qui ne dispose d'un vote prépondérant qu'en cas de partage de voix. Enfin il doit être consulté, avant toutes interprétations, modifications ou additions apportées aux statuts, et des chapitres doivent être réunis tous les trois ans.

Mais il est clair que ces pouvoirs théoriques n'auront de valeur et ce permettront de fixer le véritable caractère de l'Ordre qu'autant et que dans la mesure où au cours de l'histoire de l'Ordre, ils seront mis en œuvre.

### III. — HISTOIRE DE L'ORDRE (1).

Aucunes conclusions décisives ne sauraient être utilement tirées de la seule étude des statuts. Nul ordre de chevalerie né au xv<sup>e</sup> siècle n'est parvenu au xviii<sup>e</sup> sans avoir subi des

---

(1) Presque toute la documentation concernant l'Histoire de la Toison d'Or se trouve groupée dans les deux ouvrages de Pinedo y Salazar et de Reiffenberg respectivement communiqués au Comité, qui leur en exprime ici sa reconnaissance, par les Gouvernements belge et autrichien.

L'ouvrage de Pinedo y Salazar intitulé : « Historia de la Insigne Orden del Toyson de Oro » dédié au « Roi notre seigneur chef souverain et Grand Maître de l'Ordre » a été publié à Madrid (Imprimerie royale) en 1787. Il ne consiste guère qu'en un recueil de documents accompagnés de peu de commentaires et particulièrement précieux pour la période espagnole de l'Ordre.

« L'Histoire de l'Ordre de la Toison d'Or » a été publiée par le Baron de Reiffenberg à Bruxelles en 1830. Il est dédié au Prince d'Orange. Exception faite d'un long préambule (chiffres romains dans les citations) où quelques indications utiles peuvent être relevées, il n'est guère que la reproduction de la partie principale de l'Inventaire des Archives de l'Ordre que, en 1760, de Turck, fonctionnaire du Conseil privé des Pays-Bas, fut chargé de rédiger par Cobenzel, alors Ministre d'Autriche aux Pays-Bas. De Turck a reproduit et mis au point les protocoles des assemblées et des chapitres tenus par les greffiers de l'Ordre. Son inventaire est pour l'Histoire de la Toison d'Or un document essentiel.



titles and possessions of the founder contained in the preamble, and as an integral part of these possessions; they are not referred to as enjoying any privileged situation or exceptional rights with reference to the Order; in fact, none of the possessions of the founder appears in the statutes as enjoying any kind of precedence; no Article expressly provides that either the whole or the majority of the knights are to be natives of the possessions of Philip the Good, or any one of them, or that they are to reside there; on the other hand, it is expressly provided that among the members of the Order may be knights who are not vassals or subjects of Philip the Good or his successors; Article VI, in mentioning the cases in which the knights ought to, or may be, consulted, does not limit the matters upon which a reference has to, or may be made, to them, to the matters in which the Low Countries are directly concerned; all the possessions of Philip the Good and his successors are to have the benefit of the obligations which the knights undertake towards the sovereign of the Order; it is nowhere provided that this advantage is to be limited to the possessions to which the authority of the chief and sovereign extended at the foundation of the Order; indeed, Article VII of the additional Articles expressly contradicts any such limitation, which, even in the absence of such an Article, would have appeared inconceivable.

*From a political point of view.*

The Order, or rather the major part of the Knights has, as a general rule, to be consulted before the sovereign engages in any important enterprise, but if he fails to consult it, either because the matter is too urgent or too secret (as Article VI suggests) or for any other reason, the statutes give no remedy.

The Order chooses its members in concert with the sovereign, who has nothing more than a casting vote in the event of equality. And lastly, the Order has to be consulted before the statutes are in any way construed, modified or added to; and chapters are to be called every three years.

But clearly these theoretical powers will only be authoritative for determining the true character of the Order if, and in so far as, they are put into practical operation in the course of the history of the Order.

### III. — HISTORY OF THE ORDER (1).

An examination of the statutes does not allow final conclusions to be drawn. No Order of Chivalry born in the fifteenth century reached the eighteenth without undergoing

(1) Almost all that has been printed on the subject of the history of the Golden Fleece is to be found in the two works of Pinedo y Salazar and Reiffenberg which were placed at the disposal of the Committee (who take the opportunity here of expressing their thanks) by the Belgian and Austrian Governments respectively.

The work of Pinedo y Salazar entitled "*Historia de la Insigne Orden del Toyson de Oro*", dedicated to the "King, our Lord, Sovereign, Chief and Grand Master of the Order" was published at Madrid (Royal Printing Press) in 1787. It consists of a collection of documents with a few short commentaries and is of particular value for the Spanish period of the Order.

"*L'Histoire de l'Ordre de la Toison d'Or*" was published by Baron de Reiffenberg at Brussels in 1830. It is dedicated to the Prince of Orange and, with the exception of a long introduction, (referred to by Roman figures in the quotations from the work) from which some useful information may be gleaned, it is a reproduction of the main part of the inventory of the archives of the Order which de Turck, an officer of the Privy Council of the Low Countries, prepared in 1760 on the orders of Cobenzl, who was then Austrian Minister in the Low Countries. De Turck made a complete collection of, and copied, the protocols kept by the registrars of the Order relating to the "assemblies" and chapters. Reiffenberg's work is thus a document of capital importance for the history of the Golden Fleece.



transformations qui ont altéré ou modifié sa constitution ou ses rapports avec le monde environnant.

Les ordres qui avaient été fondés avant la Toison d'Or n'étaient pas des ordres « nationaux » au sens moderne de l'expression. Les ordres « nationaux » n'ont surgi qu'à une époque ultérieure, lorsque les notions de chevalerie n'étaient plus guère qu'un souvenir du passé. Au XV<sup>e</sup> siècle, les ordres se pouvaient diviser en trois catégories : c'étaient tantôt des ordres religieux tels que les Grands Ordres monastiques du moyen-âge : franciscain, bénédictin, dominicain, ne connaissant d'autres frontières que celles que pouvait éventuellement comporter la diffusion du christianisme ; tantôt des Ordres semi-militaires et semi-religieux tels que les Templiers et Hospitaliers dont le champ d'action s'étendait à toute la Chrétienté et qui n'étaient rattachés à aucune souveraineté terrestre ; tantôt enfin des ordres de chevalerie se proposant des objets plus limités, dont l'Ordre de la Jarretière fournit un exemple ; ordres groupant des chevaliers autour de la personne d'un souverain séculier et qui, quoique spécialement voués à son service et à sa défense, n'en puisaient pas moins tout ou partie de leur inspiration dans des motifs religieux ou modelaient parfois leur institution sur les précédents légendaires des romans de chevalerie largement répandus au XV<sup>e</sup> siècles, tels ceux du Roi Amadis des Gaules ou du Roi Arthur et des Chevaliers de la Table Ronde. Au XV<sup>e</sup> siècle la notion d'un ordre « national » c'est-à-dire rattaché à une « nation » et ne constituant pas une institution essentiellement religieuse ou dynastique, d'un ordre comparable à la Légion d'Honneur, était une notion inconnue, contraire à toutes les conceptions sociales et politiques de l'époque. On pourrait également admettre qu'un ordre de chevalerie, tel que l'Ordre de la Jarretière, rattaché à l'origine à une dynastie, soit devenu un ordre national et puisse être de nos jours qualifié de tel. Mais cette qualification ne lui pourrait être donnée qu'à dater de l'apparition des idées modernes de nationalité et, en pareil cas, c'est à vrai dire la dynastie elle-même qui est devenue « nationale » et non l'ordre aristocratique.

Somme toute le mot « Ordre » s'applique à toute association de personnes groupées sous une même souveraineté — divine ou humaine — et qui s'unissent, tantôt séparés du reste du monde en vue d'observer des vœux, d'accomplir une œuvre d'intérêt général, tantôt en vue de servir, avec ou sans rémunération, directement ou indirectement, une dynastie, un État ou une Église.

L'expression comporte donc des applications diverses mais il est hors de doute que un « ordre » d'une catégorie donnée ne saurait se muer en un « ordre » ou association d'une autre catégorie sans subir, au cours de cette évolution, des transformations profondes.

L'histoire de la Toison d'Or nous fournit-elle un exemple d'un Ordre, qui, Ordre de Chevalerie lors de sa création, s'est transformé au cours des siècles en un ordre national et politique intimement lié aux Flandres et tenu à servir les Pays-Bas, envisagés en leur ensemble comme une unité nationale à laquelle il devait témoigner un loyalisme indépendant de toutes transformations subies par leurs institutions politiques ou par la dynastie de leurs souverains ?

Seule l'étude de son histoire peut permettre de fournir une réponse à pareille question.

Il semble qu'elle puisse, jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, être divisée en quatre périodes : bourguignonne, flamande, espagnole et autrichienne.

A. Période  
bourguignonne :  
1430-1477.

Cette période qui naît avec la fondation de l'Ordre se clôt avec la défaite et la mort de Charles le Téméraire.

Sans doute, durant cette période, la grande majorité des Chevaliers fut d'origine flamande plutôt que bourguignonne. Sans doute aussi, des 12 chapitres tenus jusqu'à la mort du Téméraire, un seul fut célébré à Dijon ; tous les autres se réunirent en diverses villes des



changes which have altered or modified its constitution and its relation to the world outside.

The "Orders" which had been founded before the Golden Fleece were not "national" Orders in the modern sense of the word: "national" Orders are the product of a later age when the notions of "Chivalry" have become mainly of historical interest. The world in the 15th century knew or had known three classes of "Orders"; religious Orders, such as the great monastic Orders of the Middle Ages, Orders of St. Francis, St. Benedict, St. Dominic, knowing no frontiers except such, if any, as might be set to the beliefs of Christianity; Orders quasi-military quasi-religious, such as the Knights Templars and Knights Hospitallers who equally took at any rate all Christendom as their sphere of action and were not attached to any one earthly sovereign; and lastly Orders of "chivalry" not so wide in their scope, such, for example, as the Order of the Garter, Orders that is of "Knights" grouped round the person of a secular sovereign, pledged primarily to his service and defence while drawing inspiration to a greater or less extent from religious motives, and modelled sometimes on the mythical examples to be found in the Romances widely known in the fifteenth century, such as the Legend of King Amadis of Gaul or King Arthur and his Round Table. In the fifteenth century the idea of a "national Order", i. e. an Order attached to a "Nation" and not to any religious or dynastic institution, an Order such as the French Legion of Honour, the members of which are not necessarily "Knights", was unknown. Indeed the social and political conditions of the time made any such "national" conception impossible.

There is a secondary sense in which an Order of Chivalry, such as that of the Garter, which is attached to a dynasty that has become national, might itself at the present day be called "national", but the epithet could not properly be applied until the rise of modern ideas of nationality, and, in such a case, it is primarily the dynasty itself, not the aristocratic Order, which is "national".

The word "Order" indeed is applicable to any association under one headship — not necessarily conceived as human — of persons who either set themselves apart from the rest of the world by some form of common oath or undertaking for the achievement of some general purpose, or are conceived as united in service, or rewarded for service direct or indirect, to a dynasty, state or church. The word has thus many different applications and the fact of its employment in many senses must not lead us to suppose that the development of an association or "Order" of one class into an "Order" or association of another class, would not involve a very real and fundamental change.

Does then the history of the Order of the Golden Fleece give us an example of an Order which in its origin was one of chivalry, but which evolved in the course of the centuries into a national and political "Order" intimately connected with the Low Countries as a whole, regarded as an object of loyalty in themselves independently of their political institutions or of the dynasties which succeeded each other in power? We must seek the answer to this question in a study of the historical facts.

The history of the Order to the end of the eighteenth century may perhaps be divided into four periods, Burgundian, Flemish, Spanish and Austrian.

This period extends from the foundation of the order to the death of Charles the Bold.

A.  
Burgundian  
Period:  
1369-1477.

No doubt the majority of the Knights was at this time of Flemish rather than Burgundian origin. No doubt also, of the twelve chapters held before the death of Charles the Bold, only one was celebrated at Dijon, all the others being held in various towns of Flanders following the movements of the sovereign. It is nevertheless true that in all these chapters the chapel at Dijon is mentioned, "the pictures and blazons" are to be hung there, gifts and



Flandres, suivant les déplacements du souverain. Il n'en demeure pas moins vrai qu'il n'est aucun de ces chapitres où il ne soit question de la Chapelle de Dijon, des « tableaux et blasons » qui y doivent être apposés, des dons et fondations qui y sont faits au nom de l'Ordre, des messes qui y sont célébrées pour l'âme des Chevaliers décédés, des prébendes qui y sont créées, des chapes, habits sacerdotaux et tapisseries acquis pour son usage. Enfin, lorsque en 1481, à Bois-le-Duc, se réunit, sous la présidence de Maximilien, le second chapitre qui suit la perte du duché de Bourgogne, il est spécifié que les messes accoutumées « seraient célébrées en la Chapelle collégiale de l'Hôtel du Souverain à la Haye aussi longtemps que Dijon serait au pouvoir des ennemis ». Pas de doute, dès lors, que, si, pendant cette première période, l'activité de l'Ordre, spécialement en fêtes et cérémonies religieuses ou chevaleresques se déploie parmi les richesses et le luxe des Villes de Flandres, Dijon ne soit considéré, même après la perte du duché, sinon comme le siège au moins comme le berceau et, parmi tous les déplacements des chapitres, comme le seul centre stable de l'Ordre.

Quoi qu'il en soit, profitant de la mort du Téméraire, Louis XI s'empare du duché de Bourgogne; la fille et héritière du Téméraire se réfugie aux Pays-Bas et, avec elle, l'Ordre de la Toison d'Or, dont le centre passe de Bourgogne en Flandres.

Ce transfert est particulièrement important dans l'histoire de l'Ordre et vaut qu'on s'y arrête.

La perte du territoire où l'Ordre eut son premier centre, où était située sa chapelle, ne marque pas la dissolution de l'Ordre. Ses biens et son activité sont transférés en d'autres possessions de son fondateur. Lors de ces événements, il n'apparaît pas et il n'a pas été allégué que des protestations aient été formulées contre ce transfert envisagé comme violation des Statuts de l'Ordre, que, en particulier, le roi Louis XI ait revendiqué l'Ordre et son Trésor comme un accessoire nécessaire du duché de Bourgogne qu'il venait de conquérir. Il faut toutefois observer que les descendants de Charles le Téméraire se préoccupèrent toujours, en dépit de la perte du duché, de conserver, pour s'assurer la souveraineté de l'Ordre, le titre de duc de Bourgogne. La maîtrise de l'Ordre leur paraissait donc rattachée non à la souveraineté territoriale du duché de Bourgogne, mais à la qualité héréditaire et dynastique du duc de Bourgogne. Les membres de la branche autrichienne ont continué de se prévaloir officiellement de cette qualité jusqu'en 1816 date à partir de laquelle, sans qu'il y ait été expressément renoncé, elle se dissimule dans l'*et cætera* qui clôt la longue énumération des titres des souverains Habsbourg.

Le transfert de l'Ordre de la Toison d'Or de l'un à l'autre des « pays, terres, seigneuries », du fondateur de l'Ordre n'est donc pas considéré, près d'un demi siècle après l'institution de l'Ordre et son installation à Dijon, comme une violation des droits soit du duché de Bourgogne soit de l'Ordre lui-même.

B.  
Période  
flamande :  
1477-1555.

Avec la mort de Charles le Téméraire (1477) et l'avènement de Marie de Bourgogne qui lui succède dans ses possessions des Flandres et du Comté de Bourgogne et dans ses revendications sur le duché de Bourgogne, s'ouvre l'ère flamande de l'Ordre. C'est aussi la période de son existence séculaire où l'Ordre joue le rôle le plus actif. De 1477 à l'abdication de Charles-Quint on constate une tendance marquée de la part de l'Ordre à se rattacher de façon exclusive ou prédominante aux Pays-Bas et à s'efforcer de devenir un rouage politique de leur existence. Mais, même à cette époque, ces caractères ne sont pas assez marqués pour que l'Ordre apparaisse comme pouvant être qualifié d'institution nationale ou politique flamande.

Ces efforts des chevaliers et leur succès partiel s'expliquent par cette circonstance que,



foundations are made there in the name of the Order, masses are celebrated there for the souls of departed knights, prebends are created there, copes, sacerdotal robes and tapestries have been acquired for use in the chapel. Finally, when, in 1481, under the presidency of Maximilian, the second chapter after the loss of the Duchy of Burgundy is held at Hertogenbosch, provision is made that the accustomed masses « will be celebrated in the collegiate chapel of the palace of the sovereign at The Hague for so long as Dijon may be in the power of the enemy ». No doubt, then, that, although during this first period the activities of the Order, especially in fêtes and ceremonies of religion or chivalry, are displayed amidst the riches and the luxury of the towns of Flanders, Dijon is looked upon, even after the loss of the Duchy, as the cradle, if not the seat, of the Order which in all the wanderings of the chapters has this one stable centre.

However this may be, Louis XI, profiting by the death of Charles the Bold, seized the Duchy of Burgundy. The daughter and heiress of Charles the Bold fled to the Low Countries, and with her came the Order of the Golden Fleece, whose centre passed from Burgundy to Flanders.

This transfer is of peculiar importance in the history of the Order, and we must pause to consider it.

The loss of the territory where the first centre of the Order was established, and where the Order possessed its chapel does not involve its dissolution. Its property and its activities are transferred to other possessions of its founder. At the time of these events, it does not appear, and it has not been alleged, that any protests were made against this transfer as any violation of the statutes of the Order or, in particular, that King Louis XI claimed the Order and the treasure of the Fleece as a necessary accessory of the Duchy of Burgundy which he had just conquered. It is sufficient to remark that the descendants of Charles the Bold took care always, in spite of the loss of the Duchy, to preserve the title of "Duke of Burgundy", in order to keep for themselves the Headship of the Order. The Headship of the Order thus appeared to them to be attached, not to the territorial sovereignty of the Duchy of Burgundy, but to the hereditary and dynastic title of Duke of Burgundy. The Austrian Branch of the Habsburgs continued to use this title until 1816, when, without any express renunciation, it disappeared into the "etc." which ends the long list of the titles of the Habsburg sovereigns.

The transfer of the Order of the Golden Fleece from one to another of the countries, lands and lordships of the founder of the Order is not then considered about half a century after the institution of the Order and its establishment at Dijon to be a violation of the rights either of the Duchy of Burgundy or of the Order itself.

With the death of Charles the Bold (1477) and the accession of Mary of Burgundy who succeeded him in his possessions of Flanders and the County of Burgundy and in his claims on the Duchy of Burgundy, the Flemish period of the Order begins. This is the period, in its secular existence, in which the activities of the Order are greatest. From 1477 down to the abdication of Charles V there is to be observed a marked tendency on the part of the Order to attach itself exclusively or mainly to the Low Countries and to struggle to become a political factor in their life. But even at this period these characteristics are not sufficiently marked to allow the Order to be described as a national or political institution of Flanders.

These efforts of the Knights and their partial success are to be explained by the fact that



durant cette période, ses chefs et souverains sont attachés aux Pays-de-Flandres par de multiples liens. Marie de Bourgogne y a sa résidence permanente. A sa mort survenue à Gand (1482), la noblesse gantoise s'empare de la personne de son fils mineur l'archiduc Philippe, le futur Philippe le Beau; elle prétend défendre contre l'empereur Maximilien, son père, et les privilèges des provinces flamandes et les prérogatives de l'Ordre dont seul Philippe le Beau, héritier du sang de Bourgogne, aurait qualité pour revêtir la souveraineté. Entre les Chevaliers ainsi révoltés groupés à Gand et ceux fidèles à Maximilien qui l'entourent à Bruxelles ce sont, au cours des années 1483 à 1485, des échanges de notes et d'ambassades. Usant tour à tour de la diplomatie et de la force, Maximilien rétablit ses droits et obtient de conserver la souveraineté de l'Ordre jusqu'à la majorité de son fils, dont il est spécifié qu'il sera élevé à Gand et placé sous la tutelle de la noblesse flamande. Il était légitime que ses sympathies allassent aux Flandres; au cours de sa brève existence (1478-1506) il ne les quitte qu'à regret pour des séjours en Espagne où l'appelle impérieusement son beau-père le roi de Castille et où il se fait accompagner par toute une suite de seigneurs flamands.

Son fils, le duc Charles, le futur Charles-Quint, né et élevé à Gand, placé sous la tutelle de sa tante Marie de Bourgogne conservera, lui aussi, son existence durant, la trace de cette éducation première. En dépit de l'âge, de la fatigue, de l'immensité de son Empire, de la multitude de ses tâches, de la goutte le tenaillant à tel point qu'il préside de son lit le chapitre de 1545 (Utrecht), Charles-Quint semble avoir toujours tenu à honneur de convoquer dans les Flandres et d'y tenir les chapitres accoutumés.

Mais déjà, au cours de cette période, le caractère principalement flamand de l'Ordre tend à disparaître par le grand nombre de Chevaliers étrangers aux Flandres que la volonté du souverain y fait admettre. et son rôle politique est pratiquement nul.

A maintes reprises les chevaliers résidant aux Pays-Bas et qui s'y réunissent en « Assemblées » pour discuter de leurs droits et privilèges, demandant qu'il n'y soit plus admis désormais que des « seigneurs des Pays-Bas ». Cependant, le nombre des « étrangers » — le Comité reviendra plus loin sur la portée et la signification de ce terme — ne cesse de s'accroître.

Quant à son rôle politique, en dépit des efforts des Chevaliers ou de certains d'entre eux, il demeure insignifiant. Il n'apparaît guère dans le compte-rendu des chapitres qui y furent tenus ou des assemblées des Chevaliers qui les précédaient. On n'y retrouve que l'écho de leurs plaintes que l'Ordre soit tenu à l'écart du Gouvernement du pays. En 1498 dans une « assemblée » tenue en l'église Sainte-Gudule à Bruxelles, le Chancelier lit un discours où il se plaint que le chef de l'Ordre ne s'en serve pas « pour le maniement de ses affaires » et que cette noble compagnie (soit) tombée dans une espèce d'avilissement. » Ainsi en jugeait, dès la fin du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, le Chancelier de l'Ordre.

Au chapitre de 1500 (Bruxelles) les Chevaliers se plaignent officiellement au souverain d'être, en violation des statuts, exclus des délibérations des affaires du pays. En même temps, ne séparant pas le souci des affaires publiques du soin de leurs intérêts particuliers, ils font « connaître qu'on leur refuse l'exemption des tailles et accises, la rétribution journalière d'un pot de vin . . . et l'émolument d'une tasse d'épices . . . les jours de jeûne . . . comme il était ordonné par les statuts. » Philippe s'empresse de les maintenir dans leurs privilèges fiscaux. Pour le reste il se contente d'ordonner — la portée de cette concession



during this period the Heads and Sovereigns of the Order are attached by many ties to Flanders. Mary of Burgundy resided there permanently. After her death at Ghent in 1482 the nobles of Ghent seized the person of her son, Archduke Philip, the future Philip the Fair, then in his childhood, and claimed to defend against his father, the Emperor Maximilian, the privileges of the Flemish provinces and the prerogatives of the Order, the sovereignty of which Philip the Fair alone, as heir of the blood of Burgundy, could be entitled to claim. Between the revolting Knights residing at Ghent and those who adhered to Maximilian and remained with him at Brussels, there was a continuous exchange of notes and embassies during the years 1483 to 1485. By making use now of diplomacy and now of force Maximilian re-established his rights and was recognised as entitled to preserve the sovereignty of the Order until the majority of his son, for whom, however, it was provided that he was to be educated at Ghent and placed under the guardianship of the Flemish nobility. It was natural enough that his sympathies should go to Flanders; during his brief life (1478 to 1506) he was always sorry to leave that country for visits to Spain where his father-in-law, the King of Castille, imperiously invited him and where he took with him a retinue of Flemish nobility.

His son Duke Charles, the future Charles V, born and educated at Ghent and placed under the guardianship of his Aunt Mary of Burgundy, will be found to have preserved during the whole of his life the traces of his early education. In spite of age and fatigue, the vast extent of his Empire and the enormous multiplicity of his business, in spite of the gout which tortured him, and a fierce attack of which prevented him from leaving his bed when he presided over the Chapter of 1545 (Utrecht), Charles V seems always to have made it a point of honour to summon the accustomed Chapters in Flanders and to hold them there.

But during the course of this period the predominantly Flemish character of the Order is tending to disappear as a result of the great number of Knights foreign to Flanders, who were admitted by the will of the Sovereign, and its political activity is practically nil.

On several occasions the Knights residing in the Low Countries who met there in "assemblies" in order to discuss their rights and privileges demanded that for the future only noblemen of the Low Countries should be admitted to the Order. Nevertheless, the number of "foreigners" — we propose to return later to discuss the meaning of this term — is continuously on the increase.

The political activities of the Order, in spite of the efforts of the Knights or some of them, remained insignificant. The records of the Chapters and of the assemblies of Knights which preceded them show no trace of political activity. Nothing political is to be found there except the echo of their complaints that the Order is kept away from the government of the Country. In 1498, at an assembly held at the church of St. Gudule at Brussels, the Chancellor read a speech in which he complained that the Head of the Order made no use of it for the management of his affairs and that "this noble company was fallen into a kind of abasement". Such were the views of the Chancellor of the Order at the end of the 15th Century.

At the Chapter of 1500 (Brussels) the Knights complained officially to the Sovereign that they are, in violation of the statutes "excluded from the deliberations of the affairs of the "Country". At the same time, not separating the care of public affairs from a care for their own interests, they let it be known that "they were being refused exemption from taxes and excise and a daily payment of a measure of wine . . . . and the emoluments of a cup of spice . . . . on Fast days, as was ordered by the statutes". Philip did not hesitate to maintain their fiscal privileges but as to the rest of their complaint he merely gave an order



sera envisagée plus loin — que « tous les Chevaliers de l'Ordre indistinctement eussent l'entrée en ses Conseils ».

Ces chapitres sont presque exclusivement consacrés à discuter, outre des questions de préséance et de blason, l'examen et la censure des mœurs des Chevaliers. Un siècle environ après la fondation de la Toison d'Or, son caractère d'ordre de Chevalerie prédomine.

C'est ainsi, pour se borner à un exemple, qu'au chapitre d'Utrecht de 1545, il fut procédé à ce qu'on dénommait « l'information des vie et mœurs des Chevaliers présents et absents ». Certains nobles Chevaliers furent accusés ou convaincus, tour à tour : « de faire quelquefois des excès dans le boire et le manger, jurer fréquemment, de faire publiquement « gras pendant le carême . . . de porter la débauche au point de violer la foi conjugale . . . « d'être hautain, ambitieux, brutal, indévôt, avare et de cognoistre d'autres femmes que la « sienne . . . d'être adonné à la boisson et sujet à des emportements de colère . . . de s'être « abandonné quelquefois aux femmes scandaleusement et en présence de ses enfants . . . d'être « opiniâtre et attaché aux minuties . . . de fréquenter publiquement des lieux de débauche . . . « de s'enivrer très souvent et même deux fois par jour . . . d'être rempli de dettes et poursuivi « ignominieusement par ses créanciers auxquels il avait engagé plusieurs fois son collier . . . « d'être ambitieux et d'avoir eu quelque commerce de galanterie avec des filles . . . de s'être « mal comporté dans la défense des forts du duché de Wurtemberg, de s'être rangé du parti « des luthériens . . . d'être poltron, cruel envers les soldats, d'avoir retenu une partie consi- « dérable de leur prêt . . . d'avoir tenté (ce que le chef et souverain déclara avoir été établi) « d'empoisonner sa sœur et d'avoir tué sa femme . . . d'avoir permis à ses sujets la communion « sous les deux espèces ».

Charles-Quint lui-même n'était pas exempt de censure. Indépendamment même de celle qui a trait à la méconnaissance de l'article VI envisagé plus loin, les Chevaliers l'accusent (1545) de les laisser « en contravention à leurs privilèges, imposer et exécuter pour le payement des tailles, de s'exposer trop à la guerre, d'être, et tout le monde s'en plaignait, fort « lent dans l'expédition des affaires » enfin « d'avoir plusieurs dettes qui donnaient occasion « aux créanciers de murmurer hautement ».

A négliger la censure du Souverain on voit que, à vouloir maintenir intacte la conception primitive et chevaleresque du rôle de l'Ordre dont les « Chevaliers et frères » devaient « travailler à vivre vertueusement en bonnes mœurs et accroissement d'honneur et bonne « renommée, pour exemple à tous autres chevaliers et nobles, par quoi le devoir de l'Ordre « de Chevalerie et noblesse soit mieux connu et plus pris à cœur » (art. XXXI) pour ce « que des « greigneurs doit par raison venir le meilleur exemple » (art. XXXIV), les chapitres avaient fort à faire. L'Ordre n'avait guère de loisir pour se consacrer à d'autres besognes d'autant que ses pouvoirs de répression étant très faibles, à plusieurs chapitres successifs, reviennent et sont débattues les mêmes accusations contre les mêmes Chevaliers.

Toutefois, à ce même chapitre d'Utrecht, les Chevaliers censurent également Charles-Quint pour ne pas se conformer aux prescriptions de l'Article VI des Statuts. Ils se plaignent qu'il eût « manqué aux statuts en exécutant des entreprises importantes sans en informer préalablement les Chevaliers et confrères, même ceux qui étaient auprès de lui, notamment à l'égard de Tunis et d'Alger ». Les membres de l'Ordre proclament donc, à l'issue de la période où il peut être considéré comme ayant joué le rôle le plus actif et pris aux affaires publiques la part la plus active, que le souverain a entrepris des « affaires importantes » sans que ses membres eussent été consultés ni collectivement, ni individuellement. Ils témoignent que l'Article VI des Statuts, le seul qui sanctionne leur rôle politique, n'a pas reçu application. En même temps ils interprètent cet article comme ne limitant pas leur



— the meaning of this concession will be discussed later — that “all the Knights of the Order, without distinction, should have the entrée to his Councils”.

Apart from questions as to precedence and heraldry, the Chapters of the Order are almost entirely devoted to the discussion examination and censure of the morals of the Knights. About a century after the foundation of the Order of the Golden Fleece, its dominant characteristic is that of an Order of Chivalry.

Thus, to take one example only, at the Chapter of Utrecht in 1545 the Order proceeded to what were called “reports on the lives and morals of Knights present and absent”. Certain noble Knights were accused or convicted one after the other “of excesses in eating and drinking, of swearing frequently, of eating meat in public during Lent . . . of carrying debauch to the point of violating conjugal fidelity . . . of being haughty, ambitious and brutal, irreligious, miserly and having commerce with women other than his own wife . . . of being given to drinking and subject to outbursts of passion . . . of scandalous behaviour with women in presence of his own children . . . being obstinate and podantic . . . openly frequenting places of debauchery, of getting drunk very often and even twice in a day, of being full of debts and prosecuted ignominiously by his creditors to whom he had often pledged the collar of the Order . . . of being ambitious and of having had immoral relations with women of the town . . . of having behaved badly in the defence of the strong places of the Duchy of Wurtemberg and of having adhered to the party of the Lutherans . . . of being cowardly, cruel towards his soldiers and of having embezzled a considerable part of their pay . . . of having attempted (and the Head and Sovereign declares that this accusation was established) to poison his sister and of having killed his wife . . . of having allowed his subjects to receive the communion in the two kinds”.

Charles V himself was not exempt from censure. Independently of the reference to his neglect of Article VI (to which a return will be made) the Knights accused him, (1548) of allowing them “in violation of their privileges to be assessed to, and subject to process of execution for payment of taxes”, of exposing himself too much in war and of being — and indeed this was a common complaint — very slow in the despatch of his business “and lastly of having many debts which gave occasion for open grumbling by his creditors”.

Passing by this censure of the Sovereign, it is clear that the Chapters had enough to do in struggling to maintain intact the primitive chivalrous conception of the activities of the Order, whose Knights and Brethren ought “to struggle to live a virtuous and moral life with increase of honour and good renown as an example to all other knights and nobles whereby the duty of the Order of Knighthood and Nobility may be better known and taken to heart (Article 31)” and to remember that from those of high estate ought rightly “the better example to come” (Article 34); the Order had no leisure to undertake other tasks, and the more so because its powers of correction were but weak, so that the same accusations against the same Knights are repeated and discussed at several successive Chapters.

However at this same Chapter of Utrecht the Knights censure Charles V for not following the provisions of Article VI of the statutes; they complain that he had “transgressed the statutes by undertaking important enterprises without first informing the Knights and Brethren, even those who were in his company, especially in the affairs of Tunis and Algiers”. The members of the Order thus complain at the end of the period during which it may be considered as having displayed the greatest activity and taken the most active part in public affairs, that the Sovereign undertook important matters without consulting the members of the Order either collectively or individually. Thus they supply evidence that Article VI of the statutes — the one foundation of the political activity of the Knights — was not applied and, at the same time, they interpret this Article as not limiting their rights as



droit de conseillers aux seules affaires des Pays-Bas. Ne se plaignent-ils pas tout particulièrement de n'avoir pas été consultés lors des expéditions de Tunis et d'Alger, à la suite desquelles Charles-Quint se revêtit du titre de « Dominateur de l'Afrique » et qui ne se rattachaient certainement pas à titre exclusif aux affaires et à la prospérité de ses seigneuries des Pays-Bas ?

En 1559 à Gand, même protestation ; mais les revendications personnelles l'emportent sur les griefs politiques et les Chevaliers se contentent d'attester une fois de plus, en exprimant le regret, que l'Article VI est tombé en désuétude. (Reiffenberg, p. 477).

C'est pendant cette période flamande, en fait de 1509 à 1555, qu'on relève les édits dont le mémoire belge fait état mentionnant la présence aux Conseils et l'avis des Chevaliers de l'Ordre.

C.  
Période  
espagnole :  
1555-1713.

Avec Philippe II commence l'ère espagnole qui se prolongera jusqu'au Traité d'Utrecht (1713) ; avec lui cesse toute activité politique de l'Ordre de la Toison d'Or.

Après avoir reproduit les remontrances soumises à son nouveau souverain par le chapitre de 1559, le rédacteur du procès-verbal ajoute : « L'on ne voit pas ce que le roi jugea à propos de répondre à ces remontrances. » La réponse pour n'avoir été ni immédiate ni formulée en termes exprès n'en fut pas moins très claire. Ce chapitre fut le dernier et ainsi l'Ordre perdit le moyen de se plaindre que les souverains eussent laissé tomber en quenouille l'Article VI des Statuts.

Cette disparition des chapitres entraînait l'abolition du dernier privilège conféré à l'Ordre par les statuts et qui subsistât encore, à savoir : l'élection des Chevaliers. Sans doute les Articles XLIV et suivants des statuts stipulent que les Chevaliers destinés à remplacer les Chevaliers décédés seront élus, que « ladite élection se fera au temps et lieu du chapitre ordinaire et non autrement . . . ». Ils règlent minutieusement les modalités de l'élection où le souverain n'a de vote prépondérant qu'au cas d'égalité de voix. Mais ces articles étaient « muables ». En conséquence, par des brefs émanant de la Papauté, les souverains espagnols conquièrent le droit de désigner désormais seuls, et sans en référer aux Chevaliers en exercice, les membres de l'Ordre.

A cet effet Philippe II et Philippe III obtinrent de 1577 à 1608 une série de brefs qui les autorisèrent, sans consulter les Chevaliers ni réunir les chapitres, d'abord à remplir les places vacantes, au moment où le bref était concédé, puis « tant les places qui étaient pour « lors vacantes que celles qui viendraient à vaquer ». C'est de la sorte que, au cours de leurs règnes respectifs, Philippe II nomma seul 4 Officiers et 30 Chevaliers et Philippe III 62 Chevaliers (C. f. Reiffenberg- p. LVI).

Les chevaliers, qu'ils fussent ou non originaires des Flandres, ne disposent donc plus d'aucun droit dans l'Ordre. Le Souverain seul décide de ses destinées.

L'Ordre qui vainement s'efforça d'être, durant une courte période, une institution nationale et un rouage politique n'est plus qu'une institution dynastique, où prédomine, au point de vue national, le caractère espagnol.

Il n'a jamais été allégué que, en Espagne, l'Ordre ait joué un rôle politique ; aux Pays-Bas les chapitres ont cessé de se réunir parce qu'ils ont cessé d'être convoqués ; les édits où il était mentionné que des membres de l'Ordre avaient participé à leur délibération ne paraissent plus à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle.

Philippe II et Philippe III usent de leur droit souverain de choix de telle sorte que les membres espagnols occupent dans l'Ordre, par leur nombre, par le rôle qu'ils jouent auprès du souverain une place prépondérante.

L'article XXIX des statuts avait institué quatre « officiers » de l'Ordre : le Chancelier, le



Counsellors to business of the Low Countries. Is not indeed their special complaint that they were not consulted for the expeditions of Tunis and Algiers, as a result of which Charles V, gave himself the title of "Dominator of Africa" and which certainly had no exclusive connection with the affairs and prosperity of his lordships of the Low Countries.

In 1559 at Ghent the same protests were made but personal claims were more prominent than political grievances and the knights contented themselves with calling to witness yet once more, and regretting, that Article VI is fallen into disuse (Reiffenberg p. 447).

It is during this Flemish period and between the years 1509 and 1555 that the edicts referred to in the Belgian case mentioning the presence of knights of the Order at councils and the advice given by them, will be found.

C.  
Spanish  
Period :  
155-1713.

With Philip II the Spanish period begins; it lasts until the Treaty of Utrecht, 1713, and it marks the cessation of the political activity of the Order of the Golden Fleece. The reporter of the proceedings of the Chapter of 1559, after recording the remonstrances that were made to the new Sovereign, added "It does not appear what answer the King saw fit to give to these remonstrances." In truth, the answer, though not immediately given in express language, was clear enough; this Chapter was the last, and so the Order lost the means of complaining that its sovereigns had allowed Article VI of the statutes to be made of no effect.

The disappearance of the Chapters involved the abolition of the last still subsisting privilege conferred by the statutes on the members of the Order: the election of new knights. No doubt Articles XLIV and following of the statutes had stipulated that the successors of deceased knights should be elected and that "the said election shall be held at the time and place of the ordinary Chapter and not otherwise", and had regulated minutely the methods of election in which the Sovereign has a casting vote only if the votes are equal.

But these Articles were subject to alteration and thus by briefs emanating from the Papacy the Spanish Sovereigns acquired the right of appointing the members of the Order by their own sole authority without any reference to the knights.

For this purpose Philip II and Philip III obtained from 1577 to 1608 a number of briefs which authorised them, without consulting the knights or the Chapters first to fill places vacant at the date of the brief and subsequently "as well the places which were then vacant as those which might become vacant thereafter". In this way during their reigns Philip II appointed four officers and thirty knights, and Philip III sixty-two knights (Reiffenberg Page LVI).

The knights whether they are natives of Flanders or not have no longer any rights over the Order: the Sovereign alone decides its destinies.

The Order which had struggled in vain for a short period to be a national institution and a piece of political machinery is now merely a dynastic institution, the predominant national characteristic of which is Spanish.

It has never been alleged that in Spain the Order played a political part; in the Low Countries the Chapters have ceased to meet because they have ceased to be summoned; the edicts containing the statement that members of the Order had taken part in their discussion ceased to appear at the end of the 16th century.

Philip II and Philip III used their sovereign right of nomination in such a fashion that very soon the Spanish members had a preponderant place in the Order, both by their number and by their position in relation to the Sovereign.

Article XXIX of the statutes had established « four officers » who, in order of importance,



Trésorier, le Greffier et le roi d'armes. Ils constituaient le noyau et l'organe administratif de l'Ordre. Dès la fin du xvi<sup>e</sup> siècle trois d'entre eux cessent de résider aux Pays-Bas : « François « Damant, dit Reiffenberg (p. LV), conseiller et Roi d'armes de l'Ordre qui assista . . . à la « publication de la cession des Pays-Bas et de la Bourgogne aux archiducs Albert et Isabelle « fut le dernier qui résida aux Pays-Bas. Ses successeurs se retirèrent à la cour de Madrid, et « depuis, à celle de Vienne, de même que le Chancelier et le Greffier de l'Ordre qui y furent « évoqués. Le Trésorier seul resta aux Pays-Bas jusqu'à la domination des Français attendu « que le Trésor n'en pouvait sortir. »

Le Comité retrouvera et discutera plus loin cette dernière affirmation. Qu'il suffise pour l'instant de retenir que des quatre officiers de l'Ordre, trois sur quatre résidaient à demeure en Espagne et, selon toute vraisemblance, étaient de nationalité espagnole.

Bref, l'Ordre qui avait été, dans la pensée de son fondateur, une sorte de monarchie héréditaire où les droits du monarque étaient limités par ceux des membres ses « compagnons » est devenu et demeure une monarchie absolue.

Avec les Traités d'Utrecht, de Rastatt et de Bade (1712-1713) qui mettent fin tant à la guerre de la succession d'Espagne qu'à la domination de la Cour de Madrid sur les Pays-Bas Catholiques, cesse la période espagnole. Les Flandres passent sous la domination des Habsbourg d'Autriche; en même temps, en dépit des protestations des Bourbons d'Espagne, les Habsbourg conservent le Trésor de la Toison d'Or et s'attribuent la souveraineté de l'Ordre.

Il n'y a pas lieu de revenir ici, à l'occasion de la présente revendication, sur la querelle qui, pour la maîtrise de l'Ordre, divisait l'Empereur Charles VI et Philippe V d'Espagne, dès lors que, ni dans ses mémoires ni dans ses plaidoiries, la Belgique n'a contesté la légitimité des droits de la branche autrichienne dont même elle tire argument pour justifier sa thèse.

Il suffit ici de faire observer que, pour changer de souverain, l'ordre ne changea pas de caractère et que la branche autrichienne ne traita pas l'Ordre autrement qu'avait fait la branche espagnole. Vienne ne fit que remplacer Madrid. Il en résulta qu'il y eut à Vienne outre le souverain de l'Ordre, le Chancelier, le Greffier et le Roi d'armes de l'Ordre, le seul Trésorier demeurant à Bruxelles comme par le passé, et que les Chevaliers originaires des possessions et souverainetés des Habsbourg remplacèrent les Chevaliers espagnols demeurés dans l'Ordre de Philippe V.

Il est particulièrement frappant à cet égard de constater que, en 1794, lors du transfert du Trésor à Vienne, parmi les 54 chevaliers que l'Ordre compte à cette date, il n'en est que 5, d'après la liste communiquée par le Gouvernement autrichien (Éclaircissements complémentaires p. 3) qui fussent originaires des Pays-Bas.

Mais les chapitres ne sont pas à nouveau convoqués; la mention de l'avis des membres de la Toison d'Or ne reparait pas dans les édits; le souverain continue à nommer seul les membres de l'Ordre; aucune trace n'est relevée d'un rôle politique attribué à l'Ordre, et, exception faite de la présence à Bruxelles du Trésorier et du Trésor, aucun lien apparent ne rattache l'Ordre aux Pays-Bas. A la souveraineté absolue de Madrid a succédé la souveraineté absolue de Vienne; sans plus.

D.  
Période  
autrichienne :  
depuis 1713.



were the Chancellor, the Treasurer, the Registrar and the King of Arms. They were the kernel and administrative organ of the Order. From the end of the 16th century three of them ceased to reside in the Low Countries. François Damant, says Reiffenberg, Page LV, « Councillor and King of Arms of the order, who was present . . . at the declaration of the cession of the Low Countries and Burgundy to the Archduke Albert and Isabella, was the last to reside in the Low Countries. His successors moved to the Court of Madrid and afterwards to that of Vienna, in the same way as the Chancellor and Registrar of the Order were summoned to reside there. The Treasurer alone remained in the Low Countries until the period of French rule, seeing that the Treasure could not leave the Low Countries ».

This last statement will be taken up and discussed later. For the moment it is sufficient to observe that of the four officers of the order three resided permanently in Spain and in all probability were of Spanish nationality.

In the conception of its founder the order was a sort of hereditary monarchy in which the rights of the monarch were limited by those of the knights of the Order as « Companions. » But the Order became and remained an absolute monarchy.

Austrian  
Period :  
m 1713.

With the Treaties of Utrecht (1713) and Rastatt and Baden (1712, 1713), which put an end to the war of the Spanish Succession and to the domination of the Court of Madrid over the Catholic Low Countries, the Spanish period terminates. Flanders passed under the rule of the Austrian Habsburgs and at the same time in spite of the protests of the Spanish Bourbons, which will be discussed later, the Hapsburgs kept the Treasure of the Golden Fleece and claimed the Sovereignty of the Order.

There is no need to hark back with reference to the present contest to the quarrel for the mastership of the Order between the Emperor Charles VI and Philip V of Spain, seeing that Belgium both in its memoirs and in the oral discussion did not contest the legitimacy of the rights of the Austrian branch, on which indeed she relies in support of her case.

It is sufficient here to remark that in changing its Sovereign the Order did not change its character and that the Austrian branch treated the Order in the same way as the Spanish branch had treated it. The only change was that Vienna was substituted for Madrid with the result that there were at Vienna in addition to the Sovereign of the Order, its Chancellor, Registrar and King at Arms, the Treasurer alone remaining at Brussels as in the past, and that knights who were natives of the possessions and sovereignties of the Habsburgs took the place of the Spanish knights who remained in the Order of Philip V.

Particularly striking is it to observe in this connection that in 1794, when the Treasure was transferred to Vienna, of the fifty-four knights who at that date were members of the Order five only, according to the list communicated by the Austrian Government, (Page 3 of the Supplementary Explanations) were natives of the Low Countries.

No more chapters were convoked : no more edicts spoke of the advice of the members of the Order of the Golden Fleece. The sovereign alone continued to appoint members of the Order; no trace can be discovered of any political activity of the Order, and with the sole exception of the presence at Brussels of the Treasurer and Treasure no visible tie connects the Order with the Low Countries. The absolute sovereignty of Madrid has been succeeded by the absolute sovereignty of Vienna; nothing more.



#### IV. — CARACTÈRES DE L'ORDRE.

Quels sont donc les textes, événements et circonstances relevés par le Gouvernement belge au cours de l'histoire de l'Ordre et qu'il invoque pour lui attribuer ce caractère national et politique dont il doit justifier pour que sa demande en revendication puisse être accueillie ?

Ce sont, d'après le Gouvernement belge, les suivants :

1° La mention qui figure dans le préambule des statuts que l'Ordre assume, entre autres tâches, celle du maintien de la « tranquillité et prospérité de la chose publique » et la stipulation de l'article VI des statuts. Rappelons que ce dernier comporte l'engagement de la part du souverain de n'entreprendre « aucune guerre ou hautes et pesantes besognes sans avoir pris « conseil de la greigneur partie des frères chevaliers ».

2° Le préambule de nombreux édits publiés en Flandres aux xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles témoigne que des membres de la Toison d'Or ont exercé « le rôle de conseillers du chef et souverain ».

3° Lorsque Charles-Quint abdiqua en faveur de son fils Philippe II ses diverses souverainetés, il lia étroitement la cession de la maîtrise de l'Ordre à celle de la Souveraineté des Pays-Bas effectuées à des dates concomitantes, tandis qu'il ne lui transférait qu'ultérieurement et par un acte distinct ses titres aux possessions rattachées à la couronne d'Espagne.

4° Les protestations formulées par les Chevaliers de l'Ordre, lorsque Philippe II, en 1598, céda les Pays-Bas à sa fille et à son gendre les archiducs Albert et Isabelle, tout en conservant pour lui le Titre et les prérogatives de souverain de l'Ordre; ainsi que les réserves dont Philippe II entoura cette cession.

5° Les exemptions d'impôts et les droits de « Pain et Vin » mis à la charge des Finances belges et dont les Chevaliers de l'Ordre ne jouissaient que aux Pays-Bas.

6° « Les Chevaliers n'appartenant pas aux pays bourguignons » n'ont jamais été admis dans l'Ordre « qu'à titre d'étrangers... sans jouir en Belgique des privilèges politiques et fiscaux réservés aux régnicoles ».

7° Au cours du xviii<sup>e</sup> siècle, à diverses reprises, par l'organe de Kaunitz, de Neny et de Prié, la Cour d'Autriche affirma et fit soutenir que la souveraineté de l'Ordre était nécessairement rattachée à la possession des Pays-Bas.

8° « Le Trésor de l'Ordre était entretenu et le Trésorier rémunéré aux frais des finances publiques des Pays-Bas ». Le Trésor, au surplus, ne pouvait quitter le territoire des Pays-Bas, non plus que la Chapelle de l'Ordre instituée à Bruxelles.

9° La présence nécessaire et permanente à Bruxelles du Trésor et de la Chapelle de l'Ordre suffit à justifier que l'Ordre avait en cette ville, partant sur le territoire des Flandres son « siège », son « domicile légal ».



#### IV. — CHARACTER OF THE ORDER.

What, then, are the authorities, facts, and circumstances during the history of the Order on which the Belgian Government relies to establish this national and political character which is essential if effect is to be given to the Belgian claim? According to the Belgian Government, they are the following :

1. The statement in the preamble to the statutes that the Order undertakes, amongst other tasks, to maintain the peace and prosperity of the common weal, and the provision of Article VI to the effect that the Sovereign pledges himself not to undertake any war or other high and weighty enterprise before "We have communicated Our purpose to the major part of the said Brethren and Knights".

2. The preamble to several edicts published in Flanders in the fifteenth and sixteenth centuries shows that members of the Order of the Golden Fleece exercised "the functions of counsellors of the Chief and Sovereign".

3. When Charles V abdicated his various sovereignties in favour of his son, Philip II, he connected the cession of the Mastership of the Order closely with that of the sovereignty of the Low Countries, these cessions taking place contemporaneously, while it was only later, and by a distinct act, that he transferred his titles to possessions connected with the Crown of Spain.

4. The protests of the knights of the Order when Philip II in 1590 ceded the Low Countries to his daughter and son-in-law, the Archduke and Duchess Albert and Isabella, while keeping for himself the title and prerogatives of Sovereign of the Order, and also the reserves which Philip II made at the time of this cession.

5. The exemptions from taxes and the right to "bread and wine" which was charged to the Belgian finances and which the knights of the Order enjoyed only in the Low Countries.

6. "The knights that did not belong to the Burgundian lands" were never admitted in the Order "excepting as foreigners . . . and did not enjoy in Belgium the political and fiscal privileges which were reserved to natives".

7. During the eighteenth century, on various occasions the Austrian Court, by the mouths of Kaunitz, De Neny, and De Prié, argued that the sovereignty of the Order was attached to the possession of the Low Countries.

8. "The treasure of the Order was maintained, and the Treasurer paid, out of the public finances of the Low Countries. The treasure, moreover, could not leave the territory of the Low Countries, any more than the chapel of the Order established at Brussels". The situation in Brussels of the treasure and the chapel of the Order establishes, in the view of the Belgian Government, that the Order had its "seat" or "legal domicile" in that town.

9. The fact that the treasure and the chapel of the Order had to be, and were in fact, permanently kept and situated at Brussels is sufficient to prove that the Order had its "legal domicile" in that town, and therefore on Flemish territory.



1<sup>o</sup> L'Ordre était et ne pouvait être en 1794 légalement domicilié que aux Pays-Bas, en conséquence, la législation révolutionnaire française promulguée en Belgique en 1795, a transféré au « domaine public » belge les biens de « tous ordre de Chevalerie », le Trésor de la Toison d'or y compris. Ce transfert a été confirmé par le Traité de Campo-Formio par où l'Empereur d'Autriche a renoncé, au bénéfice de la France, « à tous droits et titres aux provinces belgiques ». Tels sont les titres dont se prévaut le Gouvernement belge, actuellement aux droits de la France, pour revendiquer le Trésor.

Le Comité va suivre le Gouvernement belge dans l'examen et la discussion de ces témoignages du caractère politique et national de l'Ordre.

### 1. — TEXTE DES STATUTS.

Sur le premier point (Maintien de la « tranquillité et prospérité de la chose publique » et Article VI des Statuts) le Comité ne peut que s'en rapporter à son analyse des Statuts et aux indications qu'il a déjà fournies concernant l'application de leur Article VI (pages 25, 26 et 30).

### 2. — RÉFÉRENCES À L'ORDRE DANS LE PRÉAMBULE D'ÉDITS.

Il est vrai que, au cours du xvi<sup>e</sup> siècle, comme fait observer le Gouvernement belge, le préambule de divers édits publiés en Flandres vise « l'avis des Chevaliers de l'Ordre ». La Belgique en conclut au rôle politique joué par l'Ordre dans les Flandres.

Mais cette mention paraît devoir s'expliquer par les circonstances suivantes : Au chapitre de Valenciennes de 1473, le souverain de l'Ordre avait spécifié que les Chevaliers « auraient « entrée au Grand Conseil du Souverain où ils prendraient rang et place ensemble, qu'il leur « serait aussi permis d'entrer dans toutes les chambres du Conseil du Souverain établies pour « le Gouvernement de ses États ». (Voir Reiffenberg p. 81.)

Il était par là prévu non que l'Ordre en tant que tel, pris en son ensemble, constituerait un rouage, un Conseil de l'État; le Souverain déclarait seulement et pour témoigner de la considération en laquelle il tenait les membres de l'Ordre envisagés individuellement qu'ils auraient en tous temps libre entrée dans ses Conseils.

Il ne semble pas que cet engagement ait été fidèlement tenu et, lors du chapitre de Bruxelles (1500), à une époque où la grande majorité des Chevaliers était encore originaire des Pays-Bas, aux réclamations de l'Ordre demandant l'application de l'Article VI des Statuts, Philippe le Beau répond en renouvelant l'engagement beaucoup plus vague et moins compromettant du chapitre de 1473. Il suffisait donc qu'il eût appelé quelques-uns des Chevaliers dans l'un de ses Conseils pour une affaire déterminée ou qu'ils s'y fussent trouvés de droit, par l'exercice même de leurs fonctions, pour que l'Édit promulgué à la suite de cette réunion pût valablement mentionner que les membres de l'Ordre avaient été appelés à en délibérer. Ainsi le Souverain pouvait justifier qu'il respectait les prérogatives de l'Ordre et faisait appel à sa collaboration.

Du texte des Édits invoqués, il résulte donc non pas que le consentement soit de l'Ordre tout entier soit de ses membres individuellement consultés, fût nécessaire à leur validité, mais seulement que le souverain, pour respecter la lettre de ses engagements et parce que, au surplus, la qualité de membre de l'Ordre jouissait à l'époque et spécialement aux Pays-Bas d'un réel prestige, estimait rehausser la valeur de ses édits en spécifiant qu'il ne les avait rendus que après avis de Membres de la Toison d'Or. A cet égard il convient d'attirer l'attention sur cette circonstance que l'Article VI prévoit que l'avis sera pris non de l'Ordre



10. The Order was in 1794, and legally could only be, domiciled in the Low Countries; therefore, the French revolutionary legislation which was promulgated in Belgium in 1795 transferred to the Belgian "public domain" the property of "all Orders of Chivalry" including the treasure of the Order of the Golden Fleece; this transfer was confirmed by the Treaty of Campo Formio, whereby the Emperor renounced in favour of France "all rights and titles to the Belgian Provinces"; the Belgian Government, which has succeeded to the rights of France is thus justified in claiming the treasure.

The Committee propose to follow the Belgian Government in examining and discussing this evidence in support of the political and national character of the Order.

#### 1. — TEXT OF THE STATUTES.

On the first point (the maintenance of the peace and prosperity of the common weal, and Article VI of the statutes), the Committee can only refer to its examination of the statutes and to the views which it has already explained as to the application of Article VI (see pages 25, 26 and 30).

#### 2. — REFERENCES TO ORDER IN PREAMBLES TO EDICTS.

It is true that during the sixteenth century, as the Belgian Government remark, the preambles to several edicts published in Flanders speak of "the advice of the Knights of the Order", and the Belgian Government infers from this that the Order had a political character in Flanders:

But these references may be explained by the following circumstances. At the chapter held at Valenciennes in 1473, the Sovereign of the Order had laid down that the knights "should have the entrée to the Great Council of the Sovereign, where they would take rank and place together, and that they would also be permitted to enter the Chambers of all Councils which the Sovereign established for the government of his States". (Reiffenberg, page LXXXI). This was not a provision that the Order, as such, should be a part of the Government or the Council of State; the Sovereign only made a declaration, to show the consideration in which he held the individual members of the Order, that they should at all times have free entry into all his Councils.

The undertaking appears not to have been faithfully kept; at the chapter at Brussels (1500), at a period when the great majority of the knights were still natives of the Low Countries, Philip the Fair, when the Order claimed the application of Article VI of the statutes, answered by renewing the vague and non-committal undertaking given at the chapter of 1473. It would therefore have been sufficient that he should have called some of the knights to one of his Councils for any particular matter, or that some of them should have been there as a matter of right in the exercise of their functions, for an edict promulgated as a result of such a Council Meeting to state quite correctly that the members of the Order had been invited to the discussion. In this way, the Sovereign could say that he had respected the prerogatives of the Order and availed himself of its collaboration.

The language of the edicts to which reference is made thus does not show that the consent, either of the Order as a whole or of its members taken individually into counsel, was necessary for the validity of the edicts but only that the Sovereign, in order to respect the letter of his undertakings, and because, moreover, membership of the Order conferred at that time, and specially in the Low Countries, a real prestige, considered that he added to the weight of his edicts when he indicated that he had only made them after consulting the Knights of the Golden Fleece. In this connection, attention may specially be directed to



tout entier réuni en Assemblée ou chapitre mais de « la greigneur partie des frères Chevaliers ».

Sans doute cette mention ne paraît guère figurer qu'en tête d'édits rendus aux seuls Pays-Bas et pour recevoir exécution dans leurs limites. Mais précisément le plus grand nombre des édits mentionnés correspondent, par leur date, à la période principalement flamande de l'Ordre, celle où il n'exerçait son activité, si limitée fût-elle, qu'en Flandre où les Chevaliers flamands jouaient un rôle prépondérant, et les Mémoires belges placent les deux derniers édits qui font mention expresse d'un avis émis par les Chevaliers de l'Ordre en 1555 et en 1597 (Réponse belge à la duplique autrichienne, p. 22) [1].

### 3. — ABDICATION DE CHARLES-QUINT.

La Belgique tire argument, pour justifier du lien nécessaire et indissoluble entre la maîtrise de l'Ordre et la possession des Pays-Bas, des conditions dans lesquelles s'effectua l'abdication de Charles-Quint et le transfert de ses droits et domaines à son fils. Il abdiqua en effet, à Bruxelles en Octobre 1555 les « pays d'en deçà (Pays-Bas) avec le duché de Bourgogne » ainsi que la dignité de chef et souverain de l'Ordre, et à Madrid le 16 Janvier 1556 ses royaumes d'Espagne.

Mais Charles-Quint, fils de Philippe le Beau et de Jeanne de Castille, avait hérité les premières souverainetés de son père et les secondes de sa mère. La souveraineté de l'Ordre n'avait rien de commun avec son héritage maternel. Quoiqu'il transmitt les unes et les autres à son fils aîné il lui apparut sans doute qu'il convenait de lui transférer en deux fois et par une double cérémonie son double héritage.

De la procédure suivie il ressort seulement que la souveraineté de l'Ordre constituait l'un des titres qu'il avait hérités de son père.

Il semble que telle soit l'interprétation que comporte la déclaration qu'il fit à cet égard au Congrès de 1555 et que l'inventaire de Turck reproduit comme suit (Cf. Reiffenberg, p. 41) : « L'empereur exposa que comme, en qualité de Seigneur de ces pays et de Duc de Bourgogne, il était chef et souverain de l'Ordre, son intention était de se dépouiller pareillement de cette dignité en faveur de son fils, requérant les Chevaliers de le reconnaître pour chef dès que la cession des mêmes pays aurait été effectuée. » De cette déclaration, il est impossible de conclure auquel des deux titres celui de « seigneur des Pays-Bas » ou celui de « Duc de Bourgogne », il rattachait la Maîtrise de l'Ordre. Ce qui est certain, c'est que Charles-Quint transféra à son fils, au même moment et par deux actes étroitement liés, toute la partie

---

(1) Le Comité tient à signaler que, au cours de ses recherches, il a eu l'occasion de rencontrer, dans l'acte de cession des Pays-Bas et du Comté de Bourgogne par Philippe II à Albert et Isabelle (Pinedo y Salazar T. III p. 327), une mention qui paraît bien devoir se rapporter à l'Ordre. La cession est déclarée avoir été faite : « En conséquence des avis qui pour Nous et notre fils ont été communiqués aux chefs, et Chevaliers de notre Ordre, aux Conseils et États de nos dits Pays-Bas qui sont soumis à notre souveraineté ainsi qu'à ceux de Notre pays et Comté de Bourgogne ».

S'il faut voir dans ce passage une référence à l'Ordre de la Toison d'Or, il convient d'observer que la forme employée à cette occasion paraît bien plus conciliable avec une communication faite aux membres de l'Ordre qu'avec un avis qui leur eût été demandé. Au surplus, et ce témoignage paraît décisif, il ressort de l'histoire même de cette cession (voir plus loin p. 36 et suiv.) que les questions qui furent posées à Philippe II à son occasion et à sa suite par les membres de l'Ordre sont incompatibles avec la notion d'une consultation réelle effective de l'Ordre qui eût précédé la cession.



the point that Article VI provides that the Sovereign will consult, not with the Order as a whole united in an assembly or chapter, but with « the major part of the Knights and Brethren ».

It is true that this reference is to be found only at the beginning of edicts made in the Low Countries and intended to be executed there.

But the greater number of the edicts to which reference is made correspond in date to the predominantly Flemish period of the Order, when the Order exercised in Flanders alone its activity, limited though it was, and when the Flemish knights were preponderant in the Order; the Belgian Memoir speaks of the two last edicts which make express mention of an opinion given by the knights of the Order, in 1555 and in 1597 (Belgian Answer to the Austrian Rejoinder, page 22) (1).

### 3. — ABDICATION OF CHARLES V.

In order to establish a necessary and indissoluble connection between the headship of the Order and the possession of the Low Countries Belgium relies on the circumstances of the abdication of Charles V and the transfer to his son of his rights and domains. Charles V abdicated at Brussels in October 1555, the countries "on this side" (*pays d'en deça*) [*i. e.* the Low Countries] together with the Duchy of Burgundy, and also the dignity of Chief and Sovereign of the Order; it was not until 16th January 1556 that he abdicated at Madrid his Spanish kingdoms.

But Charles V, son of Philip the Fair and of Joan of Castile, had inherited from his father the sovereignties which he abdicated in October 1555, and from his mother the sovereignties which he abdicated in January 1556. The sovereignty of the Order had no connection with his maternal heritage; although in each case the transfer was to his eldest son he no doubt thought that his dual inheritance ought properly to be transmitted by two separate acts and a double ceremony.

What he did implies nothing more than that the headship of the Order was one of the titles that he derived from his father. The declaration which he made at the Congress of 1555 (reported in the inventory of De Turck cf. Reiffenberg p. 41) ought to be understood in this sense. "The Emperor explained that seeing that as Lord of these countries and Duke of Burgundy he was Chief and Sovereign of the Order of the Golden Fleece, his intention was equally to lay aside this latter dignity in favour of his son, requesting the knights to recognise him as Head as soon as the cession of these countries should have been carried into effect." This does not show which of the two titles that of "Lord of the Low Countries" or "Duke of Burgundy", he connected the Headship of the Order.

(1) The Committee in the course of its investigations has found what may be a reference to the Order of the Golden Fleece in the deed of cession (1598) by Philip II of the Low Countries and Franche-Comté to Albert and Isabella (Pinedo, vol. 3, page 327). The grant is said to be made « in consequence of the opinions which for Us and Our said son have been communicated to the chiefs, lords and knights of Our Order, to the Councils and estates of our said Low Countries which are in Our obedience, and also to those of Our country and county of Burgundy ».

If this is a reference to the Order of the Golden Fleece it should be observed that the formula employed suggests rather communication to, than consultation with, the members of the Order, and what is more important, it is perfectly clear from the subsequent history of this cession (see pages 36 and following of this report) that there cannot have been any real and effective consultation with the members of the Order, otherwise the questions that they subsequently put in relation to this cession are hardly conceivable.



de l'héritage de son père Philippe le Beau qu'il avait décidé de lui attribuer, que par contre, Philippe II, héritier de cet ensemble de souveraineté, transmet à son successeur Philippe III, en qualité à la fois de Roi d'Espagne et de duc de Bourgogne et les Royaumes d'Espagne et la Maîtrise de la Toison d'Or.

#### 4. — CESSIION AUX ARCHIDUCS ALBERT ET ISABELLE.

Le Gouvernement belge invoque et les protestations des Chevaliers de l'Ordre lors de la cession des Pays-Bas aux Archiducs Albert et Isabelle et les réserves dont cette cession fut accompagnée de la part de Philippe II.

La cession en toute propriété des Pays-Bas par Philippe II aux Archiducs Albert et Isabelle constitue assurément une circonstance particulièrement importante pour fixer le véritable caractère de l'Ordre, mais il apparaît au Comité qu'elle fournit un argument, peut-être décisif, en faveur de la thèse autrichienne.

Quoi qu'il en soit, il convient d'examiner successivement et les réserves formulées par Philippe II lors de l'acte de cession et les protestations qu'elles auraient provoquées de la part des Chevaliers.

A. Réserves de Philippe II. En 1598 Philippe II renonce au bénéfice de sa fille l'Infante Isabelle et de son gendre l'Archiduc Albert à la Souveraineté des Pays-Bas et du Comté de Bourgogne, tout en conservant expressément, par le même acte, pour lui et ses descendants lui succédant au trône d'Espagne, avec le titre de Duc de Bourgogne, la Souveraineté de l'Ordre de la Toison d'Or.

Sans doute la cession des Pays-Bas à l'Infante et à son époux est accompagnée de conditions qui peuvent être qualifiées de « réserves ». Elles prévoient en particulier la « réversion » de la souveraineté des Pays-Bas à la couronne d'Espagne au cas où les Archiducs n'auraient pas d'héritiers, comme au cas où leur postérité viendrait à s'éteindre et elles subordonnent le mariage de ces héritiers au consentement du Roi d'Espagne.

Il n'en est pas moins vrai que si les Archiducs, désormais souverains des Pays-Bas, ont des héritiers, la possession des Pays-Bas se trouve séparée pour une période qui peut être illimitée et de la couronne d'Espagne, et du titre de Duc de Bourgogne et de la Souveraineté de l'Ordre de la Toison d'Or.

Si l'Ordre est un Ordre dynastique dont la souveraineté appartient nécessairement aux héritiers, par ordre de primogéniture, et en tant que successeurs du titre de Duc de Bourgogne, du fondateur Philippe le Bon, la décision prise par Philippe II n'est que la stricte application de la règle. Dès lors qu'il est l'héritier direct, par le sang, du fondateur, dès lors qu'il est revêtu du titre de Duc de Bourgogne, dès lors qu'il a un fils pour recueillir ce double héritage, il est normal de lui conserver ses droits à pareils titres et de ne pas les transférer à sa fille l'Infante Isabelle.

Par contre la décision de Philippe II serait incompatible avec la conception d'un ordre national et politique dont l'activité ne pourrait s'exercer que dans les limites et au bénéfice des Pays Bas. Le souverain d'un pays étranger ne saurait être le chef d'un Ordre national. Comment par ailleurs la Toison d'Or pourrait-elle être qualifiée d'institution politique des Pays-Bas à partir du moment où les souverains de ce pays ne disposeraient plus sur lui d'aucune autorité, et où la maîtrise de l'Ordre appartiendrait à un souverain étranger ?



What is certain is that if Charles V transferred to his son, Philip II, at the same time and by two closely connected acts all that part of the inheritance of his father, Philip the Fair, which he had decided to assign to him, on the other hand, Philip II, as heir of these aggregate sovereignties, transmitted, as King of Spain and at the same time "Duke of Burgundy", to his successor, Philip III, both the Spanish Kingdom and the mastership of the Golden Fleece.

#### 4. — CESSION TO ALBERT AND ISABELLA.

The Belgian Government also relies on the protest made by the knights of the Order when the Low Countries were ceded to Arch-Duke and Duchess Albert and Isabella, and the reserves on the part of Philip II which accompanied the cession.

Clearly, the absolute cession of the Low Countries by Philip II to Albert and Isabella is a fact of particular importance in determining the true character of the Order; but in the view of the Committee, it furnishes an argument which is perhaps decisive in support of the Austrian case.

It is necessary to examine (A) the reserves which Philip made at the time of the cession, and (B) the protests on the part of the knights which these reserves are said to have called forth.

Reserves  
of  
Philip II.

In 1598, Philip II renounced, in favour of his daughter, the Infanta Isabella, and his son-in-law, the Archduke Albert, the sovereignty of the Low Countries and the County of Burgundy (*i. e.* Franche-Comté - not the Duchy of Burgundy), while expressly preserving by the same deed for himself and his descendants, successors on the throne of Spain, the title of "Duke of Burgundy", together with the sovereignty of the Order of the Golden Fleece. No doubt, the cession of the Low Countries to the Infanta and her husband is subject to conditions which can be called "reservations", in particular conditions which provide for the reversion of the sovereignty of the Low Countries to the Crown of Spain in the event of there being no children of Isabella and Albert, or in the event of a subsequent failure of their issue, and make the consent of the King of Spain a necessary condition of the marriage of their children and, possibly, of their remoter issue.

But it is nevertheless true that if Albert and Isabella, sovereigns of the Low Countries, should have issue, the possession of the Low Countries is separated, for what may prove an indefinite period, from the Crown of Spain, and from the title of "Duke of Burgundy" and the sovereignty of the Order of the Golden Fleece. If the Order is a dynastic Order, the sovereignty of which belongs necessarily to the heirs of the founder, Philip the Good, in order of primogeniture, as his successors to the title of "Duke of Burgundy", the decision of Philip II is only a strict application of the rule, as he is the direct heir of the founder in blood and the bearer of the title of "Duke of Burgundy". As he has a son who is heir to his rights in both these capacities, it is natural that he should preserve his rights to the Duchy of Burgundy and the Golden Fleece and not transmit them to his daughter, the Infanta Isabella.

On the other hand, the decision of Philip II cannot be reconciled with the conception of a national and political Order whose activity could only be exercised on the territory and for the benefit of the Low Countries. The sovereign of a foreign country could not be the head of a national Order. How could the Golden Fleece be called a political institution of the Low Countries when the sovereigns of these countries have no authority over it and the Mastership of the Order belongs to a foreign sovereign?



Il n'en est pas moins vrai, soutient le Gouvernement belge, que : « quand Philippe II en 1598 voulut se réserver la dignité de chef de la Toison d'Or il dut recourir à une clause spéciale de l'acte de cession » (Duplique belge, p. 8.).

Un pareil raisonnement tient pour acquis que la souveraineté de l'Ordre était nécessairement rattachée à la souveraineté des Pays-Bas et qu'il fallut, pour les séparer, une déclaration expresse de Philippe II qui eût été au surplus, comme le déclare expressément le « Mémoire belge », une violation des statuts de l'Ordre. Pour admettre que Philippe II avait à cette date, et du fait de cette réserve, la conscience et la volonté de « déroger aux intentions du fondateur » (*idem*) il faudrait que la preuve en résultât soit du texte de l'acte de cession, soit des protestations que cette clause aurait soulevées chez les contemporains.

Or le texte de l'acte de cession (Pinedo y Salazar, T. III, p. 332 à 336) paraît incompatible avec cette interprétation.

Philippe II y déclare céder et transférer à sa fille « Nos dits Pays-Bas et de Bourgogne » [Comté de Bourgogne] et tout ce qui en dépend ». Il comprend expressément dans cette cession : « Tous droits et actions auxquels nous pouvons prétendre du chef de nos Pays-Bas » et de Bourgogne... et toute espèce de *souveraineté*, en la forme où ils se comportent et pour « quelque motif qu'ils nous appartiennent, que ce soit par héritage ou de toute autre manière, avec quelque titre que ce soit, afin qu'elle (l'Infante), les détiennne en entière et pacifique possession comme nous même les avons détenus et possédés sans aucune exception. »

La cession de tous droits et « souverainetés » attachés à la possession des Pays-Bas ne saurait être rédigée en termes plus compréhensifs et si Philippe II avait estimé que, au nombre des « souverainetés » transférées avec quelque titre que ce fût, figurait l'Ordre de la Toison d'Or, il n'eût pas manqué, dès lors que telle était son intention, de mentionner sans délai, en termes catégoriques, cette exception à la règle.

Sans doute cette réserve figure dans l'acte de cession. Mais il importe de ne pas perdre de vue qu'elle y est mentionnée lors du transfert à l'Infante Isabelle, non pas des Pays-Bas et de tous droits y attachés, mais du titre de duchesse de Bourgogne. C'est en effet à cette seule occasion, le roi d'Espagne continuant de porter et de transférer à ses héritiers mâles le titre de duc de Bourgogne, qu'une difficulté pouvait se produire, qu'un conflit éventuel pouvait surgir et c'est à ce moment que se place la réserve concernant la Souveraineté de la Toison d'Or.

Après, la longue énumération dont un passage vient d'être cité, l'acte de cession poursuit : « Nous accordons également (tambien) à notre dite fille, indépendamment des titres attachés à chacune desdites provinces des Pays-Bas et du Comté de Bourgogne, le droit de se qualifier et faire dénommer « duchesse de Bourgogne » nonobstant que nous ayons conservé pour tout le temps que nous plaira pour Nous et pour ledit Prince notre fils ledit titre de duc de Bourgogne, y compris tous les droits qui nous peuvent appartenir de ce chef, avec la Haute et Souveraineté de notre Ordre de la Toison d'Or que nous conservons et dont nous nous réservons la faculté de pouvoir disposer à l'avenir à notre convenance. »

La réserve concernant la souveraineté de l'Ordre se rattache donc non à la cession de la souveraineté des Pays-Bas mais seulement, pour éviter toute confusion et discussion, au transfert du titre de « duchesse de Bourgogne ». Il apparaît clairement que ce qui importe, dans l'intention de Philippe II, pour décider du sort et de la transmission de la souveraineté de l'Ordre, ce n'est pas la domination d'un territoire donné mais bien la descendance du fondateur de l'Ordre. Dès la perte du duché de Bourgogne, les héritiers de Charles le Téméraire avaient affirmé et maintenu cette distinction essentielle entre le titre de duc de Bour-



It is nevertheless true, the Belgian Government argues, that "when Philip II, in 1598, wished to *reserve* to himself the dignity of Head of the Golden Fleece, he had to introduce a special clause into the deed of cession" (Belgian Reply, page 8).

This reasoning assumes that the sovereignty of the Order was necessarily attached to the sovereignty of the Low Countries and that, in order to separate them, an express declaration of Philip II was necessary, a declaration which, moreover, would have been, as the Belgian Memoir expressly states, a violation of the statutes of the Order. But before it can be admitted that Philip II at this date, and in making this reserve, deliberately intended "to run counter to the intentions of the founder" (*ibidem*), some evidence to this effect would have to be found, either in the language of the deed of cession, or from the protests from Philip's contemporaries provoked by such a clause.

Now, the language of the deed of cession (Pinedo y Salazar; T. III, pp. 332 to 336) appears to be incompatible with any such construction.

Philip II declares that he cedes and transfers to his daughter "Our said Low Countries and Burgundy (that is the County of Burgundy) and everything appendant thereto". He expressly includes in this cession "all rights and royalties to which We can lay claim, on "account of Our Low Countries and of Burgundy (again, the County of Burgundy only) and "every kind of *sovereignty* to which we can so lay claim as now enjoyed and whencesoever "derived, whether by inheritance or by any other means and by whatever title, so that She "may hold the same in complete and peaceful possession as We Ourselves have held and "possessed the same, without any exception whatsoever".

The cession of all rights and "sovereignities" attached to the possession of the Low Countries or Franche Comté could not be expressed more comprehensively, and if Philip II thought that the Order of the Golden Fleece was one of the "sovereignities" transferred by the generality of this language, he would have taken care, his intention being what it was, to make the Golden Fleece a special exception to the general rule.

Such an exception, no doubt, is to be found in the deed of cession, but, and this point is of special importance, it is introduced, not when the Low Countries, Franche Comté and all rights appendant or appurtenant thereto are transferred to the Infanta, but when she is given the title of "Duchess of Burgundy". It was in this connection alone, as the King of Spain continued to bear and transmit to his own male heirs the title of "Duke of Burgundy", that a difficulty or conflict might arise, and it is therefore in this connection that the reservation is made as to the sovereignty of the Golden Fleece.

The deed of cession, in fact continues, after the lengthy passage, part of which has just been quoted, "We also (*tambien*) grant to our said Daughter, independantly of the titles attached to each of the said provinces of the Low Countries and of the County of Burgundy, the right to style herself, and cause herself to be called, "Duchess of Burgundy" notwithstanding that we have reserved, for so long as it may be Our pleasure, for us and for the said Prince, Our Son, the said title of "Duke of Burgundy" including all the rights which may belong to Us by this title together with the Mastership and Sovereignty of Our Order of the Golden Fleece, the power of disposal whereof for the future at Our own will and pleasure we retain and reserve to Ourselves".

Thus the reservation as to the sovereignty of the Order is connected, not with the cession of the sovereignty of the Low Countries, but with the grant of the title of "Duchess of Burgundy", and with a view to avoiding any confusion or discussion to which this grant might give rise. This is clear evidence that what in the view of Philip II is important for the decision of the ownership and the transfer of the sovereignty of the Order is not the ownership of any given territory, but descent from the founder of the Order. After the loss of



gogne qui comporte la souveraineté de l'Ordre et la possession du duché qui en est indépendante (voir pages 27-28).

B. Protestsations  
des  
Chevaliers.

L'exactitude de l'interprétation que donne en 1921 le Comité de l'acte de cession de 1598 peut sans doute être contrôlée par l'opinion que formulèrent à son sujet les plus intéressés de ses contemporains, à savoir les membres de l'Ordre.

S'ils avaient estimé que les droits de l'Ordre étaient violés, ils n'auraient pas manqué de protester et, en fait, la réplique belge déclare : « Et encore cette stipulation dérogatoire aux intentions du fondateur de l'Ordre ne fut-elle observée qu'après avoir soulevé les protestations des Chevaliers. » Il est dès lors essentiel d'examiner en quels termes s'exprimèrent les Chevaliers et s'ils estimèrent à cette date que la décision de Philippe II avait cette grave conséquence de transformer la nature et de rendre désormais inexécutables les tâches essentielles de l'Ordre.

Les lettres adressées à cette occasion à Philippe II puis à Philippe III sont reproduites dans l'Inventaire de de Turck et dans l'ouvrage de Pinedo y Salazar. Par leur intermédiaire « Les Chevaliers de l'Ordre résidant aux Pays-Bas » demandent au roi d'Espagne leur souverain, en tant que chef de l'Ordre, de vouloir bien résoudre certains doutes que la cession des Pays-Bas a fait naître en leur esprit. Leurs demandes sont présentées sous une forme qui éveille en l'esprit la pensée d'une requête bien plus que d'une énergique protestation de principe. Rédigées à Bruxelles, ces lettres furent adressées le 23 Septembre 1599 à Philippe II, puis, après son décès, le 13 Octobre 1599 à Philippe III.

Émus de la « si grande nouveauté » que présente la décision du souverain ils lui posent cinq questions. Ils veulent savoir :

1° Si la fête de saint André, patron de l'Ordre et de la Maison de Bourgogne continuera d'être célébrée chaque année en la « Chapelle du Palais » ?

2° Si les Chevaliers continueront de bénéficier « des mêmes degrés d'honneur et de prééminence dans les cortèges et cérémonies, comme il est prévu aux statuts de l'Ordre » ?

3° Si seront maintenus, pour qu'ils puissent continuer d'en jouir, « tous privilèges, pouvoirs, libertés, exceptions et franchises qui leur sont concédés dans les Pays-Bas » ? Le caractère de ces exemptions et franchises apparaît clairement dès lors que les Chevaliers invoquent à cet effet le passage de l'acte de donation qui spécifie que l'Infante devra maintenir : « toutes rentes, pensions viagères, et autres donations, récompenses ou faveurs que sa défunte Majesté Impériale comme sa Majesté Royale et tous ses prédécesseurs ont concédées à toutes classes de personnes ».

4° Si « les frais nécessaires au maintien de l'Ordre qui, comme il a été dit, fut établi, et toujours maintenu aux Pays-Bas, et où existent les joyaux, manteaux d'église, ornements, colliers d'or, tapisseries et histoires de l'Ordre, et toutes choses servant à son usage, ainsi que sa chapelle », continueront d'être acquittés à l'aide des ressources des Pays-Bas, « où s'ils seront pourvus des deniers d'Espagne » ?

Sans doute les rédacteurs de ces questions rappellent que l'Ordre a pris son origine dans les Pays-Bas (telle était du moins leur opinion), que ses cérémonies s'y sont déroulées jusqu'à ce jour et que son Trésor s'y trouve situé. Mais on n'y découvre aucune protestation fondée sur le caractère national et politique de l'Ordre. Les privilèges dont le maintien est sollicité ou sont exclusivement d'un caractère honorifique ou constituent pour les Chevaliers certains avantages pécuniaires.



the Duchy of Burgundy, the heirs of Charles the Bold had asseerted and maintained this essential distinction between the title of Duke of Burgundy which carried with it the sovereignty of the Order and the possession of the Duchy which is independent of that sovereignty. (See pages 27-28.)

Protests  
Knights.

It is at any rate possible to test the construction which the Committee, in 1921, put upon the deed of cession by seeing what was the view which was taken at the time (1598) persons most closely interested, namely, the members of the Order.

If the rights of the Order had been violated, the knights would surely have protested; the Belgian reply in fact alleges that "this provision, which was contrary to the intentions of the founder of the Order, did not take effect without raising protests from the "knights".

It is therefore vital to see what were the views actually expressed by the members of the Order and whether the knights considered at this date that the decision of Philipp II had the serious consequence of changing the character of the Order and making its essential objects impossible.

The letters addressed to Philip II, and afterwards to Philip III, in this connection are reproduced in the inventory of de Turck, and in the work of Pinedo y Salazar. In these letters "the knights of the Order residing in the Low Countries" ask the king of Spain, their Sovereign quâ Chief of the Order, to be good enough to resolve certain doubts which have arisen in their mind as a result of the cession of the Low Countries. The whole form in which the questions are put suggests a humble request rather than the energetic assertion of a principle. The letters were drawn up at Brussels and addressed, on the 23rd September, 1599, to Philip II, and then, after his death, on the 3rd October, 1599, to Philip III. Gravely concerned at the "great novelty" involved in the decision of the Sovereign they put four questions to him :

1. Ought the Feast of St. Andrew, patron of the Order and of the House of Burgundy, to continue to be celebrated every year in the chapel of the Palace?

2. Will the knights continue to enjoy "the same degrees of honour and precedence as are provided in the statutes of the Order"?

3. If they will be maintained in the enjoyment of "all privileges, powers, liberties, exemptions and franchises which are granted to them in the Low Countries". The character of these exemptions and franchises is clear enough from the fact that the knights refer to the passage in the deed of cession which states that the Infanta is to maintain "all annual "payments, life pensions and other donations, rewards or favours which His deceased "Imperial Majesty or His Royal Majesty or any of his predecessors granted to any class of "person".

4. If "the necessary expenses for the maintenance of the Order which, as has been "said, was established and always maintained in the Low Countries, where are the jewels, "church robes, ornaments, golden collars, tapestries and archives of the Order, and of "things serving to its use, as well as its chapel" will continue to be defrayed out of the resources of the Low Countries "or will be supplied out of the revenues of Spain?"

Doubtless, the authors of this question reminded the Sovereign that the Order originated in the Low Countries (such at any rate was their view), that the ceremonies had been celebrated there up to the present date, and that its treasure was there, but no protest founded on the national and political character of the Order is to be found in their questions. The privileges, the maintenance of which is sought, are exclusively of a complimentary character, or involve certain pecuniary advantages for the knights.



En conséquence le 10 Novembre 1599, Philippe III agissant en tant que « roi, Duc de Bourgogne, etc. » faisait connaître aux Chevaliers de l'Ordre que les fêtes de saint André se célébreraient comme d'habitude, que les Chevaliers de l'Ordre continueraient à jouir de leurs prééminences, franchises et exemptions. Concernant tant les frais afférents à l'entretien des joyaux, reliques, colliers et ornements de l'Eglise que les dépenses résultant du droit de pain et vin, le souverain demande que des renseignements lui soient fournis afin qu'une décision puisse être prise en connaissance de cause au sujet de l'importance de ces dépenses et des revenus qui avaient coutume d'y faire face. Il n'exclut donc pas plus que les Chevaliers résidant en Flandres la possibilité de consacrer à ces frais les revenus provenant des régions autres que les Pays-Bas.

5° La cinquième question à laquelle les Mémoires belges attachent une particulière importance pour ce qu'ils y découvrent une protestation de principe contre la séparation de la souveraineté de l'Ordre et de celle des Pays-Bas, est ainsi reproduite dans l'ouvrage de « Reiffenberg (p. VII). Les Chevaliers demandent à Philippe II : « si désormais lorsque sa Majesté trouverait bon de choisir des sujets des Pays-Bas pour Chevaliers de l'Ordre (ce qui implique qu'ils ne contestaient pas le droit du souverain de choisir des Chevaliers qui n'en étaient pas originaires), ceux-ci seraient dans le cas de devoir se procurer, avant d'agréer leur élection, une dispense de fidélité et de sujétion à leurs souverain et souveraine (c'est-à-dire les Archiducs Albert et Isabelle), comme il était réglé dans les statuts à l'égard des « sujets d'une Puissance étrangère. »

Il paraît impossible de découvrir dans ce texte une protestation contre la séparation de la souveraineté des Pays-Bas de celle de l'Ordre dont la légitimité eût été mise en cause.

Les Chevaliers reconnaissent si bien que désormais les Pays-Bas sont, au regard des possessions et royaumes du Souverain de l'Ordre, une « Puissance étrangère », qu'ils demandent si, à l'avenir, avant d'entrer dans l'Ordre, les Chevaliers originaires des Flandres (les seuls qui interviennent en ce débat), devront être relevés de leur serment de fidélité au regard des souverains des Pays-Bas. L'article des statuts qu'ils invoquent à cette occasion paraît bien être, bien qu'il ne trouve ici qu'une application imparfaite, l'Article XI qui prévoit que « audit ordre pourraient être Chevaliers non sujets du souverain et pourrait advenir qu'icelui souverain pourrait venir à guerre au Seigneur naturel d'aucun des dits Chevaliers non sujets ou aux pays dont ils seraient natifs ».

A quoi Philippe III se contente de répondre que, étant donné les liens de famille existant entre la famille royale d'Espagne et les nouveaux souverains des Pays-Bas, il n'y a pas lieu d'envisager pareille hypothèse : « En ce qui concerne, dit-il (Pinedo y Salazar, T. III, p. 344), la dispense qu'ils sollicitent de leur serment de fidélité en tant que vassaux de leurs Altesses, il ne semble pas qu'il soit actuellement nécessaire de discuter ce point, l'union des souverains étant telle qu'elle doit entraîner l'union des vassaux et sujets. »

Si les Chevaliers de l'Ordre avaient estimé à cette date que la décision de Philippe II, séparant la souveraineté de l'Ordre de la possession des Pays-Bas, rompait un lien nécessaire à l'existence et au maintien de l'Ordre, ils eussent sans doute tenu un autre langage et se fussent moins spécialement préoccupés de problèmes de préséances et de dispenses d'impôt. Il convient au reste d'observer qu'ils ne se considèrent pas comme représentant l'Ordre tout entier, mais qu'ils se désignent eux-mêmes comme étant : « les Chevaliers de l'Ordre qui résident actuellement aux Pays-Bas ». Ils paraissent par là reconnaître que la question qu'ils soumettent au Souverain les intéresse seuls et non pas l'Ordre tout entier.

Au surplus, leurs réclamations et revendications ne changent pas de caractère avec le temps et avec le retour des Pays-Bas sous la souveraineté des rois d'Espagne : dans divers



And so, on the 10th November, 1599, Philip III, acting as "King, Duke of Burgundy, etc.", informed the knights of the Order that the Feast of St. Andrew would be celebrated as usual and that the knights of the Order would continue to enjoy their precedence, franchises and exemptions. As to the expenses connected with the maintenance of the jewels, relics, collars and church ornaments, and also the cost of the "bread and wine", the Sovereign asked for information, so that a decision might be given with full knowledge of all the facts, as to the amount of these expenses and as to the revenues out of which they were usually met. The Sovereign did not, any more than the knights residing in Flanders, exclude the possibility that revenues raised in territories other than the Low Countries might be devoted to these expenses.

5. The fifth question is that to which the Belgian argument attaches the greatest importance, as they find in it a protest as a matter of principle against the separation of the sovereignty of the Order from that of the Low Countries. This is how the question is given in the work of Reiffenberg (page VII) : "The knights asked Philip II if in future, when His Majesty should think good to choose subjects of the Low Countries as knights of the Order" (a passage which clearly implies that they did not dispute the right of the Sovereign to choose knights who were not natives of the Low Countries) "it would be their duty, before accepting their election, to obtain a dispensation of fealty and allegiance to their sovereign Lord and Lady" (that is to say, Albert and Isabella) "in accordance with the provisions in the statutes relating to the subjects of a foreign Power".

This is not to dispute the legitimacy of the separation of the sovereignty of the Low Countries from that of the Order.

The knights recognised so clearly that for the future the Low Countries are "a foreign Power" in relation to the possessions and kingdoms of the Sovereign of the Order, that they ask whether, for the future, knights who are natives of Flanders (i. e. the only knights who take part in this discussion) before they enter into the Order must be relieved from their oath of fidelity to the sovereigns of the Low Countries. The Article of the statutes to which they refer is no doubt Article XI (though, indeed, it applies only partially) which provides "in the said Order might be knights not subjects of the Sovereign and it might hap that the same Sovereign might come to be at war with the natural Sovereign of one of the said knights, not subjects of the Sovereign, or with the countries of which they were natives".

To this question Philip III merely answered that, in view of the family connection existing between the Royal Family of Spain and the new sovereigns of the Low Countries, such a contingency need not be taken into consideration. "As to the dispensation which they seek from their oath of fidelity as vassals of their Highnesses, it does not appear that it is necessary at the present time to discuss this point, the union of the sovereigns being such that it must involve the union of their vassals and subjects" (Pinedo, T. III, p. 344).

If the knights of the Order had considered at this date that the decision of Philip II separating the sovereignty of the Order from the possession of the Low Countries broke a tie which was necessary to the continued existence of the Order, they would doubtless have held a different language and would have been less specially pre-occupied with questions of precedence and financial privileges. It should also be remarked that they did not consider themselves as representing the Order as a whole, but called themselves "the knights of the Order who at present reside in the Low Countries" thus appearing to recognize that the question which they submit to the Sovereign, concerns themselves alone and not the whole Orders.

Moreover, the character of their claim does not alter with time and with the return of the Low Countries under the sovereignty of the kings of Spain. In various documents addressed



documents adressés à Philippe IV les Chevaliers de l'Ordre : « qui résident dans ces Pays-Bas demandent très humblement au souverain », outre le renouvellement des droits et privilèges consentis par Maximilien et confirmés par Philippe II (1), et à titre de faveur : de maintenir le nombre actuel des membres de l'Ordre, d'exiger de tous les membres nouveaux qu'ils justifient « de l'éminente qualité de leur maison » ; d'autoriser les Chevaliers, le jour de la fête de saint André ou lors des solennités de leur investiture, à porter les vêtements de l'Ordre qui sont déposés à Bruxelles dans le Trésor ; enfin que tous les membres de l'Ordre, lorsqu'ils prennent place à leur banc, et qu'ils portent leur grand collier, soient, dans les limites des Pays-Bas, autorisés à demeurer couverts.

Dans l'une de ces requêtes, les Chevaliers font observer qu'ils se permettent de s'adresser au roi Philippe IV à l'occasion de la naissance de son fils, dès lors que jusqu'à ce jour « et depuis le moment où il a pris possession de ses couronnes, le souverain préoccupé d'affaires plus considérables, n'a pas eu le loisir de s'informer de l'état et des affaires de l'Ordre ». Il ne semble pas non plus qu'ainsi s'exprimerait un Ordre constituant un rouage essentiel de l'administration d'une des possessions et non des moindres du souverain.

##### 5. — EXEMPTIONS ET PRIVILÈGES FISCAUX DE L'ORDRE.

Les Mémoires belges insistent à plusieurs reprises sur cette circonstance que les Chevaliers de l'Ordre bénéficiaient dans les limites des Pays-Bas d'exemptions et de privilèges fiscaux : « Le Service public que l'Ordre était appelé à rendre lui valut des exemptions d'impôts » (2).

Ces privilèges se rattachent aux débuts de l'Ordre, mais il n'apparaît pas clairement, quand on se réfère aux documents par où ils prirent naissance, que l'usage en ait été limité aux Pays-Bas.

Ils datent non des statuts eux-mêmes mais d'une époque postérieure et de concessions directement octroyées par le Souverain aux Chevaliers. C'est au chapitre de Valenciennes en 1473 que, pour la première fois, semble-t-il, le souverain fait connaître que les Chevaliers devront être « en toutes ses villes et pays, francs et exempts de payer accises, tailles ou maletôtes à cause de leurs vivres et breuvages... pour la dépense et vivre d'eux et de leurs familles ». Il ne ressort pas de ce texte que le privilège fût limité ni à certains Chevaliers ni à certains territoires. Lorsque, au chapitre de Bois-le-Duc, en 1481, Maximilien codifie les privilèges des membres de l'Ordre et reproduit la déclaration de 1473, il ajoute qu'il a fait ordonner que : « ces privilèges fussent publiés et entretenus partout et qu'il fût donné des ordres en conséquence aux chefs et chambres du Conseil de ses pays et de ses comptes ainsi qu'aux principales villes ». (Cf. Reiffenberg, p. 115.) En octobre 1498, Maximilien I<sup>er</sup>, agissant en qualité de : « Empereur d'Allemagne, duc de Bourgogne, troisième chef et souverain de l'Ordre », approuve les privilèges, exemptions, franchises concédés par ses prédécesseurs. Philippe II suit cet exemple en 1555, dès son accession à la souveraineté de l'Ordre. Leurs lettres patentes paraissent bien étendre les droits qu'elles concèdent aux Chevaliers à : « toutes leurs villes, états ou dominations » (c'est la formule employée par Philippe II qui parle de « todas sus villas, estados y señorios »).

Au surplus, dans un mémoire du début du XVIII<sup>e</sup> siècle relatif au droit de pain et de vin, qui figure au tome III, page 371 de Pinedo y Salazar, il est spécifié qu'en 1685 : « le greffier de l'Ordre fait connaître que tous les Chevaliers ou Officiers de l'Ordre qui se trouvaient

---

(1) Voir paragraphe suivant.

(2) Réponse belge à la Duplique autrichienne, page 7.



to Philip IV, the knights of the Order “who reside in these Low Countries very humbly ask of the Sovereign”, not merely the renewal of the rights and privileges granted by Maximilian and confirmed by Philip II (1), but also, as a special favour, the maintenance of the present number of the members of the Order, the requirement that new members should prove “the eminent quality of their house”, permission for the knights, on St. Andrew’s Day or on the occasion of the ceremonies of investiture, to wear the robes of the Order stored in the Treasure in Brussels, and that all the members of the Order when they take their seats on the bench of the Order and wear their great collar, may be authorised in the Low Countries to remain covered.

In one of these requests, the knights remark that they take the liberty of approaching King Philip IV on the occasion of the birth of his son because, up to that date “and since the time when he took possession of his Crowns, the Sovereign, preoccupied with affairs of greater importance, is not at leisure to inform himself as to the state and affairs of the Order”. This is hardly the language which would be used by an Order which was an essential part of the administrative machinery of by no means the least of the possessions of the Sovereign.

##### 5. — EXEMPTIONS AND FISCAL PRIVILEGES OF THE ORDER.

Special importance is attached by the Belgian memoirs to the fact that the Knights of the Order enjoyed in the Low Countries fiscal exemptions and privileges: “the public services which the Order was called on to render were recognised by exemptions from taxes” (2).

These privileges can be traced back to the early days of the Order, but it does not appear clearly, when reference is made to the documents, where they originated, or that their enjoyment was limited to the Low Countries.

They date not from the statutes themselves but from a later period and are concessions granted directly by the Sovereign to the Knights. At the Chapter of Valenciennes, in 1473, the Sovereign, apparently for the first time, announced that the Knights are to be “in all his towns and countries free and exempt from paying excise taxes or dues in respect of their victuals and drink... for the living expenses of themselves and their families”. This language does not show that the privilege was limited to certain Knights and to certain territories. In 1481, at the Chapter held at Hertogenbosch, Maximilian codified the privileges of the members of the Order and repeated the declaration of 1473. He added that he gave order that “these privileges were to be published and recognised everywhere and that in consequence orders were to be given to his Council and accounting officers as well as to the principal towns” (Reiffenberg 115). In October 1498, Maximilian acting as “Emperor of Germany, Duke of Burgundy, third Head and Sovereign of the Order” approved the privileges, exemptions and franchises granted by his predecessors. Philip II followed this example in 1555 when he succeeded to the Sovereignty of the Order. Their Letters Patent appeared to extend the rights which they grant to the Knights to “all their towns, states or dominions” (this is the language of Philip II who speaks “todas sus villas, estados y senorios”). Moreover in a memoir of the beginning of the 18th century, on the subject of the right of bread and wine (Pinedo III, 371), the statement appears that in 1685 “the Registrar of the Order makes known that all the Knights or officers of the Order who were about the person of His Majesty (that is to say, usually, in Spain) received every day from the Royal House two loaves of bread and a measure (azumbre) of wine” and that the favour

---

(1) See following paragraph.

(2) Belgian answer to the Austrian rejoinder, page 7.



« auprès de la personne de Sa Majesté (c'est-à-dire à l'ordinaire en Espagne) recevaient chaque jour de la Maison Royale deux pains de bouche et une mesure (azumbre) de vin », et que la faveur de ce droit régalien avait été consentie aux Chevaliers lorsqu'ils s'absentaient de la Cour pour le Service de Sa Majesté, qu'en particulier, ledit greffier de l'Ordre « pendant les 12 ans qu'il avait rempli ses fonctions au Palais Royal d'Aranjuez, avait bénéficié de cet émolument. » Par ailleurs les « Éclaircissements complémentaires » du Gouvernement autrichien attestent que, s'agissant de l'émolument du pain et du vin : « les archives de l'Ordre contiennent les reçus des Chevaliers pour cette « gratification » et que « on y rencontre les noms de Chevaliers de tous pays (p. 15) ».

Quoi qu'il en soit du champ d'application de ce double privilège, et malgré qu'il paraisse résulter des textes que les Chevaliers en pouvaient revendiquer et en revendiquaient effectivement le bénéfice dans toute l'étendue des domaines du souverain de l'Ordre, il semble que des conflits fréquents ne soient nés relativement à leur application qu'en ce qui concerne les Pays-Bas. Les ouvrages de Reiffenberg et de Pinedo y Salazar relatent fréquemment les discussions qui s'élèvent entre les Chevaliers et les États, ces derniers tantôt prétendant que les exemptions d'impôts exclusivement accordées aux membres de l'Ordre et à leurs familles dégénèrent en abus et favorisent la fraude, tantôt s'efforçant de limiter le droit de pain et de vin aux périodes pendant lesquelles les Chevaliers remplissent aux Pays-Bas, pour les affaires de l'Ordre, des fonctions officielles.

Lors donc que, dans leurs requêtes au roi d'Espagne, Souverain de l'Ordre, les Chevaliers insistent sur le maintien de leurs exemptions et privilèges, c'est uniquement afin d'opposer aux limitations que les États leur voudraient apporter une décision catégorique du Souverain, et il n'apparaît pas que, en vue de justifier ces privilèges, ils aient jamais tenté de les rattacher à une fonction politique ou à une tâche nationale que l'Ordre aurait exercée aux Pays-Bas.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, ces exemptions et privilèges semblent bien n'être qu'un vestige du passé, un souvenir des débuts de l'Ordre dont il est impossible de tirer les conclusions utiles concernant la nature et le caractère de l'Ordre, d'autant que les lettres patentes qui les ont institués ne font aucune mention expresse des Pays-Bas.

## 6. — LES CHEVALIERS « ÉTRANGERS ».

La Belgique ne conteste pas que l'Ordre ne comptât un grand nombre de Chevaliers qui n'étaient pas originaires des Pays-Bas, mais elle soutient que leurs pouvoirs dans l'Ordre étaient limités, qu'ils n'y jouaient qu'un rôle honorifique, que l'un et l'autre se marquent par cette circonstance qu'ils étaient officiellement qualifiés d'étrangers. Cette affirmation qui ne laisse pas d'être un peu déconcertante si on songe que l'Ordre compta parfois, spécialement en 1794, sensiblement plus d'étrangers que de chevaliers originaires des Pays-Bas, s'appuie sur l'autorité du Comte Nény. « Il est certain » dit-il, dans ses « Mémoires historiques et politiques des Pays-Bas autrichiens » édités en 1785, « que les Chevaliers qui n'étaient pas sujets de la Couronne d'Espagne aux Pays-Bas ou dans le Comté de Bourgogne étaient considérés comme étrangers et qualifiés de tels ». Il invoque à cet effet les délibérations des chapitres de Tournai (1531) et d'Utrecht (1545). (Voir page 28 et 29.)

Il est exact que les Chevaliers non originaires des Pays-Bas y sont qualifiés d'étrangers mais il convient d'observer que ce furent les Chevaliers nés et résidant aux Pays-Bas qui, les premiers, s'exprimèrent de la sorte et voici dans quelles circonstances.

L'introduction dans l'Ordre de Chevaliers espagnols et allemands date de l'époque où Philippe le Beau, qui se préparait à joindre aux domaines qu'il tenait de ses ancêtres



of this Royal right had been granted to the Knights when they leave the Court on the service of His Majesty and in particular the said Registrar of the Order « during the twelve years that he had discharged his functions in the Royal Palace of Aranjuez had had the benefit of this emolument.” Further, the « supplementary explanations » of the Austrian Government (p. 15) indicate that the records of the Order with reference to the bread and wine, give the names of the Knights who enjoy « this gratification » and that the names of Knights of all countries are to be found among them.

Whatever may be the fact as to the extent of these two privileges and although it appears from the authorities that the Knights could and did claim the benefit of them in all the extent of the domains of the Sovereign of the Order, it would appear that it was only with reference to the Low Countries that there were frequent disputes as to their application. The works of Reiffenberg and Pinedo frequently report the discussions between the Knights and the Estates, the latter sometimes claiming that these exemptions from taxes granted exclusively to the members of the Order and their families were degenerating into an abuse and were the occasions of fraud and at other times attempting to limit the right of bread and wine to the periods during which the Knights were discharging official functions connected with the Order in the Low Countries.

When then, in their requests to the King of Spain, the Sovereign of the Order, the Knights insist on the maintenance of their privileges and exemptions, they do so in order to meet by a definite decision of the Sovereign the restrictions which the Estates are trying to impose; it does not seem clear that they ever attempted to justify their privileges by connecting them with any political functions or national duties discharged by the Order in the Low Countries in the eighteenth century.

These exemptions and privileges seem only to be a relic of the past, a memory of the early days of the Order from which valid conclusions as to the nature and character of the Order cannot be drawn and all the more so because the Letters Patent which instituted the privileges, make no express mention of the Low Countries.

#### 6. — “FOREIGN KNIGHTS”.

Belgium does not dispute that the Order included a considerable number of Knights who were not natives of the Low Countries, but maintains that their powers within the Order were limited, that their presence there was only complimentary, both these qualifications being made clear by the fact that they were officially called “foreigners”. This statement, which is a little surprising when it is remembered that at times and in particular in 1794 the Order had a considerably larger number of “foreigners” than of Knights natives of the Low Countries, rests on the authority of Count Nény. “It is certain” he says, in his “Mémoire Historiques et Politiques des Pays-Bas Autrichiens” published in 1785, “that the Knights who were not subjects of the Crown of Spain in the Low Countries or in the County of Burgundy were considered strangers and so called. He cites as his authority the Chapters of Tournai (1531) and Utrecht (1545) which have been already mentioned (pages 28-29).

Now it is true that the Knights who were not natives of the Low Countries were on these occasions called “foreigners” but it may be remarked that it was the Knights who were born and resided in the Low Countries who first used this expression, and it is worth while to examine closely the circumstances in which the expression was used.

The introduction into the Order of Spanish and German Knights dates from the period when Philip the Fair being on the point of adding his Spanish and German inheritances to



bourguignons, ses héritages espagnols et allemands, souhaitait que des membres originaires de ses nouveaux États fussent admis dans l'Ordre. Son dessein paraît de reste avoir été strictement conforme à l'intention du fondateur de l'Ordre. Il réussit où avait échoué Maximilien qui avait vainement sollicité que l'Ordre ou fût divisé en deux branches flamande et autrichienne ou comptât autant de Chevaliers autrichiens que de flamands (cf Reiffenberg, p. 224). Mais il dut procéder avec discrétion et, comme il lui importait de ménager les susceptibilités des Chevaliers flamands sous la protection et la tutelle de qui il avait été élevé, il qualifia ces membres nouveaux d'« étrangers » sans que, dès l'origine, cette dénomination impliquât qu'ils dussent jouir dans l'Ordre d'une situation ou de privilèges inférieurs.

C'est ainsi que, au chapitre de 1506, sur le point d'aller prendre possession de sa principauté de Castille, Philippe le Beau demande d'être autorisé à « conférer la Toison d'Or à « trois sujets de ce royaume pour se les attacher », ce qui lui fut accordé « sans préjudice de l'avenir ».

En même temps, il faisait ressortir que, à la mort de son père, « plusieurs grands États « de l'Allemagne devant passer sous sa domination », il lui paraissait « convenable que l'on « distribuât dans ce pays quelques colliers de son Ordre ».

Mais, par la porte ainsi entrouverte, les Chevaliers étrangers ne tardèrent pas à pénétrer en nombre tel que les Chevaliers flamands s'en émurent et, aux chapitres cités par Nény firent entendre leurs protestations. A Tournai (cf Reiffenberg, p. 364) ils demandèrent que : « pour éviter l'avilissement de l'Ordre il ne soit désormais admis dans cette compagnie « que des seigneurs des Pays-Bas et d'autres pays voisins. . . si le chef et souverain voulait « encore décorer des étrangers des marques de l'Ordre, il devait leur apprendre les motifs de « cet établissement et le respect et la considération qui leur étaient dus. » Mêmes protestations à Utrecht et Charles-Quint fait connaître « que les seigneurs des Pays-Bas y devaient avoir « le plus de part et qu'il fallait se dispenser autant qu'il serait possible de nommer des Espagnols « ou des Allemands qui n'auraient pas pour l'Ordre toute la considération qui lui était due. »

Ces documents, sur lesquels Nény appuie sa thèse comportent une double observation,

Les chevaliers flamands ne demandent pas que des étrangers aux Flandres soient exclus de l'Ordre pour ce motif que, étant donné le caractère national de l'Ordre et le rôle politique qu'il est appelé à jouer aux Pays-Bas, leur présence au sein de l'Ordre serait incompatible avec l'un et l'autre. Ils sollicitent leur exclusion non pour ce qu'elle serait la conséquence nécessaire des Statuts et la consécration du véritable caractère de l'Ordre, mais parce que ces étrangers n'ont pas pour l'Ordre « le respect et la considération qui lui sont dus », et qu'ils risquent de provoquer « l'avilissement de l'Ordre ». Ils vont même jusques à accepter l'admission des membres originaires des « pays voisins » sans doute pour le double motif qu'ils apprécieront mieux le prestige et les devoirs de l'Ordre et que leur conduite sera plus facile à surveiller et à réprimer.

Il ressort de ces mêmes documents que la volonté et les intérêts du souverain sont plus forts que les préjugés des Chevaliers flamands. En dépit de leurs vœux et remontrances, en dépit des promesses du souverain, quand il est procédé à la désignation de nouveaux Chevaliers destinés à remplacer les Chevaliers décédés dans l'intervalle de deux chapitres l'Ordre n'en élit pas moins : au chapitre de Tournai une majorité d'étrangers (15 sur 24), au chapitre d'Utrecht 10 étrangers sur 22, au chapitre d'Anvers (1555) 9 sur 19. Tant il est acquis, dès cette date, quelles que puissent être les stipulations des Statuts concernant les élections et les vœux des Chevaliers, que désormais les désirs de souverain sont des ordres auxquels les Chevaliers ne sauraient se soustraire.

Or rien dans les chapitres, exception faite de la forme qui varie suivant qu'il s'agit de



the domains which he inherited from his Spanish and Burgundian ancestors, was anxious that members born natives of his new States should be admitted into the Order — a wish which seems to have been in strict conformity with the intentions of the founder of the Order. Philip succeeded where Maximilian, who vainly sought to divide the Order into two branches, Flemish and Austrian, or to make it include as many Austrian as Flemish Knights (Reiffenberg page 224), had failed, but he had to proceed with discretion and, as he had to be tender to the susceptibilities of the Flemish Knights, under whose protection and guardianship he had been educated, he called these new members “foreigners” without thereby implying by this title that their situation in the Order or their privileges were to be inferior.

Thus in the Chapter 1506, when he was on the point of going to take possession of his Kingdom of Castile, Philip the Fair asked for authority to “confer the Golden Fleece on three subjects of that Kingdom . . . in order to attach them to his person”, a request was granted “without prejudice for the future”.

At the same time he emphasises the fact that as at the death of his father “several great States of Germany are to pass under his rule” it seemed to him “proper that some collars of His Order should be distributed in that Country”.

The door being thus ajar, foreign Knights quickly came in. Their numbers were so great that the Flemish Knights became concerned and made their protests at the Chapter at Tournai referred to by Nény (Reiffenberg, page 864). They asked that “to avoid the abasement of the Order there should, for the future, be admitted into this Order only noblemen of the Low Countries and other neighbouring countries . . . If the Head and Sovereign desired in addition to decorate strangers with the badges of the Order he should make clear to these foreigners the purpose of this Institution and the respect and consideration due thereunto”. The same protests were heard at Utrecht and Charles V made it known “that the lords of the Low Countries ought to have the greater share in the Order and that as far as possible appointments of Spaniards or Germans who could not have for the Order all the consideration due to it should be avoided”.

Two remarks may be made on these documents on which Nény relies.

The Flemish Knights did not demand that strangers to Flanders should be excluded from the Order because, in view of the national character of the Order and the political functions which it is called on to fulfil in the Low Countries, their presence within the Order would be incompatible with these requirements. They asked that these “strangers” should be excluded not because such an exclusion is a necessary consequence of the statutes and bound up with the true character of the Order, but because these foreigners have not for the Order “the respect and consideration due to it” and that they might bring about “the abasement of the Order”. They even go so far as to accept the admission of Knights of “neighbouring countries”, no doubt because such Knights will better value the prestige and duties of the Order and their conduct will be more easy to supervise and correct.

But the will and interests of the Sovereign were stronger than the prejudices of the Flemish Knights. In spite of their resolutions and remonstrances and in spite of the promises of the Sovereign, when new Knights are chosen to take the places of Knights who have died in the interval between two Chapters, the Order elects at the Chapter of Tournai a majority of foreigners (15 out of 24), at the Chapter of Utrecht 10 foreigners out of 22, and at the Chapter of Antwerp, 1555, 9 out of 19. It is in fact well settled as from this date that whatever the statutes may say about the elections and whatever may be the leanings of the Knights, henceforth the wishes of the Sovereign are orders to which the Knights must give effect.

There is nothing in the Chapters except a variety in the form of election (Flemings are said



flamands (élus « par opinion ou suffrage ») ou d'étrangers (élus par « billets »), ne révèle que ces derniers possèdent dans l'Ordre des droits et une situation honorifique inférieurs à ceux dont jouissent les premiers. Une telle distinction entre les membres de l'Ordre exigerait au reste une modification des Statuts. L'Article VII mentionne les « Chevaliers de l'Ordre nos féaux vassaux « ou sujets » et les « non sujets de nous ou dudit chef de l'Ordre »; l'Article X les « Chevaliers étrangers et non sujets du souverain de l'Ordre ». Enfin l'Article XI précise que « au dit Ordre pourraient être Chevaliers non sujets du Souverain ». Cependant aucun passage des statuts ou des privilèges de l'Ordre n'a été mentionné qui établit entre les Chevaliers des catégories ou hiérarchies. Les privilèges concédés par Maximilien I<sup>er</sup> et par Philippe II paraissent pouvoir être invoqués indifféremment par les Chevaliers flamands ou « étrangers » et il n'apparaît pas que les exemptions d'impôts ou privilèges de pain et vin aient jamais été, en droit ou en fait, réservés aux Chevaliers flamands. Il demeure que ces derniers ont, comme il était naturel, tenté de réserver la collation de l'Ordre aux Chevaliers originaires des Flandres et qu'ils n'y ont pas réussi, comme attestent et les résultats des chapitres de Tournai, Utrecht et Gand et les motifs invoqués par Charles-Quint pour accroître le nombre des Chevaliers. (Chapitre VII des « Additions et altérations ») [Page 24]. Si, au reste, leur thèse avait prévalu, la constitution et l'esprit de l'Ordre en eussent été non maintenus mais transformés, ainsi que l'attestent les statuts rédigés en un temps où était encore inconnue, spécialement s'agissant d'un ordre de chevalerie, la notion moderne de nationalité avec les droits et les devoirs exclusifs qu'elle comporte.

#### 7. — DÉCLARATIONS OFFICIELLES DE L'AUTRICHE, LORS DE LA CONTESTATION AVEC L'ESPAGNE, AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE.

Le Gouvernement belge invoque en faveur de sa revendication des déclarations effectuées au nom de l'Autriche, successivement en 1721 par le Marquis de Prié, Gouverneur des Pays-Bas, en 1741 par le Comte Nény « élevé à l'école de Kaunitz » et qui fut « chef et Président du Conseil Privé des Pays-Bas et Chancelier de la Toison d'Or » et enfin en 1748 par le Comte Kaunitz lui même et d'où il résulterait que la Maison des Habsbourg a solennellement « déclaré avoir acquis la dignité de Chef et Souverain de l'Ordre par suite de l'acquisition des Pays-Bas par Charles VI en 1714 ».

Pour apprécier la portée des Mémoires du Comte de Nény et du Marquis de Prié, il convient de les replacer dans les circonstances où ils furent rédigés.

Le dernier descendant mâle de Philippe II, Charles II étant décédé sans postérité et ayant désigné comme son successeur Philippe V, petit-fils de sa sœur aînée Marie-Thérèse qui avait épousé Louis XIV, au détriment des droits à sa succession que l'Empereur Léopold estimait tenir tant de son mariage avec Marguerite Thérèse, sœur de Marie-Thérèse, que de son hérédité maternelle, il s'en suivit la guerre de la succession d'Espagne. Elle prit fin par le partage aux Traités d'Utrecht, de Rastatt et de Bade (1712-1713) de la monarchie espagnole. Les Pays-Bas étaient désormais rattachés à l'Empire. Mais aussitôt un débat s'éleva entre les branches espagnole et autrichienne de la succession de Bourgogne sur le point de savoir à qui appartenaient désormais la souveraineté et le Trésor de l'Ordre de la Toison d'Or.

Philippe V demande au Congrès de Cambrai (1724), qui se sépare sans avoir résolu le conflit, la restitution « de tout ce qu'on appelle le Trésor dudit Ordre consistant en différentes reliques, ornements... qui restèrent à Bruxelles ». Le conflit renaît en 1748 aux préliminaires d'Aix-la-Chapelle où les parties refusent de s'en remettre à l'arbitrage de la



to be chosen by acclamation or open vote and "foreigners" by ballot "billet") to show that "foreigners" had in the Order rights and merely a complimentary position which were inferior to those enjoyed by Belgian Knights. Such a distinction between members of the Order would have involved modification of the statutes. Article VII speaks of "Knights of the Order our faithful vassals or subjects" and of "Knights not subjects of us or of the said Head of the Order", Article X speaks of "Knights who are foreigners and not subjects of the Sovereign of the Order", and, lastly Article XI makes it clear that "in the said Order might be Knights not subjects of the Sovereign". No passage of the statutes or of the privileges of the Order has been cited to establish different categories or hierarchies. Among the Knights the privileges granted by Maximilian and Philip II appear to be claimed by Flemish or foreign Knights without distinction and there is no evidence that the exemptions from taxes and the privilege of bread and wine were ever in law or in fact confined to Flemish Knights. The substance of the matter is that the Flemish Knights, as was natural, tried to reserve appointment to the Order to natives of Flanders and did not succeed, as is proved by the results of the Chapters of Tournai, Utrecht and Ghent, and the reasons given by Charles V for increasing the numbers of Knights (Chapter VII of Additions and Alterations, page 24). If, moreover, their contention had prevailed, the constitution and spirit of the Order would have been transformed, as clearly appears from the statutes themselves which were drawn up at a time when, specially with reference to an Order of Knighthood, the modern notion of nationality, with the exclusive rights and duties which it involves, was unknown.

#### 7. — AUSTRIAN CONTENTIONS IN DISPUTE WITH SPAIN IN THE XVIII<sup>TH</sup> CENTURY.

The Belgian Government relies on the declarations made from 1721 to 1748 on behalf of Austria (in 1721 by the Marquis de Prié, Governor of the Low Countries, in 1741 by Count Nény "a pupil in the school of Kaunitz", and who was Chief and President of the Council of the Low Countries and Chancellor of the Golden Fleece, and in 1748 by Count Kaunitz himself) which prove that the House of Habsburg "solemnly declared that it acquired the dignity of Chief and Sovereign of the Order as a result of the acquisition of the Low Countries by Charles VI in 1714".

In order to understand the bearing of the memoirs of Count Nény and the Marquis de Prié, regard must be had to the circumstances in which they were composed.

Charles II of Spain, the last male descendant of Philip II had died without issue and had named as his successor Philip V, the grandson of his elder sister, Maria Theresa, who had married Louis XIV, excluding the rights to the succession which the Emperor Leopold claimed both by reason of his marriage with Margaret Theresa, the sister of Maria Theresa, and also through his mother. The result was the War of the Spanish Succession, which ended by the division of the Spanish Monarchy at the Treaties of Utrecht, Rastatt and Baden (1712-1713). The Low Countries were henceforth attached to the Empire, but a dispute at once arose between the Spanish and Austrian branches of the succession of Burgundy as to the future ownership of the Sovereignty and the Treasure of the Order.

Philip V demanded at the Congress of Cambrai (1724), which debated without deciding the dispute, the restitution "of all that is known as the Treasure of the said Order, consisting of sundry relics and ornaments... which remain at Brussels". The dispute was resumed in 1748 at the preliminaries of the Peace of Aix-la-Chapelle, when the parties refused to submit to the arbitration of France, Great Britain and the United Provinces.



France, de la Grande-Bretagne et des Provinces-Unies. C'est pendant qu'il se poursuivait que les Mémoires de Prié et Nény furent rédigés. Le premier fut envoyé à la Cour d'Autriche par le Prince Eugène de Savoie afin « d'être remis aux Ministres de Votre Majesté Impériale et Catholique au congrès de Cambrai ».

Enfin, par des protestations sous forme de notes diplomatiques échangées à Aix-la-Chapelle en novembre 1748 entre le Marquis de Soto Mayor et le Comte de Kaunitz, l'Autriche et l'Espagne maintinrent leurs points de vue respectifs.

Lathèse autrichienne est clairement exposée dans la Note de Kaunitz (réponse belge à la Duplique autrichienne, p. 17) qui peut être considérée à cet égard comme le document essentiel qui résume sous sa forme officielle la thèse autrichienne et que le Gouvernement belge reproduit presque intégralement dans ses conclusions : « Les ducs de Bourgogne, « dit-il, ont attaché la grande maîtrise à la souveraineté de leurs Etats possédés par les « *successeurs de leur sang* » et plus loin il parle des « *droits incontestables de la Grande « Maîtrise de l'Ordre de la Toison d'Or attachés à son sang* (celui de S. M. l'Empereur) et à « *la souveraineté des Pays-Bas* ». C'est brièvement résumée et plus clairement exposée la théorie qu'avaient développée Prié et Nény. En d'autres termes, en présence d'une double revendication s'exerçant sur la maîtrise de l'Ordre par deux héritiers du « sang » du fondateur : Philippe V et Charles VI, l'Autriche soutenait que celui des deux souverains devait nécessairement l'emporter qui, à la qualité du sang joignait le titre de souverain et la possession de ce qui demeurait de l'héritage territorial du fondateur. Les avocats de la thèse autrichienne étaient naturellement inclinés, les droits de descendance et de « sang » du souverain Habsbourg et du souverain Bourbon étant en discussion et ayant été l'origine de la longue lutte à laquelle les traités de 1712-1713 venaient de mettre fin, à insister sur l'avantage et la supériorité que cette possession assurait aux premiers. C'est l'argumentation que le Marquis de Prié et le Comte de Nény expriment et développent dans leurs Mémoires de 1721 et de 1741. Mais le Comte de Kaunitz se garde d'oublier que le titre essentiel à la maîtrise de l'Ordre est « *attaché au sang* » des Habsbourg.

Des documents invoqués par la Belgique, il paraît donc impossible de conclure que l'Autriche ait entendu soutenir que le droit à la maîtrise de l'Ordre fût exclusivement attaché à la souveraineté des Pays-Bas. Elle prétendait seulement, s'agissant d'un débat entre héritiers par le sang du fondateur de l'Ordre Philippe le Bon, que celui-là devait l'emporter qui était en possession des Pays-Bas.

#### 8. — EMBLEMMENT DU TRÉSOR DE L'ORDRE ET DE SA CHAPELLE.

Enfin le Gouvernement belge voit une justification de sa thèse dans cette double circonstance que le Trésor et la Chapelle de l'Ordre se trouvaient situés à Bruxelles et, soutient-il, n'en pouvaient être déplacés.

Il importe, au préalable, d'observer que cette double circonstance, à supposer même que la preuve en fût fournie, ne constituerait pas à elle seule une justification du caractère national flamand ou belge de la Toison d'Or. Il la faudrait toujours rapprocher des autres circonstances de la cause et replacer dans la trame de son histoire, pour apprécier sa répercussion sur la nature intrinsèque de l'Ordre.

Cette observation faite, il convient d'envisager successivement la situation du Trésor et celle de la Chapelle.

##### A.

##### Emplacement du Trésor.

Il est indéniable que le Trésor demeura à Bruxelles depuis la perte du Duché de Bourgogne jusqu'à la conquête révolutionnaire française, c'est-à-dire près de trois siècles.



The memoirs of de Prié and Nény were written during the course of this dispute; de Prié's memoir was sent to the Austrian Court by Prince Eugene of Savoy "in order to be handed to the Ministers of your Imperial and Catholic Majesty at the Congress of Cambrai".

Ultimately, by protests exchanged at Aix-la-Chapelle in November, 1748, in the form of diplomatic notes, between the Marquis de Soto Mayor and Count Kaunitz, Austria and Spain maintained their respective points of view.

The Austrian argument is explained clearly in the note of Kaunitz in 1748 (Belgian reply to the Austrian Rejoinder, page 17), which may be considered as being the official statement of the Austrian case and which is copied by the Belgian Government in its "conclusions" almost in its entirety. "The Dukes of Burgundy attached the Headship of the Order to the sovereignty of their States possessed by the successors of their blood" and later mention is made "of the incontestable rights to the Grand Mastership of the Order of the Golden Fleece attached to the blood (the blood, that is, of His Majesty the Emperor) and to the sovereignty of the Low Countries". This is the argument of de Prié and Nény briefly summed up and more clearly stated: in other words when two heirs of the blood of the Founder, Philip V of Spain, and the Emperor Charles VI, were both claiming the Mastership of the Order, Austria maintained that that one of the two claimants must necessarily be victorious who had not only the blood but also the title of Sovereign and the possession of what remained of the territorial inheritance of the Founder. The supporters of Austria were naturally inclined, as the rights of descent and blood of the Habsburg and Bourbon Sovereigns were in dispute and had been the origin of the long struggle to which the treaties of 1712 and 1713 had put an end, to insist on the advantage over his rival which the possession of the territory gave to the Habsburg monarch. This was the argument of Count Nény and de Prié as expounded and developed in their memoirs (1721 and 1741), but Count Kaunitz was careful not to forget that the fundamental claim to the Mastership of the Order is "attached to the blood" of the Habsburgs.

The documents relied on by Belgium do not then allow the conclusion to be drawn that Austria ever intended to maintain that the Mastership of the Order was attached to the sovereignty of the Low Countries. Austria only claimed that in a dispute between heirs by blood of the Founder of the Order, Philip the Good, that one who was in possession of the Low Countries ought to have the advantage.

#### 8. — THE SITUATION OF THE TREASURE OF THE ORDER AND OF ITS CHAPEL.

Finally, the Belgian Government finds support for its argument in the two facts that the Treasure and the Chapel of the Order were at Brussels and, according to the Belgian case, could not be removed from Brussels.

It may be observed at the outset that, even if both these facts were clearly established, they would not by themselves furnish more than a presumption, not a conclusive proof, that the Order of the Golden Fleece had a Flemish or Belgian national character. These facts would always have to be weighed in conjunction with the other circumstances of the case and placed in a proper historical perspective in order that their effect on the essential character of the Order might be appreciated.

With these preliminary observations, the Committee proceed to consider the questions of the local situation, first, of the Treasure and next of the Chapel.

It cannot be denied that the Treasure stayed at Brussels from the loss of the Duchy of Burgundy down to the French revolutionary invasion, that is to say, for nearly three centuries.

Situation  
of  
Treasure.



L'interdiction de l'en déplacer, sur laquelle repose le raisonnement belge, ne résulte pas nécessairement aux yeux du Comité de ce séjour prolongé.

Il est établi que le Trésor quitta au moins une fois la Belgique, et sans même que le Trésorier âgé et malade pût l'accompagner, afin de permettre de célébrer à Barcelone en 1518 le seul chapitre tenu par Charles-Quint en Espagne (cf Reiffenberg; p. 343-344). Sans doute le cas fut-il exceptionnel et le déplacement temporaire, le Trésor ayant regagné Bruxelles sous la garde du Chancelier et du Greffier après l'accomplissement du cérémonial accoutumé.

Mais il apparaît au Comité que s'il est vrai que la tenue d'un chapitre en Espagne explique ce voyage hors des limites des Flandres, c'est dans la cessation des chapitres, après l'abdication de Charles-Quint, qu'il faut rechercher la raison d'être du séjour ininterrompu désormais jusqu'en 1794 du Trésor à Bruxelles, cependant que les souverains résidaient successivement à Madrid et à Vienne.

Le Trésor n'avait de raison d'être, les ornements et bijoux divers qui en faisaient la richesse n'avaient d'emploi qu'à l'occasion et lors des cérémonies dont s'occupaient les chapitres. A leur défaut, il était sans emploi. C'est ainsi que, sous le règne de Philippe IV, la certitude étant désormais acquise que les chapitres n'auraient plus lieu, les Souverains ayant obtenu de la Papauté les pouvoirs nécessaires à la nomination des Chevaliers, les membres résidant en Flandres sollicitent humblement du Souverain l'autorisation de revêtir à l'occasion des fêtes de saint André les costumes de cérémonies conservés à Bruxelles au Trésor (Page 40).

Le Trésor ne demeura donc à Bruxelles que parce que les circonstances l'y avaient groupé et parce que, ses richesses n'ayant plus d'emploi, le Souverain n'avait pas jugé nécessaire d'appeler à résider auprès de lui le tréscrier, dont le rôle était devenu insignifiant, comme il avait fait pour les autres fonctionnaires.

Seule l'invasion française provoqua le déplacement du Trésor et il semble même que ce départ s'effectua non sur l'ordre du Souverain, mais de l'initiative du trésorier.

A supposer même qu'un tel ordre eût été donné, quelle règle, ou quel droit eût-il violé? L'interdiction de déplacer le Trésor de Bruxelles — et même de Dijon — ne figure dans aucun des textes invoqués.

Les Statuts n'imposent au trésorier aucune résidence particulière et immuable. A l'Article 7 de ses Instructions générales, il est seulement spécifié : « Il a la garde de tous joyaux, reliques... appartenant à l'Ordre » (cf Reiffenberg, p. LXXVIII). Aucun texte n'a été invoqué à l'appui de l'affirmation, sur ce point, du Gouvernement belge.

Sans doute une coutume s'était établie, suivant laquelle, aux termes des conclusions belges : « Le Trésor était entretenu et le trésorier rémunéré aux frais des finances belges ». Mais, lors des transformations que ne manqua pas d'apporter à l'existence de l'Ordre, l'installation définitive de son souverain à Madrid, les Chevaliers résidant aux Pays-Bas se préoccupèrent de savoir et demandèrent à Philippe II et à Philippe III « s'il y serait pourvu des deniers de l'Espagne » (cf Reiffenberg LVIII) et, après enquête, les choses avaient été laissées en l'état sans qu'il parût en résulter, pour le Trésor des Pays-Bas, soit un privilège, soit une charge à laquelle il ne pouvait se soustraire et à laquelle seul il était tenu de faire face.

Au surplus, il résulte des « éclaircissements complémentaires » (p. 16) fournis par la Délégation autrichienne que, au XVIII<sup>e</sup> siècle, tous les fonctionnaires de l'Ordre autres que le Trésorier qui résidaient à Vienne étaient payés par les caisses de cette ville. Le Comité déjà



But the Committee are unable to agree that it is a necessary result of this fact that there was any prohibition against removal, a prohibition which is the basis of the Belgian argument.

It was established that the Treasure did leave the country on one occasion at any rate, unaccompanied by the Treasurer who was then old and ill, in order to allow of the celebration at Barcelona in 1518 of the only chapter held by Charles V in Spain (Reiffenberg, pp. 843 and 344). No doubt this case was exceptional and the removal was only temporary as the Treasure returned to Brussels in charge of the Chancellor and Registrar after the usual ceremony was over.

But it appears to the Committee that, if it is true that the holding of a chapter in Spain explains this journey beyond the Flemish frontier, it is equally true that the reason why the treasure stayed at Brussels thenceforward uninterruptedly till 1794, while the Sovereigns resided first at Madrid, and afterwards at Vienna, is to be found in the fact that after the abdication of Charles V no more chapters were held.

The Treasure fulfilled its essential purpose, and the ornaments and jewels which composed its riches were only employed, at and for the ceremonies of the chapters. When there were no chapters, the occupation of the Treasure was gone. Thus, under the reign of Philip IV, when it was certain that there would be no more chapters in future as the Sovereigns had obtained from the Papacy the necessary powers for the election of knights, the members of the Order who lived in Flanders humbly begged of the Sovereign authority to robe themselves for the Feast of St. Andrew in the ceremonial costumes preserved in the Treasury at Brussels (page 40).

The Treasure, then, only stayed at Brussels because circumstances had brought it there and because, there being no use for the precious objects which composed it, the Sovereign had not thought it fit to summon the Treasurer, whose functions had become of little importance, to reside in his neighbourhood as he had done for the other officers of the Order.

Nothing but the French invasion caused the removal of the Treasure and apparently the removal was the result, not of any order of the Sovereign, but of the initiative of the Treasurer himself.

But even if such an order had been given, what rule or what right would it have violated? A prohibition against removing the treasure from Brussels, or even from Dijon, is not to be found in any of the authorities cited.

The statutes do not impose upon the Treasurer any particular unchangeable residence. Article VII of his general instructions merely provides: "He has the keeping of all jewels and relics belonging to the Order" (Reiffenberg, p. LXXVIII). No authority has been cited to support the assertion of the Belgian Government on this point.

No doubt a custom had grown up that, as the Belgian "conclusions" say "the treasure was maintained and the Treasurer remunerated at the expense of the Belgian finances". But on the occasion of the changes in the life of the Order which the definite installation of the Sovereign of the Order at Madrid involved, the knights residing in the Low Countries were anxious to know, and enquired of Philip II and Philip III, "whether these charges would be met out of the Spanish finances" (Reiffenberg, LVIII); after an enquiry matters were left as they were without, apparently, establishing in favour of the Treasury of the Low Countries any peculiar right or any charge which it could not escape and which it alone was compelled to bear.

Moreover, it follows from the "supplementary explanations" (p. 16) supplied by the Austrian Delegation that in the eighteenth century all the other officers of the Order who resided at Vienna, all the officers, that is, except the Treasurer, were paid out of local funds; the



eu l'occasion de signaler que, au temps de la souveraineté de la Maison d'Espagne, le traitement des fonctionnaires de l'Ordre résidant à Madrid était acquitté par le Trésor espagnol. (Page 39.)

Il apparaît bien dès lors, que les fonctionnaires de l'Ordre étaient, conformément à d'antiques traditions et sur l'ordre du souverain, payés sur les Finances des pays où ils résidaient.

Il ressort enfin des renseignements fournis par le premier Mémoire belge (p. 10 et 21) que, après l'incendie survenu en 1731 de la Chapelle dans les caves de laquelle le Trésor se trouvait conservé, il n'avait plus à Bruxelles de résidence une et stable. Il était dispersé entre l'Hôtel du Conseil privé, le Palais de Nassau, la « Domus Isabellæ » et une pareille situation de fait n'est guère conforme à la théorie suivant laquelle l'Ordre était soumis à l'obligation de conserver à tout jamais à Bruxelles sa résidence et ses biens.

Il est vrai que le Gouvernement belge invoque la demande que l'Empereur aurait formulée au XVIII<sup>e</sup> siècle de voir le Trésor transporté à Bruxelles, le refus que lui opposa le Trésorier alors en exercice et la reconnaissance implicite par l'Empereur du droit de Bruxelles de conserver le Trésor.

Mais cet incident, dont Reiffenberg (p. XXXVIII) emprunte textuellement le récit à l'inventaire de de Turck, et qui suffirait à justifier de la résidence nécessaire du Trésor dans les Flandres, se réduit à une simple affirmative du Trésorier de l'Ordre.

Sommé en 1712 par le Conseil des Finances des Flandres, tenu de faire face aux dépenses d'entretien du Trésor de l'Ordre, de lui fournir des justifications et des comptes, le Trésorier se prévalut des droits et privilèges de l'Ordre opposables même au Souverain : « Le Trésor de l'Ordre, ajoutait le Trésorier, appartient privativement à l'Ordre et nullement à sa Majesté, comme le Trésorier l'avait fait connaître à l'Empereur à Francfort, lorsque ce Prince lui avait témoigné le désir que ce Trésor fût transporté à Vienne où il établirait en même temps sa Chapelle : Sur quoi Sa Majesté daigna répondre qu'elle ne voulait ni innovations, ni changements. »

L'argument se réduit donc à une déclaration de l'Empereur reproduite de seconde main par le Trésorier de l'Ordre. A supposer même qu'elle ait été exactement rapportée, l'Empereur se contente d'affirmer qu'il n'entend effectuer aucun changement. Il faut observer au surplus que ce dialogue aurait eu lieu avant 1712, dès avant le Traité de Rastatt, à un moment où l'Empereur revendiquait la totalité des domaines et souverainetés dépendant alors de la couronne d'Espagne. On conçoit sans peine que s'étant peu après fait officiellement reconnaître la possession des Flandres, il n'ait plus attaché la même importance au transfert du Trésor d'un point à l'autre de ses domaines.

B.  
Emplacement  
de la  
chapelle.

L'histoire de la création et du maintien à Bruxelles d'une chapelle de l'Ordre succédant à la chapelle primitive de Dijon est assez confuse. Il n'a été clairement indiqué ni si la chapelle de Bruxelles fut jamais officiellement substituée à celle de Dijon et, en pareil cas, à quelle date, ni même si, après l'incendie de 1731 qui détruisit, avec le Château de Bruxelles, la Chapelle qui y était attenante, l'Ordre disposa à Bruxelles d'une chapelle qui lui appartînt en propre. Du récit par le premier Mémoire belge (p. 10 et 21) de la dispersion du Trésor après l'incendie de 1731, il paraît bien ressortir que, de 1731 à 1794, l'Ordre n'eut plus



Committee has already called attention to the fact that during the sovereignty of the Spanish Royal House the salaries of the officers of the Order residing at Madrid were paid by the Spanish Treasury (page 39).

It appears clearly, then, that the officers of the Order were, according to ancient traditions and on the orders of the Sovereign, paid out of the finances of the country where they happened to reside.

Lastly, it appears, from the information given in the first Belgian memoir (pp. 21 and 10), that after the fire which occurred in 1731 in the chapel, in the cellars of which the Treasure had formerly been preserved, it had thenceforth no single fixed residence at Brussels. It was scattered between the Hotel of the Privy Council, the Palace of Nassau, and the "Domus Isabellae". Facts like these cannot be made to square with the theory that the Order was under an obligation for all time to keep its property and its residence at Brussels.

No doubt the Belgian Government relies on the refusal which the then Treasurer gave to the request which the Emperor is said to have made in the eighteenth century to have the treasure removed to Vienna, and on the implicit recognition by the Emperor on the right of Brussels to preserve the treasure which is to be inferred from the Emperor's acceptance of this refusal.

But this incident, the story of which is borrowed textually by Reiffenberg (p. XXXVIII) from the inventory of de Turck, and which might be sufficient to establish that the treasure had to remain in Flanders, amounts to nothing more than a simple statement of the Treasurer of the Order.

The facts are that the Treasurer, when called upon in 1712 by the Financial Council of Flanders, which was obliged to meet the expenses of maintaining the Treasure of the Order, to produce his receipts and accounts, relied upon the rights and privileges of the Order which even the Sovereign was bound to recognise: "The treasure of the Order", the Treasurer added, "was the private property of the Order and in no way the property of His Majesty, as the Treasurer had observed to the Emperor at Frankfort when that Prince expressed the wish that the treasure should be taken to Vienna, where he would establish at the same time the chapel of the Order; whereupon His Majesty deigned to reply that he would have neither innovation nor change."

If this argument be examined closely, we find, then, that we have a mere report at second hand by the Treasurer of the Order of a statement by the Emperor. Even if the report is strictly accurate, the Emperor does not do more than say that he will have no change made. It may also be remarked that the alleged conversation must have taken place before 1712, that is to say, before the Treaty of Rastatt, at a time when the Emperor was claiming the whole of the domains and sovereignties then depending on the Crown of Spain. It is easily conceivable that when, shortly afterwards, he had procured official recognition of his possession of Flanders, he did not attach any importance to the transfer of the Treasure from one point to another in his dominions.

(B.)  
situation  
of the  
chapel.

The account of the manner in which a chapel of the Order was preserved in Brussels in succession to the original chapel at Dijon appears to the Committee not to be free from uncertainty. The Committee have no clear information whether there was any official substitution of one chapel for the other and, if so, at what date, nor even whether after the fire of 1731 which destroyed the castle of Brussels and also the adjoining chapel, the Order possessed at Brussels a chapel peculiar to itself.

The story which is told in the first Belgian Memoir (pp. 21 and 10) of the dispersal of



à Bruxelles de chapelle qui lui fût spécialement consacrée. Quant aux messes qui se célébraient à Bruxelles le jour de la fête de saint André, il n'apparaît pas qu'elles fussent ni les seules ni en quelque sorte revêtues d'un caractère officiel. Elles étaient également célébrées au lieu où résidait le souverain, soit à Madrid, ainsi qu'il ressort de l'ouvrage de Pinedo y Salazar, soit à Vienne. C'est ainsi que, en 1776, les archives de l'Ordre conservées à Vienne mentionnent que l'Empereur célébra « avec les Chevaliers de la Toison d'Or, dans la Chapelle, la fête de saint André » (1<sup>er</sup> Mémoire Belge, p. 27).

Mais à tenir pour admis que l'Ordre eût à Bruxelles « sa Chapelle » et qu'elle fût en quelque sorte l'héritière de la Chapelle de Dijon, il n'en résulterait pas nécessairement que le transfert de cette Chapelle, à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, de Bruxelles à Vienne fût plus irrégulier que n'avait été son transfert, à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, de Dijon à Bruxelles.

En 1477, après la conquête par Louis XI du duché de Bourgogne, l'héritière de Charles le Téméraire transporte en Flandres, sans qu'il apparaisse que Bruxelles ait été choisi dès l'origine à cet effet (Voir en sens contraire, le chapitre de Bois-le-Duc en 1481, p. 28) le centre religieux de l'Ordre. C'est ce que reconnaît le premier mémoire du Gouvernement belge où il est dit (p. 19) : « La Chapelle de l'Ordre avait été transférée de Dijon à Bruxelles ».

Mais la perte du duché de Bourgogne est promptement et largement compensée. Le mariage de Marie de Bourgogne avec Maximilien accroît des domaines de l'Empereur l'héritage qu'elle transmet à son fils Philippe le Beau et à son petit-fils Charles-Quint. Or à supposer que, dans la première partie du xvi<sup>e</sup> siècle, la fortune des armes dont Charles-Quint proclamait l'inconstance, lui fût devenue contraire et que, François I<sup>er</sup> conquérant les Flandres comme Louis XI avait annexé le duché de Bourgogne, Charles-Quint eût à son tour, suivant l'exemple de sa grand'mère, transporté la Chapelle, le Trésor, le centre religieux de l'Ordre de Bruxelles à Vienne, il n'apparaît pas clairement par où cette seconde migration eût différé de la première et quels droits méconnus les Flandres eussent pu opposer au souverain de l'Ordre dont le duché de Bourgogne précédemment ne s'était pas prévalu.

On pourrait objecter que le Trésor ou la Chapelle de la Toison d'Or ne se saurait concevoir ni ne saurait être transporté hors des limites des possessions qui, en 1431, étaient celles du fondateur Philippe le Bon. Le texte des Statuts qui ne contient aucune réserve, la formule du serment par quoi les nouveaux Chevaliers s'engagent à « garder, soutenir et défendre les hautesses, seigneuries, noblesses et droits du souverain de l'Ordre » sans distinction (Art. LII); enfin l'addition apportée aux statuts à la requête précisément de Charles-Quint (page 24) ne permettraient pas d'accueillir une telle objection.

Sans doute ce raisonnement du Comité repose-t-il ici sur une hypothèse mais qui précisément s'est vérifiée à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, où, devant l'invasion française, les biens de l'Ordre durent être enlevés de Bruxelles et mis en sûreté au voisinage direct du souverain à Vienne, où ils sont demeurés depuis lors.

Les mêmes faits, le même transfert s'ils n'auraient pu être valablement qualifiés de violation d'un droit national des Flandres au milieu du xvi<sup>e</sup> siècle, à l'achèvement d'une période où l'activité de l'Ordre s'était presque exclusivement déroulée sur leur territoire, ne sauraient être considérées comme ayant acquis un caractère différent à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, étant donné que depuis plus de 150 ans, hors la présence à Bruxelles du Trésor et peut-être de la Chapelle, tous liens s'étaient rompus entre l'Ordre et les Pays-Bas.



the Treasure after the fire of 1731 suggests that from 1731 to 1794, the Order had not any chapel at Brussels specially devoted to its own purposes. The masses which were celebrated at Brussels on Saint-Andrew's day do not appear to have been the only masses so celebrated, nor to have had an official character. Similar masses were celebrated at the residence of the Sovereign either at Madrid, as the work of Pinedo shows, or at Vienna. Thus, the records of the Order preserved at Vienna relate that in 1776 the Emperor celebrated "the Feast of Saint-Andrew with the knights of the Golden Fleece in the chapel". (First Belgian Memoir, p. 27.)

But even if it be admitted that the Order had "its chapel" at Brussels, a chapel which was so to speak the heir of the chapel at Dijon, it would not necessarily follow that the transfer of this chapel at the end of the 18th century from Brussels to Vienna was any more irregular than its transfer at the end of the 15th century from Dijon to Brussels.

In 1477 after the conquest by Louis XI of the Duchy of Burgundy the heiress of Charles the Bold removed the religious centre of the order to Flanders, but it does not appear that Brussels was originally chosen as a new centre (for evidence to the contrary see the chapter held at Hertogenbosch in 1481, page 28). The fact of this transfer is recognised in the first Memoir of the Belgian Government which says (page 19) "the chapel of the Order had been transferred from Dijon to Brussels". But prompt and generous compensation was very soon received for the loss of the Duchy of Burgundy. The marriage of Mary of Burgundy with Maximilian increased by the domains of the Emperor the inheritance which she transmitted to her son, Philip the Fair, and her grandson, Charles V.

If we suppose that in the first part of the 16th century the fortune of war, the uncertainty of which Charles V proclaimed, had turned against him, that Francis I had conquered Flanders as Louis XI had annexed the Duchy of Burgundy, and thereupon Charles V in his turn following the example of his grandmother had removed the chapel, the Treasure and the religious centre of the Order from Brussels to Vienna, it is difficult to see how such a second migration would have differed from the first and how Flanders could have maintained that some right which the Duchy of Burgundy had not previously made good, had been violated by the Sovereign of the Order.

It might be objected that neither the Treasure nor the chapel of the Golden Fleece can be conceived as being, or could be, transported outside the possessions which in 1431 belonged to the founder, Philip the Good; but the language of the statutes which makes no special reserve and the oath by which the newly admitted knights swore "to guard, uphold and defend the prerogatives, lordships, titles of nobility and rights of the Sovereign of the "Order" without distinction" (Article LII) and finally the additional statute introduced on the motion of Charles V himself (see page 24), make it impossible to give effect to any such objection.

If it be argued that the reasoning of the Committee at this point is based on a hypothesis, the answer is that this same hypothetical state of things came to pass at the end of the 18th century when the property of the Order had to be removed from Brussels to escape the French invasion and put in a place of safety near the Sovereign at Vienna where it has remained ever since.

If in the middle of the 16th century these same facts and that same transfer could not properly have been regarded as a violation of a national right of Flanders, at the end of a period during which the activity of the Order had been confined almost exclusively to Flemish territory, the result could not be different at the end of the 18th century when, for more than 150 years, the direct connection between the Order and the Low Countries had been broken except for the presence at Brussels of the Treasure and perhaps the Chapel.



Si respectable et puissante que fût la tradition qui confiait à Bruxelles la garde du Trésor de l'Ordre, on ne pouvait exiger de l'Empereur son chef et souverain de l'y laisser demeurer après que les armées révolutionnaires s'étaient emparées des « provinces belgiques » pour y instaurer un régime nouveau où toutes souverainetés autres que celle du peuple étaient abolies, pas plus que Philippe III n'eût conservé le Trésor et la Chapelle de l'Ordre de la Toison d'Or à Bruxelles, au cas où la révolte victorieuse des Pays-Bas protestants eût gagné les Pays-Bas demeurés catholiques.

En 1550, la présence à Bruxelles de la Chapelle et du Trésor de l'Ordre tiraient leur signification de la célébration en Flandres des messes, chapitres et élections de Chevaliers par où se manifestait l'activité extérieure de l'Ordre. En 1794, les chapitres et élections de Chevaliers sont un usage depuis longtemps périmé; la Chapelle de l'Ordre a disparu dans un incendie en 1731 et le Trésor est dispersé parmi cinq ou six édifices divers dont aucun n'est la propriété de l'Ordre. Trésor et Chapelle ne tiennent plus, dans l'existence de l'Ordre, qu'une place effacée; ils sont les derniers témoignages d'une tradition désormais et depuis plusieurs siècles abolie.

## V. — SIÈGE DE L'ORDRE.

Des textes, événements et circonstances invoqués, et à l'analyse minutieuse desquels le Comité s'est efforcé de procéder à l'aide des documents qui, spontanément ou à sa requête, lui ont été fournis par les parties en cause, le Gouvernement belge tire les deux conséquences qui constituent les deux derniers maillons de la chaîne de son argumentation. (Voir page 33, 9° et 10°.)

### 9. — LE « SIÈGE » OU « DOMICILE LÉGAL » DE L'ORDRE.

Si l'Ordre n'est pas apparu au Comité, à la lumière des documents invoqués et analysés comme une institution publique propre aux Pays-Bas, est-il du moins permis de le considérer comme une « corporation », une « personne juridique » de droit privé possédant soit statutairement, soit en fait, son « siège » aux Pays-Bas ?

Telle est la thèse du Gouvernement belge.

« Bruxelles, est-il dit dans la Réplique du Gouvernement belge, devint le *siège* de l'Ordre « où se conservaient ses Archives et le Trésor et où l'Ordre avait « la chapelle de l'Ordre ». . . « Le *siège* de l'Ordre (est) où il avait sa chapelle, ses archives, son administration, son « trésor. » Par ailleurs, les conclusions du Gouvernement belge qualifient l'Ordre de « corporation demeurée institution belge en 1794 et soumise aux lois du pays où elle avait « son *siège* ».

Si, à la question de savoir quel est le « siège » de l'Ordre, le Comité avait dû fournir une réponse strictement conforme au droit du xv<sup>e</sup> siècle, la tâche eût été sans doute fort malaisée. Il est difficile, en notre temps, de discerner à quel critérium se fût arrêté un juriste de l'époque pour déterminer le « siège » ou la principale résidence d'un Ordre de chevalerie.

En règle générale les « personnes morales » de cette époque telles que villes, communes, abbayes, prieurés, universités ou collèges, étaient de telle nature qu'aucun doute ne pouvait surgir concernant leur emplacement. Des « personnes morales » plus mobiles, telles que les sociétés de commerce modernes, étaient alors pratiquement inconnues.

Quant aux Grands Ordres religieux monastiques et semi militaires qui étendaient leur action à toute la chrétienté, voire même au monde entier, ils constituaient des institutions



However powerful and however respectable may have been the tradition which entrusted the Treasure to the safe-keeping of Brussels, the Emperor, the Chief and Sovereign of the Order, could not be compelled to allow it to stay there after the revolutionary armies had seized the Belgian provinces, to establish there a new state of things in which all « sovereignties » other than those of the People were abolished.

It would have been just as unreasonable to expect Philip III to have kept the Treasure and the Chapel of the Order of the Golden Fleece at Brussels if the victorious revolt of the Protestant Low Countries had spread to the Low Countries which remained Catholic.

In 1550 it was the celebration in Flanders of masses and the holding there of chapters and elections of knights which manifested to the world the activity of the Order and that gave the real meaning of the presence at Brussels of the Chapel and Treasure of the Order. In 1794 the chapters and election of knights had long since fallen into desuetude, the Chapel of the Order has disappeared in the fire of 1731 and the Treasure was dispersed among five or six different buildings, not one of which belonged to the Order. The part which the Treasure and Chapel play in the existence of the Order is henceforth wholly subordinate; they are merely the survivals of traditions which thenceforward lost their vitality, or indeed, for more than a century, had lost it already.

## V. — SEAT OF THE ORDER.

From the documents, facts and circumstances on which reliance is placed on behalf of Belgium and which the Committee has carefully examined with the help of the further material which has been supplied by the parties, either of their own accord or at the request of the Committee, the Belgian Government derives the two arguments following, which are the last two points in the Belgian case. (See page 33, (9) and (10).

### 9. — THE "SEAT" OR "LEGAL DOMICILE" OF THE ORDER.

If the Committee, in the light of the documents which have been put in evidence and examined, do not consider that the Order was a public institution peculiar to the Low Countries, may it nevertheless be considered a "corporation", a "legal personality" of a private character, the seat of which, either according to its statutes or in fact, was in the Low Countries?

"Brussels", the Belgian Government says in its reply, "became the *seat* of the Order "where its records and its treasure were preserved and where the Order . . . . had its chapel. "The seat of the Order (is) at the place where it had its chapel, its records, its administrator, "and its treasure". And similarly, the Belgian "Conclusions" call the Order "a *corporation* "which remained a Belgian institution in 1794 and was subject to the laws of the country "where its *seat* was".

If to the question « What is the seat of the Order » it had been necessary now to find an answer in accordance with the ideas of the 15th century, the task might not have been easy. It is difficult at the present time to say what criterion a lawyer of that date would have chosen to determine the « seat » or principal residence of an order of chivalry.

As a general rule the bodies corporate of that date were of such a character — cities, boroughs, abbeys, priories, universities, colleges — that no doubt could be entertained as to their local situation; bodies corporate of a more moveable character, such as the modern commercial company, were practically unknown.

The great Orders, quasi-monastic and quasimilitary, which took all Christendom or the whole world for their sphere of action, were institutions *sui generis*. If, however, we



d'un caractère tout particulier. Il n'en est pas moins vrai que si l'Ordre de la Toison d'Or devait être assimilé à une collectivité de moines constituant un ordre religieux, il en faudrait fixer le siège ou domicile, lors de sa naissance, à Dijon, son berceau, la ville où, dans la chapelle ducal, les écus des Chevaliers étaient suspendus, où se célébraient les messes pour l'âme des Chevaliers défunts, où avaient été rattachées maintes fondations pieuses relatives à l'Ordre; puis, par la suite, en telle province des Flandres où se célébrèrent la plupart de ses chapitres.

Mais l'époque à laquelle il importe de se placer pour rechercher où il convient de fixer « le siège » ou « domicile légal » de l'Ordre est la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Or, à cette époque, depuis trois siècles le duché de Bourgogne avait été conquis par la France et, depuis l'abdication de Charles-Quint, les chapitres avaient cessé d'être célébrés.

Le critérium suggéré plus haut valable, peut-être, pour le XV<sup>e</sup> siècle ne l'est plus de nos jours. Il en faut trouver un autre. Le Comité estime que, au risque même de quelque anachronisme, on le peut logiquement chercher dans l'application, aux dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, des règles juridiques communément applicables de nos jours aux sociétés commerciales et qui fixent leur « siège », « résidence » ou « domicile » aux lieux où il est permis de placer le centre de leurs affaires.

Pareille recherche conduit nécessairement le Comité aux conclusions suivantes :

Le « siège » ou le « domicile » de l'Ordre ne peut être, au moins depuis la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, que la résidence du souverain entre les mains de qui se sont groupés tous les pouvoirs dont l'Ordre conserve encore l'usage, en la personne duquel, exception faite des messes annuellement célébrées le jour de la saint André aussi bien à Bruxelles qu'à Vienne s'est concentrée toute son activité qui ne consiste plus à vrai dire que dans le choix des Chevaliers, la nomination et le contrôle des actes de ses « fonctionnaires ».

Or en 1794 Vienne et non Bruxelles est la résidence du souverain, partant le « siège » ou « domicile légal » de l'Ordre.

#### 10. — LÉGISLATION RÉVOLUTIONNAIRE ET TRAITÉ DE CAMPÓ-FORMIO.

A) Le Gouvernement belge invoque le décret du 30 Juillet-6 Août 1791, promulgué en Belgique le 8 Novembre 1795, aux termes duquel « tout ordre de Chevalerie ou autre corporation . . . . sont supprimés en France ». Il en conclut que : « Les biens de l'Ordre (qu'il considère ici en tant qu'ordre de chevalerie) ont été dévolus au domaine . . . . et appartenaient depuis le 8 Novembre 1795 à la Belgique actuellement représentée par le Gouvernement du Roi des Belges. »

Ce point de départ établi, le raisonnement belge est le suivant : l'Ordre ayant été légalement domicilié dans les provinces belges et faisant partie intégrante de leur : « Organisation publique », il importe peu que le Trésor ait en fait quitté la Belgique : l'Ordre y est demeuré en droit. L'Ordre aboli, ses biens incorporés au domaine par le décret de 1791, la Belgique, héritière du domaine français, a « succédé à l'Ordre supprimé ». (Réponse belge à la duplique autrichienne, pages 9 et 10.)

Sans doute, en dépit des lois révolutionnaires, un ordre de la Toison d'Or semblable en tous points à celui que l'Europe monarchique connaissait avant les conquêtes révolutionnaires, a existé à Vienne. Son souverain qui résidait en cette capitale, qui y avait appelé auprès de lui chancelier, greffier, trésorier et roi d'armes, a continué d'instituer des Chevaliers et de distribuer des colliers à maints souverains d'Europe.

Mais le Gouvernement belge soutient que cet ordre est un ordre nouveau qui, né à Vienne dans les dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, aurait été calqué sur l'institution créée par



assume provisionally that the analogy of a body of monks, members of a Religious House, would have been followed, we should fix the seat or domicile of the Order of the Golden Fleece, at the time of its birth, at Dijon, its cradle, the town in which was the Ducal Chapel where the shields of the knights were hung and the masses for the souls of dead knights were celebrated, and in which many pious foundations connected with the Order were established; in later years we should fix the seat of the Order in whatever province of Flanders witnessed the celebration of the greater number of chapters.

But the material date, for the purpose of the present inquiry, at which the « seat » or domicile of the order has to be established, is the end of the 18th century. At that time the Duchy of Burgundy had long been lost; the chapters — ever since the abdication of Charles V — had ceased to be held.

The criterion suggested for the 15th century is no longer applicable; another criterion must be found. In the view of the Committee — even if the process involved a slight anachronism — it would be logical to take as such a criterion for the end of the 18th century the legal rules ordinarily applicable to commercial companies which fix the « seat », « residence » or « domicile » at the place where the centre of the affairs of the corporation is to be found.

An enquiry on these lines leads necessarily to the following conclusion :

The seat or domicile of the order of the Golden Fleece at the end of the 18th century — and indeed at any period after the end of the sixteenth — can only be the residence of the sovereign in whose hands all the powers of which the Order still makes use are concentrated and with whom, with the exception of the masses yearly celebrated on St. Andrew's day at Brussels as well as at Vienna, the whole residuary activity of the Order remains — an activity which, to tell the truth, consists merely in choosing the knights and in supervising the acts of its officers.

But in 1794 Vienna, and not Brussels, was the residence of the sovereign, and therefore the domicile of the Order.

#### 10. — REVOLUTIONARY LEGISLATION AND TREATY OF CAMPO-FORMIO.

(4) The Belgian Government relies upon the decree of the 30th July and 6th August, 1791, published in Belgium on the 8th November, 1795, according to which “every Order of Chivalry or other corporation . . . is suppressed in France”, and argues that “the property of the Order” (which is here regarded as an Order of Chivalry) “devolved on the domain and as from the 8th November, 1795, belonged to Belgium, represented at the present time by the Government of the King of the Belgians”.

Proceeding from these premises, the Belgian argument continues “The Order having been legally domiciled in the Belgian Provinces and forming an integral part” of their public organisation, it is of no importance that the treasure in fact left Belgium; as a matter of law, the Order remained there. The Order being abolished and its property incorporated in the domain by the decree of 1791, Belgium, as heir of the French domain, “succeeded to the suppressed Order” (Belgian answer to the Austrian Rejoinder, pages 9 and 10).

No doubt, despite the revolutionary laws, an Order of the Golden Fleece precisely similar to that which monarchical Europe knew before the revolutionary conquest, existed at Vienna. The sovereign of that Order, who resided in Vienna, had a Chancellor, a Registrar, a Treasurer, a King-at-Arms, and continued to institute knights and distribute collars of the Order to several European sovereigns. But, according to the argument of the Belgian Government, this organisation, though modelled on the institution created by Philip the



Philippe le Bon et que : « l'Empereur d'Autriche . . . . persista à qualifier de Toison d'Or ». En conséquence, « le nouvel Ordre ne pouvait avoir aucune qualité pour retenir les biens de l'ancien » (*idem*). Il ne saurait donc à ce jour opposer à la Belgique une fin de non recevoir.

Pareilles conclusions tiennent nécessairement pour admis que l'Ordre avait son siège ou son « domicile légal » aux Pays-Bas et qu'un déplacement du siège de l'Ordre qui serait intervenu sans l'assentiment des autorités représentant les Pays-Bas doit être considéré comme sans valeur. Mais s'il a été précédemment établi que le « siège » ou « domicile » de l'Ordre doit être placé, dans la mesure où cette conception juridique moderne est applicable à la Toison d'Or, au lieu où résidait le souverain et non où le Trésor se trouvait conservé, et que la seule autorité qualifiée pour prendre une décision concernant les biens de l'Ordre était le souverain et lui seul, la thèse du Gouvernement belge ne saurait être considérée comme recevable.

En fait, le Trésor constituait un ensemble de biens mobiliers appartenant à un ordre dont le souverain et les principaux dignitaires (trois sur quatre) résidaient à Vienne, dont l'immense majorité des membres était d'origine non belge (49 sur 54 à la date de 1794) et sur lequel le souverain possédait une autorité exclusive de toute autre. Dès lors que ces biens ont quitté la Belgique avant l'arrivée des troupes et l'installation des autorités françaises, le domaine français ne possédait à leur égard aucun droit de revendication qu'il aurait transmis au domaine belge.

Au surplus, il apparaît bien que ce qu'il advint du Trésor en 1794 n'ait pas, pour la solution que comporte la revendication soumise au Comité, l'intérêt essentiel qu'y attache le Gouvernement belge. Le caractère et la nature de l'Ordre ne sauraient être considérés comme dépendant étroitement du lieu où se trouvait en permanence le Trésor de l'Ordre. Supposé que le Trésorier n'eût pu mettre à l'abri en temps utile les biens qui lui avaient été confiés, que les autorités françaises s'en fussent emparées et les eussent vendus à leur bénéfice en tant que butin de guerre, le caractère et les destinées de l'Ordre n'en eussent pas été modifiés; il paraît difficile d'admettre que le sort et l'existence de l'Ordre fussent liés soit à son Trésor, soit à la ville où il était conservé.

B) Le même raisonnement s'applique à l'argument tiré de l'Article 3 du Traité de Campo-Formio par où l'Empereur d'Autriche « renonce pour lui et ses successeurs à tous droits et titres aux provinces belgiques ». Le Gouvernement belge en conclut que la France a succédé aux droits sur l'Ordre des « provinces belgiques » et que : « cette succession était d'autant « plus justifiée, dans l'espèce, que l'Ordre de la Toison d'Or faisait en réalité partie de l'organisation publique générale des provinces belgiques ». (Même document page 9.) Il convient de rappeler que ce n'est là qu'une face nouvelle de cette affirmation essentielle sur laquelle le Gouvernement belge fonde son raisonnement et suivant laquelle : « l'Empereur ne pouvait « plus prétendre à aucune maîtrise sur l'ancien ordre à partir de sa renonciation aux « Pays-Bas ».

Or le Comité croit précisément avoir établi, au cours du présent rapport, qu'aucun lien n'a jamais existé entre les Pays-Bas et l'Ordre tel qu'il eût créé aux premiers des droits juridiques à la propriété du second.



Good, was a new Order which originated at Vienna in the last years of the eighteenth century, and which "the Emperor of Austria persisted in calling the Golden Fleece". Consequently, "the new Order could have no right to keep the property of the old Order" (*ibidem*). Such an Order, therefore, could not at the present time provide an answer to the Belgian case.

This argument assumes that the Order must have had its seat or "legal domicile" in the Low Countries, and that any removal of the seat of the Order which took place without the assent of the authorities of the Low Countries must be considered as of no validity. But if it has been established that the "seat" or "domicile" of the Order, in so far as this modern legal conception is applicable to the Golden Fleece, must be situated at the place where the sovereign resided and not where the treasure happened to be kept, and if the only authority entitled to take a decision as to the property of the Order was the sovereign, and the sovereign alone, the argument of the Belgian Government cannot be accepted.

The treasure was a collection of chattels belonging to an Order of which the sovereign and the principal officers (three out of four) were residing at Vienna, the immense majority of the members of which were of non-Belgian origin (forty-nine out of fifty-four in the year 1794), and over which the sovereign wielded an exclusive authority. As these chattels were removed from Belgium before the arrival of the French troops and the establishment of the French authorities, the French domain did not possess over them any right which it could transmit to the Belgian domain.

In truth, it seems that what happened to the treasure in 1794 has not the overwhelming importance for the decision of this case which is given to it by the Belgian government. The character and nature of the Order cannot be considered as depending on the place in which the treasure of the Order was permanently kept. If the Treasurer had not been able in time to remove the property of which he had charge, to a place of safety and if, therefore, the French authorities had seized it and sold it for their own benefit as war booty, this would not have affected the character or the destiny of the Order; it can hardly be admitted that the fate and the existence of the Order were tied up with its treasure, or with the town where that treasure was preserved.

(B) The same reasoning applies to the argument derived from Article III of the Treaty of Campo Formio whereby the Emperor "renounced for himself and for his successors all right and title to the Belgian Provinces". The Belgian Government argues from this that France succeeded to the rights of the Belgian Provinces over the Order and that "such a succession was all the more proper in this case because the Order of the Golden Fleece formed in reality part of the general public organisation of the Belgian Provinces" (same document, page 9). It may be remarked that this is only another aspect of the vital proposition which is the foundation of the argument of the Belgian Government to the effect that "the Emperor could not claim any authority over the old Order after he had renounced his claim to the Low Countries", but the Committee believe that they have established in their present report that no connection ever existed between the Low Countries and the Order of a nature to give the Low Countries any legal right to the property of the Order.



## VI. — CONCLUSIONS.

Il apparaît au Comité que ses longues recherches dans l'Histoire de l'Ordre, recherches où il a été guidé par les arguments et la documentation des parties, se peuvent résumer comme suit :

L'Ordre de la Toison d'Or fut originairement un Ordre de Chevalerie. Réserve faite des transformations profondes que le temps lui a imposées, il est demeuré dans son essence un Ordre de Chevalerie, c'est-à-dire un Ordre dynastique ou de Cour groupant autour d'un même souverain des Chevaliers n'appartenant pas nécessairement à la même nationalité. Il n'était pas, lors de ses origines, un Ordre national et il n'a jamais évolué au point de devenir une institution nationale ou politique des Pays-Bas ou de tout autre pays. Il n'a jamais été rattaché à titre exclusif au sol ou à la population des Pays-Bas ; il n'y a jamais été établi à titre irrévocable.

Si même il était permis de qualifier de « national » un Ordre aristocratique créé au bénéfice d'une dynastie devenue à notre époque, avec le développement de l'idée de nationalité, une dynastie « nationale », pareille épithète ne saurait être valablement appliquée à la Toison d'Or envisagée au XVIII<sup>e</sup> siècle et dans ses rapports avec les Pays-Bas.

Sans doute les Statuts de l'Ordre, tels qu'ils furent rédigés à son origine, renferment un article VI par où le souverain s'engage, avant d'entreprendre telles affaires importantes pour l'État dont il demeure libre d'apprécier si elles doivent ou non lui être soumises, de consulter la « greigneur partie » des Chevaliers. Mais cette stipulation ne constitue, à tout prendre, qu'une tentative d'enter sur un Ordre de Chevalerie la greffe d'une institution qui, avec le temps, eût pu s'épanouir en un organisme politique. Mais cette greffe ne put prospérer, le sol et l'atmosphère de l'Europe continentale étant, aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, médiocrement favorables au développement d'une institution grâce à laquelle un corps aristocratique eût pu parvenir à limiter l'autorité royale. Au cours de l'histoire de l'Ordre, ce privilège des Chevaliers ne fut respecté qu'exceptionnellement et qu'en la forme, il n'a jamais trouvé place dans une constitution politique des Pays-Bas et, en dépit d'un vain effort de réalisation, deux siècles avant 1794 (la seule date à laquelle le Comité doive se placer pour apprécier, dans le présent débat, les droits des Pays-Bas), il avait cessé d'exister.

En conséquence, l'étude historique à laquelle le Comité a estimé qu'il était de son devoir de se livrer aboutit à une constatation essentielle qui domine tout le débat et, sur presque tous les points, dicte la solution des problèmes soulevés au cours de la discussion :

Dans les dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, où il faut nécessairement se placer pour apprécier si le transfert du Trésor à Vienne et son maintien en cette ville, après la perte par les Habsbourg de la souveraineté des Pays-Bas (1797), ont constitué une violation des droits de la Belgique, l'Ordre de la Toison d'Or dont, pendant une courte période de son existence, l'histoire s'est trouvée plus ou moins étroitement ou directement mêlée à l'histoire des Pays-Bas, était, depuis près de deux siècles, une institution de caractère dynastique dont tous les droits et tous les pouvoirs étaient passés au « chef et souverain » qui absorbait en sa personne tout ce que l'Ordre comportait encore d'activité.

Lors donc que, en 1794, le Souverain Habsbourg, recueillait et conservait à Vienne le Trésor émigré de Bruxelles devant l'invasion française, il exerçait ses pouvoirs et usait normalement de ses droits.

Ce faisant à quels droits sur le Trésor, droits opposables ou préférables aux siens, portait-il atteinte ?



## VI. — CONCLUSIONS.

To sum up the results of this long enquiry conducted in the light of the arguments and documents which have been set before the Committee :

The Order of the Golden Fleece was in its origin a dynastic Order of Chivalry or Knighthood, and even after account is taken of the profound modifications which time has imposed, it remains an Order of Chivalry, *i. e.* a courtly Order of "Knights", not necessarily of one nationality, conceived as grouped round a Sovereign. It was not a "national" Order in its origin, and it never evolved into a "national" or political institution of the Low Countries or of any other country. It never had any exclusive connection with the soil or population of the Low Countries; it never was irremovably established there.

Even if the word "national" be used in the secondary sense in which it may be applied to an aristocratic Order attached to what has become in modern times, and with the growth of the idea of nationality, a national dynasty, the Golden Fleece cannot in the eighteenth century justly lay claim to this epithet of "national" in relation to the Low Countries.

The original constitution of the Order contained, it is true, in Article VI of the Statutes, an undertaking by the Sovereign to consult the "major part" of the Knights on weighty matters of state, of which he himself was the judge, but this provision represents at most an attempt to graft on an Order of Chivalry the germ of a possible political development which, in fact, never came to maturity; the political soil and atmosphere of Continental Europe in the fifteenth and sixteenth centuries was unfavourable to the growth of what would have been an aristocratic check upon royal authority. In the actual history of the Order, this right of the Knights was observed irregularly, and in form rather than in substance; the right never became part of any political constitution of the Low Countries, and ultimately, two centuries before 1794, the date as at which the rights of the Low Countries have to be determined in the present contest, after a vain and ineffective struggle for life it disappeared.

Thus the historical enquiry which the Committee has thought it its duty to undertake results in a conclusion which supplies the answers to the questions under discussion.

In the last years of the eighteenth century — the date to which the mind must be carried back in order to decide whether the transfer of the treasure to, and its retention at, Vienna after the loss of the sovereignty of the Low Countries by the Habsburgs (1797), was a violation of the rights of Belgium, — the Order of the Golden Fleece, the history of which during a short period of its existence was more or less closely wrapped up with the history of the Low Countries, had for nearly two centuries been a purely dynastic institution; all its rights and powers had passed to the "Head and Sovereign" who absorbed in his person the whole remaining activities of the Order.

When, then, in 1794 the Habsburg sovereign received and preserved at Vienna the treasure which had been removed from Brussels before the French invasion, he did so in exercise of the powers that belonged to him, and made a normal use of his rights.

What rights over the treasure which could be in conflict with, or higher than, his own did his action infringe?



Ce n'étaient ni ceux des Pays-Bas dont vainement le Comité a tenté de découvrir de quels droits exclusifs ou privilégiés d'ordre politique ou national ils pouvaient encore à cette date ou avaient jamais pu, à aucune période de leur histoire, se prévaloir ; ni ceux des Chevaliers de l'Ordre qui, bon gré, mal gré, depuis plus de deux siècles les avaient abdiqués ; ni ceux du Trésorier, gardien et responsable du Trésor sans doute, mais « fonctionnaire » de l'Ordre et tenu, en tant que tel, d'exécuter les décisions du souverain.

On ne saurait non plus valablement soutenir que, lors de la conquête par la France des « provinces belgiques » l'Ordre, envisagé en tant qu'institution ou « corporation » de droit privé, eût en Belgique son « siège » ou « domicile légal » dès lors que la Belgique n'était plus à cette date et avait cessé d'être depuis près de deux siècles et le centre de l'activité de l'Ordre et la résidence de ses organes dirigeants.

Le Comité ne songe pas à nier que, à de nombreuses pages de l'histoire des Pays-Bas, les destinées de l'Ordre ne se soient intimement mêlées aux siennes, que l'Ordre né en Bourgogne, et presque aussitôt transplanté dans les Flandres, ne s'y soit épanoui et n'y ait vécu sa courte apogée.

Mais ce passé, si brillant fût-il, date de la seconde moitié du xv<sup>e</sup> siècle. Il ne saurait suffire à assurer aux Pays-Bas, à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, des droits dont aurait hérité la Belgique contemporaine (1).

21 Octobre 1921.

Signé : HUGH A. BAYNE.  
JACQUES LYON.  
J. FISCHER WILLIAMS.

---

(1) Le Comité se permet d'attirer à nouveau l'attention sur cette circonstance que la République d'Autriche ne revendique pas la propriété du Trésor. En conséquence, à défaut d'arrangement amiable entre les parties intéressées, aucune juridiction ne pourrait ni statuer à ce sujet ni se prononcer sur la validité de tous droits quelle qu'en soit la nature, qui pourraient être actuellement invoqués au regard du Trésor, sans entendre et examiner au préalable non seulement l'exposé des droits, soit de l'Ordre lui-même, soit de ses membres, soit de son souverain, mais encore éventuellement les revendications de telle autorité civile ou religieuse qui pourrait être intéressée à prétendre que l'objet pour lequel l'Ordre avait été constitué ayant cessé de pouvoir être réalisé, ses biens devraient être affectés à quelque œuvre d'intérêt général de caractère religieux ou charitable.



Clearly, he infringed no rights of the Low Countries, for the Committee has in vain endeavoured to discover what exclusive rights or privileges of a political or national character they could still rely on at this date, or have ever relied on at any period of their history; nor any rights of the knights of the Order who, whether they liked it or not, had lost their rights for more than two centuries; nor the rights of the Treasurer, the responsible keeper of the treasure no doubt, but still a « functionary » of the Order, and as such bound to obey the commands of the sovereign.

Nor could it successfully be argued that, at the time of the French conquest of the Belgian Provinces, the Order, regarded as an institution or legal corporation of a private character, had its « seat » or « legal domicile » in Belgium, seeing that Belgium at this date was no longer, and had ceased for something like two centuries to be, the centre of the activity of the Order and the residence of its directing powers.

The Committee do not seek to deny that on many pages of the history of the Low Countries the destinies of the Order were intimately connected with the destinies of those countries, or that the Order, transplanted into Flanders almost immediately after its birth in Burgundy, flourished in Flanders and there enjoyed its short-lived apogee.

But this brilliant past dates from the second half of the fifteenth century. It did not, and could not, give to the Low Countries at the end of the eighteenth century rights which have descended to contemporary Belgium (1).

October 21st, 1921.

Signed : Hugh A. BAYNE.

Jacques LYON.

J. Fischer WILLIAMS.

---

(1) The Committee venture again to call attention to the fact that the Austrian Republic does not claim the ownership of the Treasure. In the absence of an amicable arrangement between all parties concerned, no Court could be called upon to determine the ownership of the Treasure, or dispose of the legal or equitable interests in it which may exist, without hearing and considering the claims of the Order as such, as well as those of its members and of its Head, and possibly also the claims of any such authority, civil or religious, as might be interested in contending that the purposes for which the Order was founded can no longer be executed and that, therefore, its property ought to be applied for some general purpose of either religious, charitable or public utility.



## TABLE DES MATIÈRES.

	Page.
Introduction générale .....	4
<b>A. — TRIPTYQUE DE SAINT ILDEPHONSE.</b>	
I. — Exposé des faits .....	6
II. — Discussion .....	8
III. — Observations complémentaires .....	19
IV. — Conclusions du Comité .....	20
<b>B. — TRÉSOR DE L'ORDRE DE LA TOISON D'OR.</b>	
I. — Observations préliminaires .....	22
II. — Statuts de l'Ordre .....	23
III. — Histoire de l'Ordre .....	26
Période bourguignonne (1430-1477) .....	27
Période flamande (1477-1555) .....	28
Période espagnole (1555-1713) .....	31
Période autrichienne (1713 à x...) .....	32
IV. — Caractères de l'Ordre .....	33
Note préliminaire .....	33
1. Texte des statuts .....	34
2. Références à l'Ordre dans le Préambule d'Édits .....	34
3. Abdication de Charles Quint .....	35
4. Cession aux Archiducs Albert et Isabelle .....	36
5. Privilèges fiscaux de l'Ordre .....	40
6. Les Chevaliers « Étrangers » .....	41
7. Déclarations officielles de l'Autriche lors de la contestation avec l'Espagne au XVIII <sup>e</sup> siècle .....	43
8. Emplacement du Trésor de l'Ordre et de sa Chapelle .....	44
V. — Siège de l'Ordre .....	48
9. Le siège ou domicile légal de l'Ordre .....	48
10. Législation révolutionnaire et Traité de Campo-Formio .....	49
VI. — Conclusions du Comité .....	51



## TABLE OF CONTENTS.

---

	Pages.
General Introduction.....	4
<b>A. — TRIPTYCH OF ST. ILDEPHONSE.</b>	
I. — Summary of facts.....	6
II. — Arguments.....	8
III. — Further observations.....	19
IV. — Conclusions of the Committee.....	20
<b>B. — ORDER OF THE GOLDEN FLEECE.</b>	
I. — Introductory.....	22
II. — Statutes of the Order.....	23
III. — History of the Order.....	26
Burgundian period (1430-1477).....	27
Flemish period (1477-1555).....	28
Spanish period (1555-1713).....	31
Austrian period (1713 and afterwards).....	32
IV. — Character of the Order.....	33
Preliminary.....	33
1. Text of the statutes.....	34
2. Reference to Order in Preambles to Edicts.....	34
3. Abdication of Charles V.....	35
4. Cession to Albert and Isabella.....	36
5. Exemption and fiscal Privileges of the Order.....	40
6. "Foreign Knights".....	41
7. Austrian contentions in dispute with Spain in the xviii <sup>th</sup> century.....	43
8. Situation of the Treasure of the Order and of its Chapel.....	44
V. — "Seat" of the Order.....	48
9. "Seat" or "Legal Domicile" of the Order.....	48
10. Revolutionary Legislation and Treaty of Campo-Formio.....	49
VI. — Conclusions of the Committee.....	51

---











U  
OF CALIFORNIA LIBRARY,

APR 14 1927

10m-12,'23



Makers  
Syracuse, N. Y.  
PAT. JAN. 21, 1908

494373

FD 643  
A3 A4

UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY



